

200

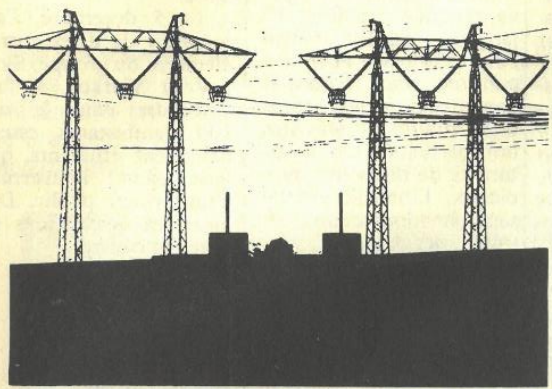
N° double 199 - 20 janvier 1979
DIXIEME ANNEE

Fr. 3.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IVème Internationale

Nucléaire



page 3

Ruhr



page 15

Cambodge



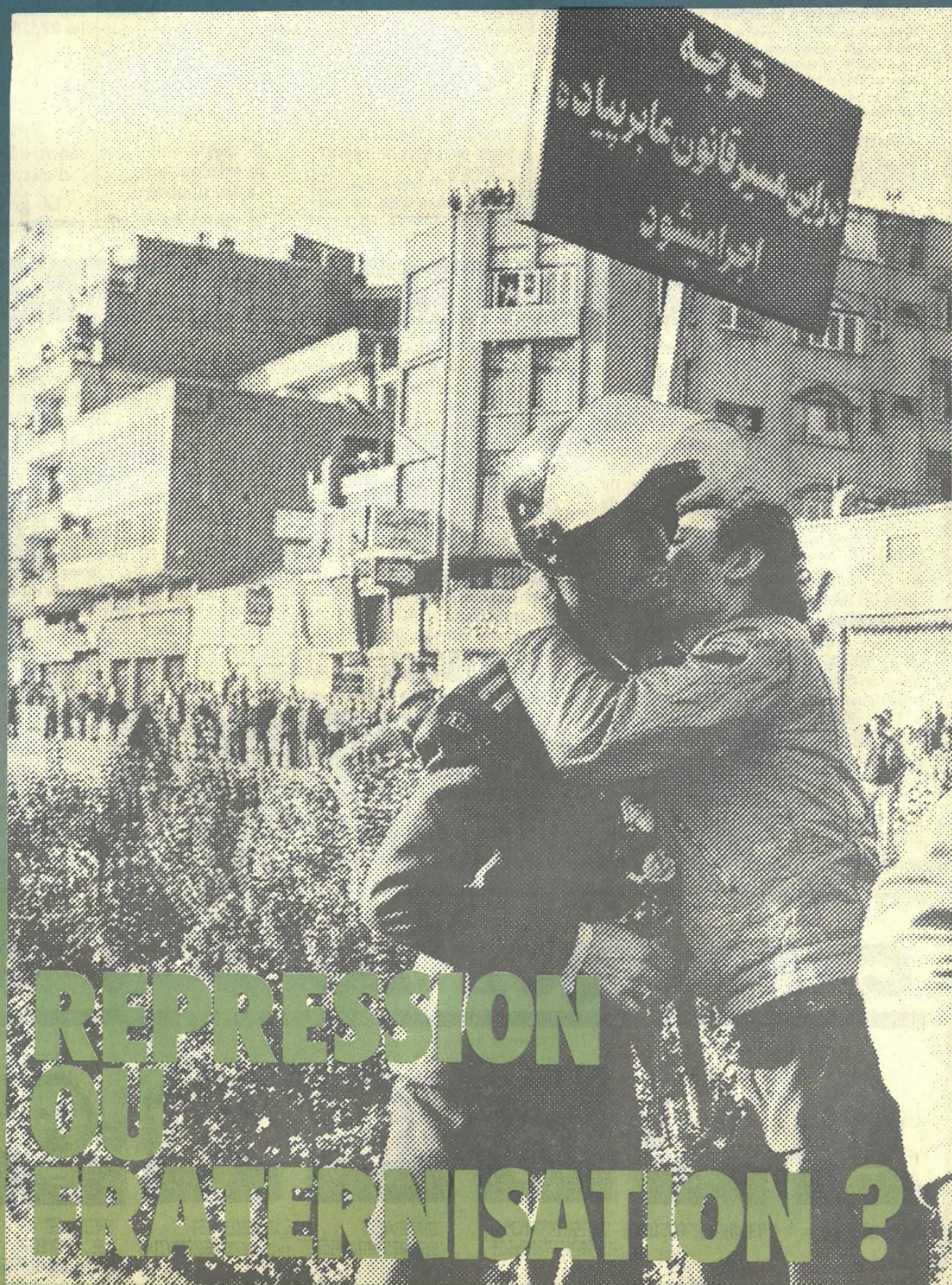
page 14

Rosa L.



pages 8-9

IRAN: MANIFESTATION NATIONALE à Berne le 3 février



REPRESSION OU FRATERNISATION ?

sommaire

EDITO	
mettons le lobby nucléaire à genoux	3-4
2ème conférence syndicale antinucléaire	3
SOCIAL	
Jura : Ateliers du Nord occupés	4
Genève : lutte du Priuré	4
Le Manifeste 77 a-t-il encore un sens	5
Genève : referendum contre la hausse des tarifs hospitaliers	5
Lausanne : débrayage au CHUV	5
Horlogerie, le test de l'ASUAG	6
FEMMES	
les allocations familiales : une solution ?	7
DOSSIER	
Rosa Luxembourg : la liberté politique illimitée dans le socialisme	8-9
Démocratie socialiste : pluralisme et libertés	10-11
1979 : calendrier politique	12
INTERNATIONAL	
ESPAGNE : un régime de mauvaise constitution	13
CAMBODGE : troupes vietnamiennes hors du Cambodge	14
L'affrontement rétrograde des bureaucrates	14-15
RFA : naissance d'une opposition syndicale	15
IRAN : le Shah s'en va	16
Sa fortune à l'abri	16
Rôle de l'opposition religieuse	17
Suisse-Iran : lever le secret bancaire	17
Entretien avec un ouvrier du pétrole	18
Le Symposium de la solidarité	18
LIVRES	
L'antichambre de la taule	19
Pipes de terre et pipes de porcelaine	19
200 fois la brèche	20

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.



Condamnation d'un membre de la Charte 77 en Tchécoslovaquie

Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, et ancien membre du Comité central du PC tchécoslovaque, a été condamné, le 11 janvier 1979 à 9 mois de prison à régime sévère par le tribunal de Trutnov pour "insulte à agent de l'autorité publique". En 1972, il avait déjà été condamné à six ans de prison pour avoir distribué un tract contestant l'abstention aux élections. La condamnation de Sabata démontre, si nécessaire, que les seuls moyens du débat politique que connaît la bureaucratie sont la matraque et la prison. Sans attendre les protestations officielles de la Voix Ouvrière et du Parti du Travail, submergez l'ambassade de Tchécoslovaquie (Muriestrasse 53, 3006 Berne) de télégrammes et lettres de protestation ! (tél. (031) 44 36 45).



Thérapie individuelle ou lutte de classe ?

Sous le titre "Bien ou mal vivre son travail", le PARFOR (permanence de formation, liée au CRAC) organisait le 12 janvier un débat sur le chômage. Alain Frank (ancien secrétaire FTMH), un chômeur, une syndicaliste VPOD et trois travailleurs de LIP y prenaient la parole.

Les LIP ont donné un aperçu historique de leur lutte et exposé les pro-

blèmes liés à leur projet de créer une coopérative de production horlogère. Quand le projet démarra, la coopérative ne pourra assurer que 200 places de travail sur les 600 qui sont actuellement à LIP. Ils pensent pouvoir engager les 400 restants d'ici la fin 1981. Afin de permettre à ces travailleurs de vivre, ils ont créé des commissions qui donneront lieu à des "entreprises" (restaurant, crèche, ateliers de tissus, salon de coiffure, garage, coopérative d'alimentation).

Les autres orateurs se sont livrés à un genre de "témoignages" expliquant leurs angoisses et les problèmes d'un chômeur dans la société. Loin de nous de les nier, reste à savoir comment le mouvement ouvrier doit et peut y répondre. Et là on restait sur sa faim...

La discussion a été ouverte par une intervention virulente d'un métalliste contre les discours pleurnichards exigeant qu'on discute des moyens de lutte contre le chômage. Un vieux militant du bâtiment allait dans le même sens répliquant aux orateurs : "si les syndicats sont de la merde, c'est parce que vous n'y militez pas. C'est tout !".

En général donc, une soirée ratée. L'erreur de PARFOR étant de croire qu'une sensibilisation individuelle aux "problèmes sociaux" remplace un projet politique pour les résoudre.



Si lausannois, le referendum a été déposé

Le double referendum,

lancé par le POP et le CASAK et soutenu par la LMR, contre l'augmentation des tarifs des SI lausannois a abouti, malgré le manque d'unité des référendaires, recueillant environ 16 000 signatures. C'est une première gifle à la politique antisociale et pro-nucléaire de la Municipalité et du Conseil communal de Lausanne. D'autres ont déjà suivi : l'assemblée extraordinaire du PS lausannois, par 65 voix contre 19 et 13 abstentions, a décidé de s'opposer aux quatre postes budgétaires contenant ces augmentations. Par là, elle désavoue clairement ses municipaux et aussi la majorité de ses conseillers communaux, qui s'étaient abstenus lors du vote de ce budget.

La Municipalité, en rapprochant le plus possible la date de la votation (27/28. 1. 1979) et en "mettant le paquet" pour sa propagande (dépliant de 12 pages, distribué "tous ménages") tente de couper les ailes à une opposition qui elle sait massive. Elle a même recouru à la petite manœuvre qui consiste à faire voter "non" ceux qui sont pour le referendum. Pas besoin de souligner que les arguments de la Municipalité (le budget de la commune, c'est comme le budget d'un ménage...) valent aussi haut que sa tactique de défense. Rejetons ces augmentations : 4 x non les 27/28 janvier !



PEROU : contre le programme d'austérité du FMI

Les conditions draconiennes posées par le

Fonds monétaire international (FMI) lors de la négociation de la dette extérieure du Pérou, ne feront qu'aggraver la situation des masses laborieuses de ce pays. Le programme du FMI est celui déjà appliqué au Chili et en Argentine : coupes dans le budget et réduction des emplois du secteur public, ajustement des prix, limitation des subsides, reprivatisation d'une série d'entreprises. Si ce programme est appliqué, les problèmes matériels des masses péruviennes deviendront dramatiques. Déjà, de janvier à octobre 1978, les prix ont augmenté de 66,29 o/o (100 o/o pour les transports entre mai et octobre), alors que les salaires ne progressaient que de 28 o/o.

Une première réaction à cette attaque fut la grève générale des 9 et 10 janvier, à laquelle, malgré l'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles, près d'un million de grévistes ont participé. Les arrestations de dirigeants syndicaux, l'interdiction de sept hebdomadaires, la mise des mines sous contrôle de l'armée n'auront donc pas suffi pour briser la combativité ouvrière.



LENINGRAD : un groupe d'opposition de gauche démantelé par le KGB

Plusieurs membres d'un groupe de jeunes se proclamant "opposition de gauche" ont été arrê-

tés par le KGB. Parmi les chefs d'accusation : publication et diffusion de la revue clandestine "Perspektivy", publiant des documents politiques, diffusion d'exemplaires de "Kontinent", de la brochure "Torture en Géorgie". Ils sont également accusés d'avoir projeté l'organisation d'une "conférence pan-russe des groupes de gauche".

L'un des animateurs du groupe, Alexandre Skobov est également l'animateur du club de discussion "La Commune", qui se consacre à divers problèmes philosophiques, politiques et culturels. Durant les 18 mois de son existence, "La Commune" a accueilli des jeunes de Leningrad, Moscou, des Pays Baltes, de Biélorussie et de Moldavie.

Le 5 décembre, l'arrestation de deux autres membres du groupe, Skopov et Kurkov, a fait descendre dans la rue 200 manifestants, essentiellement étudiants, qui réclamaient l'ouverture d'un procès public. Depuis, les arrestations se sont poursuivies...



VOTATIONS du 18 FEVRIER

Vote à 18 ans, initiative "pour un contrôle démocratique du nucléaire", interdiction de la publicité pour les alcools et le tabac, sentiers pédestres : QUATRE FOIS OUI.

(Nos arguments dans le prochain numéro.)

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

On vous dit tout (ou presque) sur la campagne anti-nucléaire en Suisse romande : GENEVE

Maison du quartier de la Jonction

ve 2 fév. : "Politique énergétique".

Centre de Loisirs de Meyrin

ve 9 fév. : "Nucléaire et chômage", organisé par Légitime Défense (81 rue de Carouge, 1205 Genève) et le Comité de soutien à l'initiative.

Salle des fêtes de Thônex

sa 3 fév. : FETE anti-nucléaire, organisée par le Comité de soutien à l'initiative (avec un tour en ville l'après-midi).

LAUSANNE

cinéma Montchoisi

sa 3, 10, 17 fév., 15 h. : projection de films anti-nucléaires, organisée par le Comité lausannois anti-nucléaire (CLAN, c. p. 74, 1000 Lausanne 6 Ouchy).

"Habitants et contre-pouvoir dans la ville", manifestation organisée par le GAU (Groupe Action Urbanisme) : forum, exposition et discussions sur les problèmes du logement, de la pollution, des énergies alternatives, des habitants dans la ville,

etc., 2 jours entre le 26 et le 29 janvier, aux Galeries du Commerce probablement, ceci pour émettre un autre son que le FACT (Forum Architecture Communication Territoire, 26-29 janvier). Des gens qui font des conférences au FACT en feront aussi au "contre"-FACT. On y parlera entre autres d'énergie.

DELEMONT

Halle du Château

sa 20 janv., dès 14 h. : expo, diapos, conférences (15h.15 : avec Jean Rossel), montage audio-visuel (20h.15), discussion sur l'initiative, les énergies nucléaire et alternatives. Dès 22h.30 : folk avec Tétralyre. Entrée libre. Organisation : Comité anti-nucléaire jurassien et Comité de soutien à l'initiative.

Et aussi les meetings LMR : regardez dans un autre coin de ce journal.

LAUSANNE

Cinémathèque, aula de Béthusy

ve 26 janv., 19h. : Gertrud (1964), de C.Th. Dreyer, d'après H. Soderberg.

ve 2 fév., 19h. : Here comes Mr Jordan (1941), d'Alexander Hall; 21h. : La prise du pouvoir par Louis XIV (1966), de Roberto Rossellini.

Théâtre du Vide-Poche

ma 23, sa 27 jan., 20h.30 : Mélancoilles, textes chansons musique par le groupe Notamment (Nicolas Reichel, Annik Mahaim, François Nicod), loc. : gal. Melisa.

La boîte à musique,

Grand'Rue 47, LUTRY

ve 26 janv. : New Orleans Jazz Group.

ve 2 fév. : Bernard Montangero.

Salle du Cazard

ve 26 janv., 20h. : Latin jazz rock, Salsa night avec Selva (Jean-Pierre Pasquier, Armand Bucher, Daniel Genton, Joël Pasquier, Christian Paulvé), fr. 10.-.

Aula de l'EPFL

sa 27 janv., 20h.30 : Los Jairos, fr. 12.-.

Théâtre des Faux-Nez

du je 25 au me 31 janv. : Angel Parra.

du je 1er au sa 7 fév. : Pierre Chastellain.

GENEVE

Théâtre de Carouge, 39 rue Ancienne

du ma 30 janv. au sa 3 fév., 20h.15 (je

19h.) : La vie est un songe, de Calderon, par le Théâtre de Carouge-Atelier de Genève, mise en scène : Hervé Loichemol.

Centre Marignac

du ma 23 au sa 27 janv., 21h. : Philippe Val et Patrick Font.

cinéma l'Ecran

14h., 20h.45 : L'homme de marbre, de Andrzej Wajda (v.o. s.-t. fr. all.).

Pic plouc, impasse rue du Lac 1

sa 27 janv., 21h. : Jean-Pierre Huser.

New Morning

je 25 janv. : Pepper Adams quartet.

Centre de Loisirs des Eaux-Vives

je 8, ve 9 fév., 20h.30 : "Berne-mime", spectacle de mime, dir. art E.G. Boëtger.

Salle Patino

je 1er fév., 20h.45 : CM 4 (org. : AMR).

ve 2 fév., 20h.45 : Musique médiévale et musique indienne, festival AMR.

Victoria Hall

je 1er fév., 18h.30 : "De Monteverdi aux Beatles", avec Cathy Barberian.

Et si le film Blue Collar passe dans votre ville, ne le ratez surtout pas.

Tim O'Niais

CHRONIQUE DU BON GOUT



AH, L'IRAN...



MANIFESTATIONS



DÉSERTIONS, SABOTAGES



GRÈVE GÉNÉRALISÉE



DÉBUTS D'AUTOGESTION



REFUS DE PAYER LES IMPÔTS



DESTRUCTION DE BILLET DE BANQUE



(24 Heures, 11 décembre 1978)

C E n'est pas sans malaise que l'on assiste à l'évolution de la situation en Iran. Malaise de voir un pays riche des richesses du pétrole et de développement potentiel se porter des coups aussi terribles non seulement contre son régime politique et social, mais également contre son infrastructure économique.



Mettons le lobby nucléaire à genoux !

Une décision importante est imminente; pour la bourgeoisie, l'enjeu est élevé. Pour la deuxième fois, après la votation en Autriche, la population d'un pays capitaliste d'une certaine importance peut s'exprimer à propos de la construction de centrales, et plus généralement de l'énergie nucléaire, et influencer directement le degré de son utilisation future. Le résultat du 18 février aura sans aucun doute des retombées internationales, principalement en Europe, en une période où l'insécurité règne sur le programme de construction des centrales et où l'opposition de la population s'accroît. (Un sondage d'opinion publié récemment par l'hebdomadaire allemand "Stern" indique que 53 o/o de la population de RFA refuse d'autres installations nucléaires; soit 5 o/o de plus qu'en mai 1978. 17 o/o, contre 12 o/o auparavant, se prononcent même pour la fermeture des centrales en service.)

Deux "ingérences", voire effractions, qui, grâce à la force du mouvement antinucléaire menacent le domaine politique et économique des capitalistes sont énoncées dans l'initiative pour un contrôle démocratique et son postulat principal de votation populaire régionale sur les installations nucléaires. Premièrement, que ces messieurs ne puissent plus décider seuls dans ce secteur décisif de la production énergétique; deuxièmement, que la juste affaire nucléaire, programmée sur une longue période encore, devienne d'un moindre intérêt, ou n'en vaille plus la peine. Le rapport sur la conception globale de l'énergie, élaboré par la commission Kohn, porte-parole notoire des producteurs suisses d'énergie, fait apparaître clairement leur "attachement" à l'énergie nucléaire jusqu'en l'an 2 000 au moins; selon la variante considérée comme prioritaire, 8 centrales seraient jusqu'alors nécessaires...

Cette situation explique aussi la campagne massive et unique en son genre, en faveur du nucléaire menée par la bourgeoisie, commencée de facto depuis l'occupation de Kaiseraugst, et qui connaîtra son apogée dans les semaines précédant la votation. Une campagne "tous azimuts", qui utilisera tous les moyens, présentables ou non. Ce qui saute aux yeux, à part l'investissement de dizaines de millions de francs, ce sont les innombrables exemples de l'interpénétration du lobby nucléaire et de l'Etat. Ainsi, les parlements zurichois et argoviens ont-ils expressément autorisé une propagande ouverte pour le nucléaire, dont une des cibles sera les écoles. Ainsi, plus simplement, le Musée des transports à Lucerne présente-t-il maintenant et comme par hasard

une exposition pro-nucléaire. Ce n'est là qu'un autre aspect du "déficit démocratique", si grossièrement présent dans les mises à l'enquête des installations nucléaires, et qui a joué un rôle remarquable dans les mobilisations antinucléaires. L'engagement de l'Etat aux côtés de l'industrie nucléaire, démontrant la fiction d'un Etat neutre, devra être systématiquement utilisée durant la campagne. Mais le 18 février a aussi exigé une réponse politique de la bourgeoisie; mentionnons l'opération révision de la loi sur l'énergie atomique, le contre-projet à l'initiative, et la publication opportune du rapport sur la conception globale de l'énergie, qui, en accumulant les pages, cherche à convaincre la masse des profanes de l'horreur d'une crise énergétique au cas où l'on renoncerait au nucléaire, jouant en particulier sur la peur du chômage, ce qui ne restera pas sans effet dans la période d'insécurité économique actuelle. Les besoins en énergie et l'emploi — ou plutôt la démagogie faite sur ce thème — sont donc également au centre

tion des centrales de Gösgen et Leibstadt et leur soutien conjoint et démagogique à l'initiative et à la révision de la loi sur l'énergie nucléaire. La conception de l'énergie développée par ces forces politiques et par les organisations de protection de l'environnement qu'elles influencent — qui reste naturellement dans le cadre capitaliste — souffre également de la même "ambiguïté", sans que l'on puisse leur refuser le mérite d'avoir fourni une réponse réformatrice d'ensemble au rapport sur la conception globale de l'énergie et par là d'avoir contribué à un débat nécessaire.

Malgré un rapport de forces difficile s'ajoutant aux moyens matériels limités du mouvement, nous croyons que la perspective d'une victoire le 18 février a une chance, une seule, de devenir réalité. De nombreux faits parlent en faveur de l'impossibilité d'une lourde défaite: la mobilisation de plusieurs années débouchant sur une politisation qui ne peut plus être estompée dans la question de l'énergie nucléaire et qui se manifeste dans la mé-



Le lobby nucléaire en action

de la propagande du lobby nucléaire, plus du tout basée sur une défense à tout crin de l'énergie nucléaire, les arguments en faveur de la sécurité et du caractère accessoire du problème des déchets ne convaincant plus personne. D'où les slogans du genre "développement raisonnable de l'énergie nucléaire", etc...

Cette tactique propagandiste habile peut effectivement porter. Le camp des opposants par principe au nucléaire n'est toujours qu'une minorité, même croissante. La majeure partie de la population est sceptique ou ne s'oppose qu'à la construction de nouvelles centrales. C'est sur cet état de fait que s'appuie la politique de l'opposition bourgeoise (par exemple de l'Alliance des indépendants), du PSS et des syndicats qui, vu leur politique de collaboration de classe, ne sont pas disposés à rompre avec la bourgeoisie sur une question aussi importante, mais qui, d'autre part, ne peuvent pas simplement ignorer la réalité du mouvement. De là proviennent leur accepta-

fiance générale contre "ceux d'en haut", contre les Kohn de l'économie et de l'Etat; le oui ou la liberté de vote, mais en tous cas pas le non, comme on pouvait le supposer il y a un an, défendus par des forces sociales importantes, comme par exemple la liberté de vote préconisée par l'USS à son Congrès de Lugano; le résultat autrichien; la victoire contre la PFS, etc. En outre, il ne s'agit justement pas d'une votation normale, car elle n'est pas seulement explosive politiquement, mais surtout sa force portante est un mouvement large et international, qui sera capable de mobilisations... Une autre question est celle de la caractérisation des centaines de milliers de oui. Sans aucun doute, ils ne seront pas clairement anticapitalistes et ne sauront donc donner de garantie pour l'arrêt effectif des travaux. Mais une victoire ou une courte défaite auront une influence déterminante sur les prochaines confrontations.

suite page 4

Gagner les syndicats à la lutte antinucléaire

Appel à la deuxième conférence nationale intersyndicale sur les questions de l'énergie et du nucléaire

Dimanche 4 février, 11 h.,
Maison du Peuple, Zeughausgasse 9, Berne

Le 8 octobre dernier la première conférence nationale intersyndicale sur les questions de l'énergie et du nucléaire réunissait à Berne près d'une centaine de syndiqués de 9 des fédérations de l'USS (FTMH, FOBB, VPOD, FST, FTCP, FCTA, SEV, U-PTT, SSM) et de la CRT (syndicats chrétiens). Après avoir entendu un exposé du collègue Benno Hardmeier, secrétaire de l'USS, responsable des questions d'énergie, qui a présenté les conceptions des instances centrales de l'USS, ainsi qu'un exposé d'un collègue défendant un point de vue antinucléaire, la conférence, après discussion, avait adopté une résolution,

- demandant que la discussion sur ce sujet se poursuive dans les syndicats, également après le congrès de l'USS, et que les journaux syndicaux soient largement ouverts à cet effet,
- exigeant que l'USS se retire de l'Association suisse pour l'énergie atomique (ASPEA),
- appelant le congrès de l'USS à donner son soutien à l'initiative et à un moratoire de 4 ans de la construction de toute installation atomique, y compris les centrales de Gösgen et de Leibstadt,
- estimant que les syndicats devaient défendre l'emploi de façon combative, en particulier par la lutte pour la réduction du temps de travail et que l'emploi et la production d'énergie pouvaient être assurés, sans énergie nucléaire, par un développement accéléré de sources d'énergie nouvelles et des moyens de lutte contre le gaspillage d'énergie.

La conférence avait élu un secrétariat chargé de faire circuler un matériel d'information dans les syndicats et d'organiser une nouvelle conférence.

Le congrès de l'USS, qui s'est tenu les 26, 27, 28 octobre passés, a créé une heureuse surprise en adoptant quand même, contre l'avis des instances dirigeantes, la revendication du moratoire de 4 ans (malheureusement sans y inclure les centrales de Gösgen et de Leibstadt) et le soutien à l'initiative. Alors qu'avant le congrès seules la FST et dans une moindre mesure la VPOD et la FOBB faisaient des propositions dans ce sens, ces décisions montrent qu'une sensibilité antinucléaire croissante se développe dans l'USS, même si le congrès a approuvé la philosophie générale de la conception de l'énergie de la commission syndicale de même que l'appui donné à la révision partielle de la loi sur l'énergie atomique. C'est un progrès d'une grande importance. La fédération des syndicats chrétiens quant à elle n'a pas encore arrêté sa position.

Le 18 février aura lieu la votation de l'initiative, qui concentre aujourd'hui sur elle les espoirs des antinucléaires. Malheureusement comme la majorité des 2/3 n'a pas été atteinte, l'USS ne fera pas campagne pour le OUI. Il faut s'efforcer que les fédérations, elles, donnent leur soutien à l'initiative. Au congrès de l'USS, les délégués de la FTMH ont voté massivement contre le soutien à l'initiative. Heureusement que la majorité ne s'est pas prononcée pour le non. En Autriche, lors du référendum du 5 novembre, une grande partie du mouvement ouvrier organisé a fait campagne pour la mise en service de la centrale nucléaire de Zwentendorf, finalement refusée en votation, sur le thème de la défense de la prospérité de l'économie et des places de travail !

Après le 18 février, aura lieu le référendum sur la révision de la loi sur l'énergie atomique pour lequel l'entière responsabilité du mouvement antinucléaire est en train de récolter les signatures.

Nous appelons à cette deuxième conférence nationale intersyndicale sur les questions de l'énergie et du nucléaire juste avant la votation de l'initiative afin de discuter

- * comment après le congrès de l'USS stimuler la discussion sur ces questions dans les syndicats et élargir la sensibilité antinucléaire en leur sein ?

- * comment manifester une voix syndicale pour le OUI dans la campagne avant la votation de l'initiative ? Quelle action syndicale faudrait-il en faveur du moratoire ? Que penser du référendum contre la révision de la loi sur l'énergie atomique ?

- * quelle analyse faire du problème "énergie, prospérité économique, places de travail" ?

Diffusez cet appel autour de vous et venez nombreux à la conférence.

Le secrétariat

Adresses du secrétariat :

Elisabeth Hausmann
Müllerstrasse 55
8004 ZÜRICH
tél. : (01) 241 85 38

Robert Lochhead
Place Chauderon 20
1003 LAUSANNE
tél. : (021) 25 61 58

Armin Murmann
Chemin Jules Vuy
1227 CAROUGE
tél. : (022) 43 39 92

Paul Sautebin
Union 5
2502 BIENNE
tél. : (032) 23 10 94



La lutte avancée des infirmiers genevois du PRIEURÉ

Bien qu'ayant obtenu, par leur lutte du printemps dernier, des augmentations salariales, 4 semaines de vacances pour tous, et un statut du personnel identique à celui du secteur public, les travailleurs de l'Infirmier du Prieuré ont exigé la signature d'un contrat collectif avec le syndicat : ils se sont heurtés au refus intransigeant de M. Ruchon (directeur du Bureau Central d'Aide Sociale dont dépend le Prieuré), et ont donc repris leur lutte d'une manière très déterminée. Après plus d'une semaine de débrayages et de mobilisation intense (manifestations, pétition de soutien, etc.), M. Ruchon a finalement cédé en promettant de signer un accord avec la VPOD. Il est vrai qu'il avait été désavoué par une commission cantonale de conciliation...

La lutte du Prieuré est particulièrement exemplaire, elle est l'expression d'une réelle compréhension de ce qu'est l'utilité du syndicat. En effet, si la proposition de la Direction de créer une commission du personnel a été acceptée, personne ne se fait d'illusion sur cet "acquis" ambigu. Les travailleurs ont bien compris que leur véritable intérêt se trouvait dans l'instauration d'une commission syndicale permanente à l'intérieur du Prieuré ainsi que dans la lutte pour la reconnaissance de tous les droits syndicaux. Car, ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront défendre à long terme leurs droits acquis.

En même temps qu'elle a révélé une fois de plus les conditions désastreuses dans lesquelles des personnes âgées sont parquées, la lutte du Prieuré pose le problème de l'unification des statuts du personnel de tous les établissements sanitaires privés du canton et de l'implantation des syndicats dans ceux-ci. Des situations désastreuses, tant du point de vue des patients que de celui du personnel, pourraient être ainsi dénoncées et combattues...

14. 1. 1979, Ber.

MEETINGS LMR : "MARXISME ET ECOLOGIE"

avec J.-P. Deléage, journaliste à Critique communiste

NEUCHÂTEL, lundi 22 janvier, 20h.30, rest. Beaux-Arts
LAUSANNE, ma 23 janv., 20h.15, maison du peuple (5-6)
GENÈVE, me 24 janv., 20h., La Taupe, 22 rue St-Léger

MEETING de soutien au PEUPLE IRANIEEN

LAUSANNE, jeudi 25 janvier, 20h.15

Centre paroissial d'Ouchy, ch. du Beau Rivage 2
avec des orateurs iraniens, org. par le Comité de soutien à la lutte du peuple iranien, l'Association internationale des prisonniers politiques iraniens/LMR/OCS

Editorial-suite

suite de la page 3

La LMR s'engagera totalement pour cette victoire. A partir de sa revendication de renonciation à l'énergie nucléaire, ses positions dans la campagne sont claires : un oui à l'initiative, combiné avec un oui au moratoire, pour corriger les insuffisances de la première; le moratoire reste de toute façon une revendication centrale, à l'ordre du jour pour la lutte après le 18 février; oui à l'initiative afin de l'utiliser pour renforcer le mouvement, seule garantie importante pour obtenir l'application des buts de l'initiative; c'est pourquoi il est nécessaire de développer une argumentation se fondant sur la décision de principe pour ou contre l'énergie nucléaire. En tant que l'une des forces déterminantes du mouvement, la LMR s'est engagée depuis longtemps dans la coordination nationale pour une campagne nationale sur ces positions, auxquelles s'ajoute le lancement du référendum, qui a abouti entre temps. Cette campagne est entamée, c'est sur elle que nous mettons l'accent principal. Mais, par ailleurs, nous nous efforçons depuis quelques temps d'obtenir du mouvement qu'il se détermine sur les perspectives immédiates après la votation, selon son résultat. En cas de victoire, il faudra particulièrement veiller à en multiplier la portée.

L'absence d'une conception socialiste globale de l'énergie, ou plus exactement d'une critique marxiste détaillée de la conception actuelle, se fait lourdement sentir. Notre tâche sera de pallier ce défaut en 1979.

A. F., 8. 1. 1979

la brèche du 20. 1. 1979, page 4

social

ATELIERS DU NORD : un test pour le Jura

Ils occupent leur entreprise et la banque

Depuis le 6 décembre, les 17 ouvriers des Ateliers du Nord à Chevenez (Jura), occupent leur entreprise à la suite d'une longue dégradation de leurs conditions de travail (salaires versés de plus en plus irrégulièrement, puis plus du tout; chauffage coupé faute de mazout, etc.).

Comme beaucoup de petites boîtes (que l'on pense à Winckler, par exemple), les Ateliers du Nord font partie d'un conglomérat juridique et commercial pour le moins embrouillé; leurs patrons, Leimer et Beyeler d'Yverdon, se sont amusés à fonder diverses sociétés, l'une louant des locaux à l'autre, dont les machines sont du reste propriété d'une troisième qui...

R. Leimer a dû trouver que cette plaisanterie tournait au vinaigre lorsqu'au mois de septembre, les travailleurs des Ateliers séquestrèrent sa voiture, une Lamborghini, pour — déjà — récupérer une partie des salaires. Notons en passant que ce même Leimer aimait tant les Lamborghinis qu'il a participé au rachat de cette usine automobile de Modène (Italie). Il est vrai que depuis lors, il a été déclaré en faillite à titre personnel sur demande du financier qui l'épaulait dans cette opération...

Le débrayage et la séquestration n'ayant permis que le versement des salaires d'octobre, un nouvel arrêt de travail a lieu le 28 novembre; environ 12 000 francs, soit fr. 750.- par ouvrier, seront ainsi distribués. Ce sera la dernière "paye" des ouvriers, qui repartiront en grève fin novembre, occupant l'usine quelques jours plus tard. A la fin du mois de décembre, s'étant aperçus que les bâtiments, les machines et l'outillage étaient hypothéqués et qu'il n'y avait même plus de stock, ils occupent pendant quelques heures le hall de l'UBS, à Porrentruy. En effet, non seulement cette banque détient les hypothèques, mais elle encaisse les factures des travaux de novembre, refusant évidemment de payer ce mois aux travailleurs!

Ceux-ci sont donc dans une situation difficile, d'autant plus que dans le comité de soutien, le PDC essaie de s'opposer à toute action politique de popularisation de la lutte; son représentant,

M. Ouevray, maire de Chevenez (commune qui avait facilité l'implantation de l'entreprise), ne déclarait-il pas : "Je commence à avoir

peur de l'importance que prend cette affaire (...), nous ne sommes pas ici pour révolutionner l'économie."

Dans ces conditions, on comprendra facilement toute l'importance du soutien moral, politique et financier pour les travailleurs des Ateliers du Nord.

Envoyez vos messages de so-

lidarité aux : Ateliers du Nord, 2906 Chevenez.

Envoyez vos dons au : CCP 25 - 4409, Crédit Agricole, Bienne, mention "Soutien aux travailleurs des Ateliers du Nord".

Rejoignez les comités de soutien formés à Lausanne et Yverdon!

Entretien avec un ouvrier des Ateliers du Nord :

ateliers du nord CHEVENEZ



SOLIDARITÉ

la brèche : C'est une initiative importante que les ouvriers des Usines du Nord ont prise : comment cela a-t-il commencé ?

Marcel : Par un mécontentement général par rapport aux salaires : quand on a su que tout était hypothéqué, on s'est dit : ... on n'a plus rien à perdre, on y va !

b. : Tout le monde a-t-il débrayé ?

M. : Tout le monde a participé. Personne n'a retenu. On peut dire que tout le monde a participé à fond, heureusement d'ailleurs.

b. : Comment organisez-vous les piquets de grève, l'occupation de l'usine ?

M. : On a fait 3 équipes, 3 fois 8, des équipes de copains se forment, tu discutes, tu bois un verre. Jusqu'à maintenant, tout se passe très bien : c'est formidable.

b. : Qui soutient votre lutte ? Avez-vous reçu des messages de solidarité d'organisations ou de personnalités ?

M. : La population de Chevenez a réagi positivement à l'occupation : ils apportent à bouffer et à boire : ça

s'arrête là, mais c'est déjà pas mal ! Les ouvriers de l'usine SOLO ont spontanément organisé une collecte... et je crois que d'autres boîtes vont le faire aussi.

Depuis le début, les syndicats nous ont soutenus : FTMH et FCOM. La LMR, le POP aussi. Il faut que je réfléchisse, il y en a tellement. De nombreux dirigeants du PS sont venus nous apporter leur soutien moral.

Samedi et dimanche, ici dedans (dans l'usine), ça n'a pas désempli : c'était extraordinaire.

b. : Quel est le rôle des syndicats ?

M. : Les syndicats nous soutiennent vraiment à fond. Ils se démènent vraiment. La FTMH nous a fait venir une TV. On se sent soutenu par tout le monde.

b. : Y avait-il une convention collective de travail dans l'usine, et les ouvriers sont-ils syndiqués ?

M. : Il n'y avait rien. Même à Yverdon, il — le patron, réd. — a refusé de signer. Tout le monde maintenant est syndiqué. Avant la lutte,

la moitié seulement.

b. : La combativité est-elle très grande ? Tous les ouvriers participent-ils ?

M. : Oui, nous sommes tous bien décidés à aller jusqu'au bout : c'est-à-dire obtenir le paiement de nos salaires et la reprise de l'usine par une autre société. Mais on devra faire des concessions, c'est un marchandage.

b. : Est-ce possible, comme à Winkler, à Fribourg, de vendre les stocks pour se payer ?

M. : Il n'y a pas de stock, rien, et tout est hypothéqué.

b. : Et comme à la Jura Watch, à Delémont, où les syndicats ont repris l'usine. Est-ce possible ? Ou alors de reprendre l'usine sous contrôle ouvrier ?

M. : Ça ne serait pas impossible. La JURA-Watch, ils ne tournent pas sur l'or. Et là-bas, ils vendent des choses bon marché.

Dans le système actuel, si on reprenait l'usine sous notre contrôle, on ne serait pas soutenu et tous les industriels nous saboteraient. En plus, il faudrait des capitaux.

b. : Quels problèmes l'occupation a-t-elle posés à vos femmes ?

M. : On a eu de la chance. Elle nous ont soutenus complètement, et par rapport à cela, tu es plus combatif. Nos épouses ont été formidables.

b. : Aujourd'hui, où en est la situation de la boîte et comment allez-vous continuer ?

M. : La société est déclarée en faillite. M. Christe, avocat, défend nos intérêts; on continue l'occupation et on lance un appel à l'opinion publique. On ne veut pas faire croire que le problème est résolu... il y a encore beaucoup de difficultés à venir, mais on se battra !

WINCKLER : rien par les lois, tout par la lutte !

Dès le début de leur lutte (fin août !), les travailleurs de Winckler (Fribourg) avaient demandé la mise en faillite de tout le groupe (9 sociétés) et la constitution d'une seule masse en faillite. Mais, en raison de la loi sur les sociétés anonymes et d'une multitude d'artifices juridiques, le patron va certainement pouvoir retirer les marrons du feu. En effet, les sociétés de production (celles qui doivent les salaires en retard,

mais qui ne possèdent rien) ont bien été mises en faillite et rayées du registre du commerce. Par leur disparition juridique, ce sont les débiteurs des travailleurs qui se volatilisent.

Par contre, la société immobilière, celle qui possède les terrains et les immeubles, pourrait être vendue si le patron (Kuentz) ne trouve pas de quoi payer quelques dettes. Mais il suffit alors que le produit de la

vente dépasse le montant des dettes et des hypothèques pour qu'il fasse encore un bénéfice. Sans compter que la société propriétaire des machines n'a pas de dettes et que Kuentz peut toujours en disposer !

Donc, pas un sou pour les travailleurs, sauf ce qu'ils ont récolté lors de la vente (illégal) des stocks. Cet argent, ils se le sont distribué avant les fêtes de fin d'année. Ils ont ainsi pu récupé-

rer les 3/4 du salaire non payé jusqu'à fin juillet. Ce qui n'est déjà pas si mal, mais ne couvre de loin pas l'ensemble de leurs pertes financières.

Une belle leçon sur la nature de la société dans laquelle nous vivons : tout ce que les travailleurs ont obtenu, ils l'ont arraché par la lutte; ils n'ont par contre pas reçu un centime du patron ou de l'Etat...

correspondant. 10. 1. 1979

Le débat sur les perspectives de l'opposition dans la FTMH

Le Manifeste 77 a-t-il encore un sens ?

Sans conteste, l'apparition d'une opposition structurée dans la FTMH a constitué une "première" depuis la signature de la paix du travail. Pour la première fois, une opposition syndicale a dépassé la simple manifestation ponctuelle de résistance à la politique de la direction syndicale, dans une branche ou dans une section, pour se regrouper sur le plan national en se dotant d'une ébauche de programme d'action.

Aujourd'hui, un bilan s'impose. Le Manifeste 77 a-t-il atteint ses buts ? Ou une nouvelle forme d'opposition syndicale est-elle à l'ordre du jour ?

La possibilité même pour le Manifeste 77 d'exister tient aux contradictions auxquelles la FTMH est confrontée depuis la crise : l'équation sur laquelle reposait l'édifice de la paix sociale — augmentation de la productivité égale élévation du niveau de vie et plein emploi pour les travailleurs — ne fonctionne plus. Pourtant la direction syndicale a poursuivi sur la voie des "partenaires sociaux", réussissant cependant de moins en moins à "arracher" des concessions au patronat. En outre, le terrain sur lequel le Manifeste 77 a pu prendre racine, en Suisse romande, est formé par les premières luttes ouvrières et les différenciations politiques dans le mouvement ouvrier et ses organisations traditionnelles autour de questions comme celles des 40 heures, de la sécurité sociale, de la TVA.

Le Manifeste 77 a été le creuset où a pu se réaliser l'unité entre militants syndicalistes des divers courants politiques dans l'objectif de modifier la FTMH et sa politique, pour en faire un syndicat démocratique qui puisse être une véritable arme dans la défense des intérêts des travailleurs. Le débat public suscité par son apparition, la remise en cause du fonctionnement bureaucratique du syndicat, les propositions qu'il mettait en avant sur les conventions, voilà sans doute des acquis positifs qui permettent aux syndiqués, à tous les salariés de poser dans d'autres termes la réappropriation par les travailleurs de l'organisation syndicale, le renforcement et la construction d'un syndicat actif.

Mais parce qu'il était l'expression d'un courant syndical faible, sans beaucoup d'expérience, le Manifeste 77 a connu un certain nombre de carences :

* La principale, assurément, a été de ne pas avoir été capable de lier dans les faits la lutte pour une démocratisation de la vie syndica-

le à une réponse de fond à la crise, de n'avoir pas su saisir les échéances posées — conventions collectives de la métallurgie et de l'horlogerie, les nouvelles vagues de licenciements — pour engager des actions concrètes de défense et des batailles politiques contre la direction Tschumi-Ghelfi.

* Le débat qu'il a provoqué avec la centrale s'est trop souvent cantonné à de simples dénonciations du fonctionnement de la fédération, ce qui n'apportait aucun élément pour permettre aux travailleurs de construire le syndicat dans les entreprises.

* Il n'a pas su non plus intervenir pour opérer la jonction avec des militants engagés dans des campagnes actives sur l'énergie nucléaire, la PFS ou l'assurance-maternité, qui rencontrent pourtant un écho significatif dans les syndicats.

Aujourd'hui, quels que soient les apports ou les manques que l'on peut constater dans un bilan sur l'évolution du Manifeste 77, il est urgent et nécessaire de faire un pas de plus en faisant progresser l'activité syndicale des sections, dans les entreprises, ainsi que les idées qu'on a avancées et débattues.

Stratégie syndicale et partis ouvriers

Le Manifeste 77 a posé à plusieurs reprises le problème du rapport entre parti et syndicat. La direction de la FTMH a maintes fois dénoncé "l'ingérence" des partis politiques dans le syndicat, allant même jusqu'à sermonner le Congrès du PSS pour avoir adopté une motion de soutien au Manifeste !

De quoi la direction syndicale avait-elle peur ? De l'influence que pourrait exercer le PSS sur la politique de la FTMH ? Il y a certes un courant à la tête de la FTMH qui prône la "neutralité" du syndicat (derrière Ghelfi). Mais il y a longtemps que la politique de collaboration de classe de la FTMH ne diffère en rien de la politique du PSS ! Il est vrai qu'en cela, la direction de la FTMH se reconnaît dans l'aile la plus droitiste du PSS, celle qui ne s'est guère montrée favorable jusqu'ici, à la nécessité de passer à une politique de collaboration — pression symbolisée par le slogan "paix du travail relative". La direction de la FTMH n'invoque donc l'"indépendance" syndicale que lorsque le PSS se met à appuyer une opposition à l'intérieur du syndicat qu'elle domine depuis des décennies ! Elle sait pourtant fort bien que le PSS lui-même ne songe guère à modifier la politique syndicale. De ce côté-là, rien à craindre. La motion de soutien au Manifeste 77 votée au Congrès de Bâle en mai 1978 n'a d'ailleurs été acquise que contre la volonté

de la direction du PSS. Par conséquent, ce n'est pas l'influence des motions de Congrès du PSS sur la politique effective de la FTMH que craint la direction de celle-ci... Elles n'en ont pas ! Elle redoute par contre l'effet protecteur que de telles prises de positions verbales peut avoir sur l'encouragement d'un débat à l'intérieur des rangs syndicaux, restreignant la capacité de la direction syndicale à réprimer les militants d'opposition.

Néanmoins, les limites des prises de position du PSS et du Parti du Travail en matière de démocratie syndicale sont les mêmes que celles de leur politique générale. Leur "combat" pour la politique syndicale s'arrête là où commence à se dessiner la question essentielle du droit de tendance, tant il est vrai que ni le PSS ni le PdT, ni la "gauche" socialiste ne se battent pour un tel droit, sans lequel il est impossible d'envisager des rapports entre partis et syndicats autres que des rapports de manipulation : le PSS, parce que sa propre direction est formée de dirigeants des bureaucraties des principales fédérations et de l'USS; le PdT, parce qu'il n'admet pas dans ses propres rangs ce droit de tendance ! Les limites des prises de position du PdT et de la "gauche" socialiste — pour ne pas dire du PSS — en faveur de syndicats plus "combattifs" sont également tracées par leur politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie. La volonté du PSS — surtout en cette période pré-électorale — de se présenter comme une "opposition" à la bourgeoisie bancaire, sans pour autant abandonner la collaboration gouvernementale, ne fait pas pour autant une politique syndicale alternative... De même, le Parti du Travail, tout en appelant de ses vœux une riposte à la crise, la conçoit dans le même cadre de collaboration, ce qu'exprime son appui à la manifestation ouvriers-patrons de l'horlogerie en novembre 78. Mais que veulent-ils donc au juste ?, peuvent se demander les travailleurs de l'horlogerie...

Mais quelles que soient les critiques de fond que nous faisons à des courants politiques dont les militants ont contribué à lancer le Manifeste 77 — parfois sans voir les implications politiques de ce combat d'opposition à la plus puissante bureaucratie syndicale en Suisse — nous pensons que le Manifeste 77 a permis de donner plus de consistance à la perspective du combat à l'intérieur des syndicats contre le "tabou" de la paix du travail, pour un renforcement des syndicats sur une base anti-capitaliste.

En outre, le Manifeste 77 a permis de donner corps à un front unique momen-

tané contre les mesures répressives de la direction de la FTMH. Ce sont des expériences précieuses.

Pour quelles échéances devons-nous nous préparer ?

L'activité du Manifeste 77 a ouvert une brèche dans l'inertie syndicale. Elle donne à certaines sections de la FTMH la possibilité aujourd'hui de prendre une série d'initiatives qui vont tendant à rompre avec la pratique syndicale traditionnelle. Ainsi la section de la FTMH horlogerie Genève a élaboré un programme d'action revendicatif 4) qui est le fruit d'un travail collectif de militants, particulièrement de travailleuses de cette branche qui ont mené une enquête sur leurs conditions salariales. Les métallos genevois ont également pris l'initiative de faire un débrayage pour faire signer la pétition de la FTMH. Dans des sections comme celles de Lausanne, de Neuchâtel, plusieurs dizaines de militants se retrouvent régulièrement dans le cadre d'assemblées pour discuter de questions syndicales. Dans l'horlogerie également, l'action "Légitime défense" regroupant des travailleurs des entreprises d'Ebauches SA-ASUAG qui veulent défendre leur emploi va dans la même direction. Cette marge de manoeuvre-là, c'est le Manifeste 77 qui l'a gagnée. Il faut aujourd'hui l'élargir pour pouvoir répondre dans les faits à la crise qui menace massivement les postes de travail dans l'horlogerie, le textile, dans certains secteurs de la métallurgie et dans le bâtiment. Ce sont ces batailles qui s'annoncent avec au centre une réponse du mouvement ouvrier à la crise, la revendication d'une diminution immédiate du temps de travail à 40 heures. Le renouvellement de la convention horlogère au début de 1980, la défense des acquis conventionnels seront également l'occasion de confrontations décisives. Les marxistes révolutionnaires dans la période qui vient, mettront toute leur force pour susciter un renforcement d'une activité syndicale, du syndicat comme instrument de lutte des travailleurs et la construction d'un courant syndical combatif. Il s'agit d'abord de généraliser les expériences faites dans certaines sections syndicales, par exemple discuter dans toutes les sections FTMH — horlogerie, la plateforme de lutte adoptée par celle de Genève, coordonner l'intervention syndicale sur un trust comme celui d'ASUAG et approfondir la discussion sur une alternative globale à la politique syndicale actuelle.

Sobo/Vincent

1) Nous le publierons avec nos commentaires dans le prochain numéro.

GENEVE : le referendum contre la hausse des tarifs hospitaliers a abouti

Le referendum contre la hausse des tarifs hospitaliers (cf. Brèche 198) a abouti avec 11 342 signatures et sera soumis au vote le 18 février prochain.

Outre les questions fédérales (nucléaire, vote à 18 ans), cette échéance électorale sera importante sur le plan cantonal. Deux projets de loi (tarifs hospitaliers et "mensualisation" de l'impôt) sont soumis au vote qui tous deux visent à reporter sur les salariés les "économies budgétaires" du Conseil d'Etat. Si le PSG hésite à s'opposer à la "mensualisation" de l'impôt, l'ensemble de la gauche s'oppose pour le reste à ces mesures. A quelques mois de la TVA nouvelle mouture, ce refus est évidemment important, même s'il ne s'agit pour l'instant que d'une défense immédiate contre les attaques plus marquées de la majorité libérale-radical (appuyées par une partie du PSG).

Déjà, le Conseil d'Etat annonce le chantage auquel il va soumettre les travailleurs : "si vous refusez la modification des tarifs hospitaliers (introduction de "frais de pension" à charge des malades), il faudra économiser ailleurs, en particulier sur les salaires des hospitaliers" dit-il en substance. Et il va même, dans son explication aux citoyens-électeurs, jusqu'à insinuer que le refus des tarifs hospitaliers revient à contester l'amélioration de la qualité des soins !

En fait de "qualité des soins", c'est bien le Conseil d'Etat, avec sa politique d'économies budgétaires, qui ne s'en soucie guère : depuis des mois, il refuse d'augmenter les effectifs du personnel hospitalier, accroît le "stress" des infirmières et infirmiers, refuse de diminuer le temps de travail. La VPOD et la FChP sont d'ailleurs en train, actuellement, de débattre d'une plateforme unitaire revendiquant justement l'augmentation des effectifs, le maintien des acquis, la diminution du temps de travail.

Le 18 février, il s'agira donc de refuser ce chantage : s'il faut 18 millions aux hôpitaux, ce n'est ni aux patients-assurés (par l'introduction d'une assurance complémentaire pour "frais de pension") ni aux salariés (par des cadences encore accrues et l'emploi de personnel auxiliaire non qualifié) d'en faire les frais. D'ailleurs, les promesses d'une augmentation "modeste" des tarifs (Frs. 3.— d'assurance complémentaire) sont déjà niées : les caisses-maladie ont fait parvenir avant Noël (sans attendre la votation !) les nouveaux barèmes, dont certains se montent déjà à Frs. 5.— par mois et on sait que dans d'autres cantons ils sont plus élevés. Défendre le principe de la couverture de tous les frais d'hospitalisation par les caisses est donc décisif pour ne pas ouvrir la porte à une "petite" hausse qui deviendra toujours plus grande !

Tant face à la "mensualisation" de l'impôt que pour répondre à la hausse des tarifs hospitaliers, la réponse prioritaire que le mouvement ouvrier doit avancer est donc la suivante : "allez chercher l'argent où il se trouve", imposer fortement les revenus au-dessus de Frs. 100 000.— et la fortune (2 000 millionnaires à Genève !). Dans tout le débat en cours sur la TVA, contre la mise en place d'impôts indirects (dont la taxe hospitalière est une forme) par la bourgeoisie, cette alternative doit être avancée avec force. Et c'est là toute l'importance du comité unitaire créé pour le referendum sur les tarifs hospitaliers (à la différence du PdT qui fait cavalier seul pour "son" referendum sur les impôts) : l'unité amorcée ici est un premier jalon pour s'opposer demain à tout nouvel impôt indirect (TVA p. ex.) et avancer une nouvelle fois une alternative unitaire de la gauche sur la fiscalité.

16.1.79. M. Thévenaz

CETTE CAMPAGNE NOUS COUTE, AIDEZ-NOUS ! en versant à "CERCLE D'ETUDES SOCIALISTES" CCP 12 — 10 565 GENEVE (mention : tarifs hospitaliers)

CHUV Lausanne : le gouvernement vaudois s'attaque aux droits syndicaux

Après la grève de mai 1978, la direction de l'hôpital fait ses premiers pas dans la répression des travailleurs et des travailleuses du CHUV. L'infirmière-chef de la salle de réveil, qui avait participé au mouvement de l'an passé, ayant refusé une mutation disciplinaire, la direction, en violation de tous les droits syndicaux, l'a purement et simplement licenciée. En réponse à cette attaque, un premier rassemblement de protestation à l'intérieur du CHUV a réuni 150 travailleurs; un prochain débrayage n'est pas à exclure. Face à cette atteinte profonde aux droits des travailleurs, la solidarité de l'ensemble des organisations ouvrières doit se mettre en place rapidement !

La LMR, le PS, le POP et l'USL ont déjà apporté leur soutien aux travailleurs. La LMR propose qu'il se développe pour assurer le droit de grève pour tous les fonctionnaires et employés de l'Etat et des services publics ainsi que la titularisation de tous les employés. Le Conseil d'Etat étant responsable de ces mesures, nous osons espérer que ses deux membres socialistes, dont par ailleurs le parti appuie l'action des travailleurs du CHUV, se sont opposés à la politique menée par leurs collègues bourgeois. Une déclaration publique dans ce sens leverait l'affreux doute qui nous taraude à ce propos !

D. K.

Le principal trust de l'horlogerie déplace sa production :

Les choix de l'ASUAG

L'industrie horlogère connaît aujourd'hui, comme souvent dans son histoire, une nouvelle crise. La manière dont sa plus grande entreprise, l'ASUAG, entend y faire face est révélatrice et exemplaire : avec le soutien des banques et de l'Etat, le patronat horloger est décidé à faire payer les travailleurs.

1. Le tournant de l'ASUAG

Lors de l'assemblée des actionnaires de novembre dernier, l'ASUAG a annoncé plusieurs modifications fondamentales de sa politique. Celle-ci va se développer à partir de trois axes :

a) Le transfert accéléré d'unités de production à l'étranger. En particulier en ce qui concerne les composants électroniques, leur assemblage, ainsi que le remontage de mouvements et de montres. "Les modules fabriqués à Hong-Kong ne seront pas pour la plupart, vendus en Suisse..." (Journal de Genève, 23.11.78). Voilà qui va clairement à l'encontre des arguments de la propagande de la direction de l'ASUAG, du genre "le transfert de la production à l'étranger servira au maintien de l'emploi en Suisse".

b) Contrairement à sa pratique antérieure, l'ASUAG va exporter en grande série des composantes de montre qui seront remontées à l'étranger. Rappelons que jusqu'en 1971, le statut fédéral de l'horlogerie limitait strictement l'exportation de pièces détachées (chablonnages).

c) Enfin, un train de "mesures de rationalisation de la production à

vailleurs, assemblaient plus de 50 o/o des montres suisses et vivaient surtout de la production de petites séries très diversifiées.



P. Renggli

L'ASUAG en raccourci

* 1931 Fondation de l'ASUAG (Société générale de l'horlogerie suisse SA) comme holding financier, sous la pression d'une partie du patronat horloger et des banques, avec le soutien actif de la FTMH et des communes socialistes de la région. La Confédération, dont l'intervention avait été réclamée à la fois par certains patrons et par pétition régionale de 56 000 signatures, lancée par la FTMH, le PS et les municipalités, participera pour un tiers au capital-action (13,5 millions de francs).

* 1934 Statut fédéral de l'horlogerie. Interdiction d'exportation des chablonnages et impossibilité de créer, sans autorisation, de nouvelles entreprises. L'ASUAG reçoit ainsi un monopole de fait pour ses produits, alors que les petits patrons sont protégés, le trust ne pouvant s'attaquer au secteur des montres terminées, et les structures de production restant inchangées.

* 1971-1972 Expiration du statut horloger, permettant à l'ASUAG de se lancer à l'assaut des montres terminées : fondation de General Watch Co, absorption du groupe Longines-Rotary, de Harris Co Inc, et de Diatus Watch.

L'ASUAG prend ainsi la tête du tournant effectué par l'horlogerie suisse, appuyée par les banques qui contrôlent 40 o/o de son capital. Pour sa part, la Confédération soutient cette restructuration, par sa

que n'est cependant tirée pour permettre aux travailleurs de s'opposer à ce démantèlement. Les réactions de la FTMH face à l'offensive du plus important patron de l'horlogerie serviront pourtant de test général : "Les pourparlers qui se déroulent actuellement entre partenaires sociaux dans l'industrie horlogère et plus particulièrement chez

Une autre voie est toutefois possible, c'est celle de la mobilisation des travailleurs de l'horlogerie en défense de leurs intérêts. Dès maintenant, des mesures immédiates peuvent être prises dans ce sens :

— Pour une journée d'action contre les licenciements, comme le Manifeste 77 le proposait.

— Pour la convocation d'une Conférence d'industrie extraordinaire sur l'emploi !

— Pour lutter efficacement contre le transfert de la production à l'étranger, assemblée des travailleurs à l'échelle des trusts, comme l'ont fait ceux d'Ebauches SA, malgré les fortes réticences de certains fonctionnaires syndicaux.

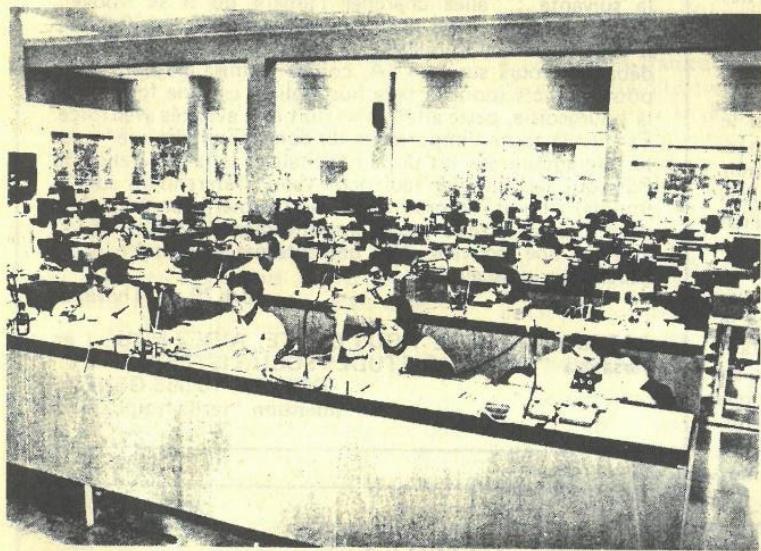
— Contre l'attaque salariale, exigeons le réajustement automatique des salaires !

Au cœur de cette mobilisation, devraient être discutées des propositions pour assurer à court et moyen terme la sauvegarde de l'emploi dans la région horlogère, telles que :

* répartition du travail disponible entre tous, par les 40 heures immédiatement et l'échelle mobile des heures de travail.

* maintien du volume de l'emploi par la création d'un fonds de crise financé par un impôt spécial sur les bénéfices et les bilans des banques et assurances, contrôlé par les organisations ouvrières.

Sobo.



l'intérieur du groupe. L'ASUAG va réduire encore plus fortement le nombre de calibres — sorte de moteur, réd. — afin de concentrer la production dans des unités très automatisées, permettant de produire des grandes séries. Cette politique, dit M. Renggli — pdg de l'ASUAG, réd. —, remettra en cause l'existence d'ateliers "périphériques"... C'est ainsi que l'assemblage de certains calibres standardisés sera concentré dans un ou deux centres seulement, afin de produire des séries très importantes... Le but est d'éviter la dispersion de l'assemblage entre plusieurs dizaines d'ateliers" (Journal de Genève, 23.11.78). En clair, la direction de l'ASUAG va liquider plusieurs dizaines d'ateliers d'assemblage et concentrer la production des composantes de la montre : parions que ce sera bien plus de 10 o/o des emplois (chiffre annoncé) qui seront ainsi supprimés par le groupe ! En outre, les conséquences de cette nouvelle politique vont être très dures pour les termineurs qui, dispersés dans des centaines d'ateliers occupant au maximum quelques dizaines de tra-

participation au capital-action et par ses mesures d'aide à l'horlogerie, dont près de la moitié (15 millions sur 31) a été allouée à un consortium formé de l'ASUAG, de la SSIH, de BBC, Portescap et Fasel.

2. Les silences de la FTMH

Poursuivant la tradition instaurée par Achille Grosbierre dans les années trente, G. Tschumi, président de la FTMH, est membre du Conseil d'administration de l'ASUAG, comme représentant de la Confédération. Dans son dernier numéro, La Lutte syndicale publie un article qui, bien que consacré au trust, n'est pas, contrairement à l'habitude, signé des initiales du chef (G.T.). On y parle ouvertement de "liquidation presque parfaite de l'industrie horlogère suisse", indiquant que "les travailleurs de l'industrie horlogère et avec eux la FTMH, n'admettront pas cette nouvelle conception industrielle de démantèlement comme un impératif absolu, ainsi que l'ASUAG l'a claironné mercredi dernier." Aucune conclusion prati-

Ebauches SA, fournissent un cas test de l'attitude qu'adopteront les syndicats helvétiques au cours des prochains mois dans le domaine de l'emploi." (Journal de Genève, 19.10.78). En réponse à la fermeture d'Ebauches SA, la FTMH n'a fait que renvoyer les négociations au niveau régional, là où des licenciements étaient prévus (on avançait le nombre de 700). Et depuis octobre, la direction syndicale garde le silence... Or, les faits parlent :

* A Ebauches Marin (NE), on a licencié et supprimé la garderie d'enfants pour obliger les travailleuses à rester chez elles; aujourd'hui le transport d'entreprise par car est menacé.

* A Fontainemelon, les travailleurs célibataires ne résidant pas au village ont été invités à chercher du travail ailleurs.

* A Granges (SO), des travailleurs qui, depuis des dizaines d'années, faisaient quotidiennement les trajets depuis les villages les plus reculés du Jura, sont mis au chômage partiel (complet entre novembre et janvier).

* A Valjoux, au Sentier, une vingtaine de travailleurs sont, ou seront prochainement, licenciés.

* Des succursales à Viège, Tramelan, Tavannes vont être fermées en janvier ou figurent sur la liste d'attente.

Devant ces attaques, la direction de la FTMH reste muette et laisse l'initiative d'une manifestation au patronat. Pire, elle s'oppose, lors de la Conférence d'industrie, à la proposition de la section de Bienne de mise sur pied d'une manifestation syndicale et d'un arrêt de travail d'avertissement. Cette passivité incroyable prend des allures de catastrophe lorsque la direction de la FTMH combat les revendications salariales de la base (Fr. 40.— de réajustement mensuel), en repoussant, durant la même Conférence, les négociations en mars 1979. La faillite patente d'une telle politique n'est pas une vue de l'esprit; ses résultats s'inscrivent concrètement dans la vie quotidienne des travailleurs et s'appellent licenciements, chômage, déqualification professionnelle, diminution de salaire.

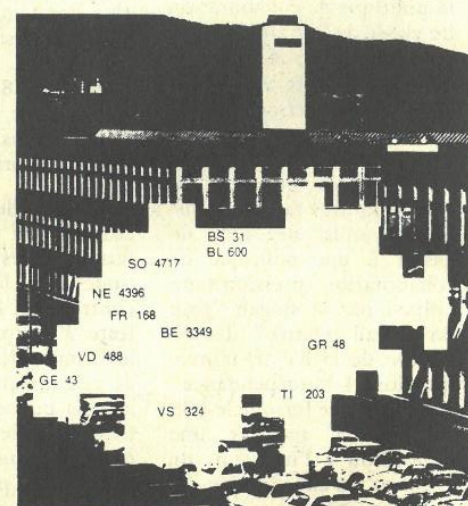
Ils commandent aux hommes et aux machines...



Dans le cadre du rachat de la fabrique d'ébauches A. Schild, à Granges, par une autre entreprise d'Ebauches SA, ETA, des dizaines, voire des centaines de travailleurs ont été mutés, perdant leur qualification, avec pour certains des réductions de salaire à la clé. Selon les travailleurs, des centaines de machines (tours, etc.) encore utilisées dernièrement ont été mises à la ferraille, moteurs y compris. Des installations électriques et électroniques de grande valeur et peu usagées ont aussi passé à la casse...

L'ASUAG EN CHIFFRES

	1974	1977	1978	
Chiffre d'affaires consolidé		1 017 mio	1 169 mio	(+ 12 o/o)
Bénéfice		4 mio	5 mio	(+ 25 o/o)
Effectif	21 000	16 351		(- 22 o/o)



Répartition géographique du personnel, fin 1975

France	931
RFA	575
Italie	806
USA	231
Autres	295
Total en Suisse	14 367
Total à l'étranger	2 838
Total général	17 205

— Par l'intermédiaire de ses filiales, l'ASUAG produit 89 o/o des ébauches, 82 o/o des spiraux, 65 o/o des pierres et balanciers, 80 o/o des assortiments. Elle détient le monopole de la production des pièces détachées produites en Suisse et contrôle totalement le deuxième termineur de montres General Watch Co (marques Longines, Rotary, Certina, Eterna, Rado, Mido, Edox). Fixant les prix de l'ensemble des pièces détachées du moteur de la montre, l'ASUAG est devenue la colonne vertébrale de l'horlogerie suisse.

— 30 o/o de l'ensemble des travailleurs de l'horlogerie sont employés par l'ASUAG. Cette proportion est de plus de 50 o/o dans le canton de Soleure et de 35 o/o dans celui de Neuchâtel.

Quand la bourgeoisie fait mine de se pencher sur le sort des mères...

Au cours des discussions sur le droit à l'avortement et sur la protection de la maternité, la question des allocations familiales est réapparue. Actuellement, plusieurs propositions d'extension du système des allocations sont à l'examen. Comment fonctionne ce système ? Les allocations familiales sont-elles une solution pour l'amélioration du niveau de vie des familles ?

1. Crise et politique familiale

Ces dernières années, l'alerte a été lancée pour enrayer l'hémorragie démographique dans les pays impérialistes et resserrer les mailles détendues du tissu familial. En Suisse, l'Etat n'a pas encore pris de mesure; diverses motions et initiatives, parlementaires et populaires, déposées tant par le PDC, le PSS que le PdT, sont cependant à l'étude. Pour justifier les décisions qui seront prises, le Conseil fédéral vient de mettre en consultation un "Rapport sur la situation de la famille en Suisse", élaboré par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). La situation de la famille — dont la crise rampante se manifeste par une baisse de moitié de la natalité en 10 ans, par l'augmentation des divorces, par l'accroissement des plaintes de femmes et d'enfants battus, par l'insécurité économique de nombreuses familles touchées par le chômage — inquiète la classe dominante. Pour l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie, il est temps d'intervenir, d'une part pour garantir une morale familiale apte à encadrer les futures générations et, d'autre part, pour rétablir les conditions d'une reproduction de la force de travail à un prix économique et idéologique le plus bas possible. Un débat du même genre s'est déroulé à la fin des années trente; il s'agissait alors d'assurer une protection économique aux familles, et prioritairement aux familles nombreuses, frappées par la crise et l'urbanisation récente. Cette discussion avait débouché sur le rejet, en 1945, de l'initiative constitutionnelle du Parti conservateur populaire suisse, intitulée "Pour la famille" et à l'acceptation du contre-projet des Chambres fédérales. Celui-ci donnait compétence à la Confédération en matière d'"allocations familiales", de "logement", de "colonisation intérieure" et d'"assurance-maternité". Seul le premier point, le plus favorable aux intérêts capitalistes et surtout le moins coûteux, fut réalisé.

2. Quelques points de repère sur le système actuel

* L'article 34, 1er alinéa de la Constitution stipule : "La Confédération, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés et dans les limites de la Constitution, tient compte des besoins de la famille". Selon le rapport sur la famille de l'OFAS, par "besoins de famille", il faut entendre : "alléger la charge que constitue pour le père de famille les frais qu'il doit engager pour la tenue du ménage, comme pour l'entretien et l'éducation des enfants..." (On appréciera comme il se doit l'absence de toute référence à la mère...).

* Il existe, en plus des caisses publiques cantonales, quelque 800 caisses privées de compensation pour allocations familiales.

* Les cotisations et les prestations diffèrent selon le droit cantonal; en général, elles sont les suivantes : 1. Les employeurs paient un pourcentage sur l'ensemble des salaires, variant entre 1,25 o/o (ZH), 1,3 o/o (BS), 1,5 o/o (GE) pour les taux les plus bas, et 2,5 o/o (TI), voire 3 o/o (FR) pour les plus élevés.

2. Il existe quatre formes d'allocations : — les allocations de ménage, pour certains salariés seulement, et qui s'élèvent jusqu'à fr. 100.- mensuels au maximum;

— les allocations par enfants, jusqu'à 16 ans révolus, variant de fr. 50.- par mois (VD - ZH) à fr. 80.- (BS - VS) et fr. 85.- (TI);

— les allocations de formation pour les enfants de 16 à 25 ans à charge des parents, qui n'existent qu'en Suisse romande, et dont le montant passe de fr. 80.- par mois (NE) à fr. 120.- (GE);

— les allocations de naissance, de fr. 250.- (FR) à fr. 500.- (VD - VS), qui existent en Suisse romande et dans le canton de Schwyz.

3. Le système des allocations familiales a été étendu en 1944 à tous les petits paysans de montagne, afin d'enrayer le dépeuplement de ces régions, puis aux petits paysans de plaine en 1962.

4. Dans la plupart des cantons, les indépendants n'ont pas droit aux allocations.

5. Tous les cantons ont institué des allocations familiales pour les salariés (non agricoles) entre 1943 et 1965. Les salariés étrangers dont la famille vit en Suisse ont droit aux mêmes prestations que les indigènes. Les allocations dépendent des années de service, et ne sont pas versées en cas de chômage.

6. Les fonctionnaires bénéficient d'allocations établies selon les règlements de la Confédération, des cantons et des communes.

(Source : rapport de l'OFAS)

Généraliser à partir des données ci-contre serait dangereux, car le système des allocations familiales ne répond pas à une politi-

LES ALLOCATIONS FAMILIALES UNE SOLUTION ?



"Notre environnement est souvent hostile aux enfants, les terrains de jeux manquent et beaucoup d'appartements sont trop petits. Rappelons-nous quels sont les besoins essentiels des enfants : amour, compréhension et protection." Cette belle prose est due au conseiller fédéral Hans Hürlimann. Discours de Nouvel-An 79...

que délibérée, mais s'est développée sous l'influence de divers facteurs, parfois contradictoires. Relevons cependant que :

* Les cantons catholiques les plus conservateurs, où l'idéologie de la mère au foyer est la plus ancrée (FR, VS, TI) offrent des allocations parmi les plus élevées et favorisent les familles nombreuses. Ainsi au Valais, les 2 premiers enfants donnent chacun droit à une allocation mensuelle de fr. 80.- et une allocation de formation professionnelle de fr. 115.-; mais dès le troisième enfant, ces allocations s'élèvent respectivement à fr. 120.- et fr. 155.-; en outre, fr. 500.- sont versés à chaque naissance. Aussi faibles que soient ces aides comparées aux besoins, ce système s'avère nettement nataliste dans une région pauvre. La conception conservatrice qui en est l'origine explique aussi pourquoi le développement des allocations dans les milieux ruraux a précédé celui en zones urbaines : la stabilité de la population rurale, qui constitue le bastion de la droite, était ainsi assurée !

* Le total des sommes versées pour les différentes allocations familiales est de 1 à 2 milliards de francs par an, inégalement répartis entre les cantons et les couches professionnelles. L'assurance-maternité telle qu'elle est formulée dans l'initiative coûterait à peine 1 milliard, soit 0,7 o/o des salaires, et la moitié au moins devra être financée par les employeurs.

3. Réformer pour mieux conserver

La crise économique et les débats autour de l'avortement ayant fait ressortir l'absence d'une réelle politique familiale de l'Etat, les projets se sont multipliés. Le PDC, dans la foulée de sa campagne de protection des mères, a demandé par voie de motion de "combler les lacunes du système d'allocations familiales sans porter atteinte aux compétences cantonales". Gabrielle Nanchen a, pour sa part, proposé une réglementation fédérale avec compensation intercantonale. Le PdT a déposé, dans le canton de Berne, une initiative pour l'augmentation des allocations familiales pour enfants, la création d'une allocation de formation et leur indexation au coût de la vie; à Bâle-campagne, le PdT demande l'augmentation des déductions pour enfants sur le revenu fiscal (3 000.- fr. au lieu de 1 500.- fr.); dans les cantons de Vaud et Genève, le PdT oeuvre à la révision

des lois cantonales sur les allocations familiales. La position des Chambres pendant les débats et les propositions de l'OFAS formulées dans le rapport sur la famille défendent clairement les profits accumulés par les 800 caisses privées et le fédéralisme, s'opposant fermement à toute unification des lois cantonales : ni loi fédérale, ni compensation intercantonale. La Confédération devrait plutôt "soutenir les efforts des cantons et des associations professionnelles en vue de la fondation de nouvelles caisses..." (puisque celles-ci) n'entraînent pas de dépenses administratives exagérées", relève le rapport !

Pour la droite, l'institution familiale et ses tâches doivent être sauvegardées; les mesures préconisées doivent plutôt "inciter les mères à rester auprès de leurs enfants", affirment les syndicats chrétiens. Ps et PdT fondent autrement leurs propositions. Ils visent à répartir plus équitablement les frais d'entretien de la force de travail et à supprimer les profits et coûts administratifs de centaines de caisses privées. Ils tentent d'atténuer les charges financières qui incombent aux familles, mais sans trop grever les fonds publics; d'où la priorité aux aides dans le cadre privé de la famille. Ils ne remettent donc pas en question le fait que les coûts et le travail domestique entraînés par l'entretien des enfants restent principalement assumés dans ce même cadre privé. La critique des socialistes et populistes à l'institution de la famille ne dépasse pas l'exigence d'un partenariat pour assurer un meilleur épanouissement du couple.

Ces divergences expriment une claire opposition entre un système privé et un système de sécurité sociale; mais derrière ces propositions de réforme du système d'allocations familiales, les mobiles des uns et des autres convergent : aménager le statut de la famille dans la société de classes, chercher à amoindrir les contradictions provoquées par les aléas de l'embauche des femmes et par la socialisation accrue de l'éducation des enfants (scolarité prolongée, mass media...).

4. Faut-il défendre les allocations ?

Nous ne sommes naturellement pas opposés à l'adaptation des allocations familiales à l'augmentation des coûts d'entretien des enfants, ni à leur indexation au coût de la vie, ni à l'augmentation des déductions

dans les déclarations d'impôts, ni à l'établissement d'une caisse fédérale... mais toujours à condition que les parents non mariés ou vivant seuls aient les mêmes droits que les couples mariés. Nous estimons cependant que les allocations ne peuvent être le moyen pour changer les conditions de vie des femmes, des enfants et des parents, car ce système d'aides individuelles aux familles est lié à divers dangers :

* aussi longtemps qu'elles restent dans l'ordre de grandeur actuel (150.- fr. au plus), elles ne constituent qu'un tout petit appoint, sans commune mesure avec les coûts réels qu'entraîne un enfant (nourriture, vêtements, logement, assurances, temps de travail...). Et lorsqu'elles sont présentées comme alternative à d'autres solutions telles que le congé parental ou les infrastructures sociales, les allocations pour enfants constituent un véritable *alibi* bon marché.

* Tendanciellement, les allocations familiales vont dans le sens de *maintenir les femmes au foyer*. L'argent investi dans les allocations doit inciter les femmes à rester auprès des enfants. D'autre part, l'argent versé sous forme d'allocations manquera lorsqu'il s'agira de créer de bonnes crèches de quartier par exemple.

* Les allocations pour enfants partent de l'idée chrétienne-sociale d'après laquelle chaque individu devrait recevoir un salaire calculé d'après des critères sociaux. Les coûts particuliers de chaque salarié (celui-ci a beaucoup d'enfants, celui-là habite dans une ville chère, le troisième est jeune et vit encore chez ses parents) devraient être calculés individuellement. Or, si le mouvement ouvrier suivait cette logique, la classe ouvrière se trouverait divisée en de multiples catégories, qui se battraient non pas pour un salaire mais pour une série de suppléments spéciaux.

C'est pour ces raisons que nous proposons comme alternative au système d'allocations, que la charge des enfants soit assumée par l'ensemble de la société. C'est par exemple ce qu'impliquent les revendications pour un congé parental payé avec protection contre le licenciement, pour la création de crèches et d'aménagements post-scolaires sous le contrôle des parents, pour des logements bon marché et où les enfants puissent s'épanouir.

Edith

ROSA LUXEMBOURG ET LA REVOLUTION RUSSE

“Te réjouis-tu des Russes ? Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal — non pas à cause des statistiques — ainsi que l’a calculé ton judicieux époux (Karl Kautsky, réd.) — mais parce que la sociale-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects qui, spectateurs paisibles, laisseront les Russes perdre tout leur sang.”

Prison de Breslau, 24 novembre 1917
Lettre de Rosa à Louise Kautsky (1)

Ce n’est qu’un an après avoir écrit ces lignes, après la victoire de la révolution russe que Rosa Luxembourg fut libérée des prisons de l’impérialisme allemand par les premiers coups de boutoir de la révolution allemande. Trois mois après sa libération, le 15 janvier 1919, elle mourait dans l’écrasement de la “Commune de Berlin”, assassinée par les bourreaux de la contre-révolution que dirigeait le social-démocrate Noske.

Contrairement à ses craintes, la révolution russe ne fut pas écrasée, avant tout parce que les travailleurs allemands ne restèrent pas en “spectateurs paisibles”. Mais sa prédiction était lucide : à la première vague révolutionnaire du prolétariat allemand (hiver 1918/19), les “poltrons abjects” se transformèrent ouvertement en agents de la contre-révolution et ce fut elle, Rosa, comme Liebknecht, Jogiches et tant d’autres qui y perdirent tout leur sang.

Cet écrasement de la première révolution allemande, puis sa défaite en 1923, n’ont pas été sans conséquences pour la révolution russe elle-même. Comme l’a amplement souligné Trotsky, l’isolement de la révolution — que redoutait tant Rosa — a été un facteur objectif important de sa dégénérescence puis de la formation du régime bureaucratique stalinien. En 1917/18, lorsque Rosa soulignait tous les dangers qui guettaient la révolution russe, cette évolution historique n’était encore qu’une éventualité et n’avait rien d’inévitable. Dès les années trente en revanche, elle a redonné une actualité nouvelle aux jugements que Rosa portait alors. A nous d’essayer, avec le recul, d’en dresser un bilan critique.

tiquement depuis 1905, la dynamique révolutionnaire des grèves de masse en Russie à la “vieille tactique” de la social-démocratie allemande qui croit pouvoir parvenir au socialisme par une succession de conquêtes partielles, en particulier parlementaires⁴). Elle insiste sur le fait que la mobilisation des masses russes contre le tsarisme, pour la paix ne peut que s’arrêter à mi-chemin ou transcroître en une révolution socialiste, non seulement dans le pays mais à l’échelle internationale. Car elle comprend très bien, au cœur de la citadelle impérialiste allemande, que la révolution russe ouvre en fait une période de confrontation de classe avec la bourgeoisie impérialiste et que toute lutte pour la paix ne peut que se transformer en guerre civile avec la bourgeoisie⁵).

Son attention se porte dès lors essentiellement sur une question : comment va réagir le prolétariat allemand que des décennies de tradition social-démocrate ont attaché au char de l’impérialisme et du militarisme allemand ? Sera-t-il à la hauteur de sa “responsabilité historique”⁶) ou va-t-il rester un “spectateur paisible”, si ce n’est marcher dans une intervention contre-révolutionnaire contre la révolution russe ?

C’est cette conscience aiguë de la responsabilité du prolétariat allemand, de ses directions⁷) pour éviter l’isolement de la révolution russe qui est à l’origine du jugement critique qu’elle porte sur la politique de la direction bolchévique. Car ce qu’elle attend de cette révolution, c’est qu’elle permette d’élever le niveau de conscience des masses ouvrières allemandes :



Manifestation spartakiste armée à Berlin, 1919.

LA “RESPONSABILITE HISTORIQUE”

Il faut bien comprendre tout d’abord que Rosa Luxembourg n’a pas porté de jugement définitif sur la révolution russe²). Tous ses textes qui y sont consacrés ont été écrits en prison, d’où elle s’efforce de tirer le maximum de conséquences politiques d’une situation qu’elle ne mesure pas directement. Une fois libérée, la révolution allemande l’absorbe totalement et même, modifie certains de ses jugements, comme elle en a fait part à Adolf Warski³). Il serait donc vain de prendre ses textes pour des vérités abstraites dans l’idée d’opposer, par exemple, le “luxembourgeoisisme” au “bolchévisme” !

Au contraire, même dans ses textes les plus critiques, Rosa souligne que “l’avenir appartient partout au bolchévisme” parce qu’elle partage avec Lénine ou Trotsky la même conscience de l’actualité de la révolution socialiste. Dès avril 1917 elle oppose, comme elle l’avait fait systéma-

“Il serait erroné de craindre qu’une analyse critique des voies suivies jusqu’ici par la révolution russe saperait dangereusement le prestige des prolétaires russes dont l’exemple fascinant pourrait, seul, triompher de l’inertie fatale des masses allemandes. Rien n’est plus faux. Le réveil de la combativité révolutionnaire de la classe ouvrière en Allemagne ne saurait être provoqué artificiellement (...). Il naîtra au contraire dans la conviction de l’effroyable gravité de la situation, de la complexité des tâches à accomplir, dans la maturité politique et l’indépendance d’esprit, lorsque les masses seront capables du jugement critique que la sociale-démocratie allemande a tenté d’étouffer systématiquement pendant de longues décades.”⁸)

Cette méthode est en effet la seule digne de s’appeler de l’internationalisme révolutionnaire. C’est celle que nient les défenseurs, staliniens classiques, “eurocommunistes” ou maoïstes de la division du monde en “camps” (réactionnaire-impérialiste d’un côté, “progressiste” de l’autre) pour éviter les questions et les tâches qui se posent au prolétariat

comme classe, indépendamment de la bourgeoisie. Et parmi ces questions figure en particulier la conscience que la révolution dans un pays donné peut être acculée à des déformations graves, voire à une défaite si la classe ouvrière n’est pas capable de gagner “un jugement critique sur la gravité de la situation” dans d’autres pays, spécialement dans les métropoles impérialistes, et d’agir en conséquence.

UNE REVOLUTION “ANORMALE”

Rosa saisit tout de suite le point faible de la révolution russe : la question agraire. Consciente du danger que représente la bourgeoisie paysanne pour l’avenir de la révolution, la menace de guerre civile entre ville et campagne qu’elle fait peser, elle reproche aux bolchéviques d’avoir adopté le mot d’ordre du partage des terres :

“Un gouvernement socialiste au pouvoir doit, en tout cas, faire une chose : prendre des mesures dans le sens des perspectives fondamentales d’une réforme socialiste ultérieure, éviter tout ce qui serait susceptible d’y barrer la voie (...). Après la “prise de possession” des terres, la collectivisation socialiste de l’agriculture connaît un nouvel ennemi, la masse énormément grossie et renforcée de la paysannerie possédante qui défendra, toutes griffes dehors, sa propriété nouvellement acquise contre toute atteinte socialiste.”⁹)

Les bolchéviques étaient aussi conscients qu’elle de cette contradiction et ce n’est que progressivement, surtout après la guerre civile, qu’ils préciseront comment le secteur socialisé peut approfondir les clivages entre paysans pauvres et riches en favorisant la coopération, puis la collectivisation sur les “terres partagées” des premiers afin de mieux isoler les seconds.¹⁰) Politique que refusèrent Staline et Boukharine et qui conduisit aux prédictions de Rosa en 1927 puis, à l’inverse, à la collectivisation forcée.

Rosa n’a pas saisi que le partage des terres était justement un préalable indispensable pour gagner les paysans pauvres à combattre les gros propriétaires terriens et assurer ainsi un soutien de masse immédiat à la révolution. Nul doute que sans cela, la guerre civile et l’intervention impérialiste auraient trouvé un appui plus grand dans les campagnes. C’est d’ailleurs parce qu’elle saisit mal cet aspect qu’elle est convaincue que les bolchéviks ne tiendront pas.

Mais en soulignant les contradictions entre le prolétariat et la paysannerie, Rosa met en évidence un point essentiel qu’il était décisif d’expliquer aux travailleurs allemands : la révolution russe ne pouvait pas être un “modèle du socialisme”, elle avait un caractère “anormal”, dû au mélange des tâches démocratiques bourgeoises et prolétariennes,¹¹) que seule la lutte révolutionnaire du prolétariat des pays impérialistes pouvait aider à surmonter. Qu’on pense à l’URSS, la Chine, Cuba ou le Vietnam, Rosa a mis ici le doigt sur un trait essentiel des révolutions socialistes jusqu’ici, développé par les bolchéviques également, puis par l’opposition de gauche, à savoir la nature transitoire de la première phase d’un régime socialiste, surtout dans un pays sous-développé¹²). A ce titre, sa mise en garde (“éviter tout ce qui serait susceptible de barrer la voie à des réformes socialistes ultérieures”) était des plus lucides !

BUREAUCRATIE ET DEMOCRATIE SOCIALISTE

Nous n’avons pas la place ici de développer tous les autres points critiques de Rosa, où ses estimations se sont aussi avérées erronées.¹³) Mais il est un point où elle a saisi, beaucoup plus tôt que les bolchéviques, les déformations possibles de la révolution : c’est à propos de la démocratie socialiste.

Lénine et Trotsky ont assez souligné l’importance des soviets, de la démocratie directe des masses comme élément déterminant de la révolution socialiste pour qu’on ne puisse leur reprocher d’avoir identifié le socialisme avec les premières années de la révolution russe — et encore moins avec la dégénérescence bureaucratique qui a suivi.¹⁴)

Rosa leur reconnaît d’ailleurs clairement qu’ “il serait insensé d’imaginer que la première tentative d’importance mondiale d’instaurer une dictature de la classe ouvrière serait pleinement fructueuse et surtout dans les circonstances les plus difficiles qui soient”¹⁵). Mais la conclusion qu’elle en tire était indéniablement correcte et valable pour toute période de transition au socialisme : précisément parce qu’il s’agit de premières expériences, l’exercice de la démocratie socialiste doit être garanti car :

“pour que la classe bourgeoise puisse exercer sa domination, point n’est besoin d’éduquer politiquement l’ensemble de la masse populaire, du moins au-delà de certaines limites étroitement tracées. Pour la dictature prolétarienne, c’est là l’élément vital, le souffle sans lequel elle ne saurait exister (...) Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature réside dans le mode d’application de la démocratie et non dans sa suppression, en empiétant avec énergie et résolution sur les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise, sans cela on ne peut réaliser la transformation socialiste. Mais cette dictature doit être l’oeuvre de la classe et non pas d’une petite minorité qui dirige au nom de la classe, c’est-à-dire qu’elle doit être l’émanation fidèle et progressive de la participation active des masses (...), émaner de l’éducation politique croissante des masses populaires.”¹⁶)

Rosa, qui combattait depuis des années l’appareil bureaucratique de la social-démocratie allemande, comprenait trop bien que le plus grand danger pour une révolution résidait dans la dépolitisation des masses et que, si cela se passait,



La révolution de novembre 1918 (Berlin).

Rosa Luxemburg: La «liberté politique illimitée» dans le socialisme

les mesures même les plus énergiques d'une direction révolutionnaire ne pourraient s'y opposer. Elle l'indique déjà en soulignant que des comités de paysans ne sont encore rien si des mesures sociales et économiques du pouvoir révolutionnaire ne restreignent pas la base sociale de la bourgeoisie agricole (car alors les paysans riches continuent à exercer le pouvoir local effectif). Elle y revient en note à propos du "lumpenprolétariat", qu'elle considère comme un problème inévitable pour toute révolution vu l'écroulement du régime bourgeois (accroissement des vols, du brigandage, etc...), répondant que "seules des mesures de nature politique et sociale, la transformation la plus rapide des garanties sociales de vie pour les masses" et non une justice expéditive peuvent endiguer ce phénomène¹⁷. Elle remarque enfin, dressant le parallèle avec la bureaucratie de la sociale-démocratie allemande :

"Les dirigeants syndicaux se sont encanailés rapidement. Les mesures de terreur draconienne sont impuissantes là-contre. Au contraire, elles corrompent davantage (ns.sou-lignons). L'unique contre-poison : l'idéalisme et l'activité (souligné par Rosa) sociale des masses, une liberté politique illimitée".

Il était impossible à Rosa Luxemburg de synthétiser une conception d'ensemble de l'exercice de la démocratie socialiste comme nous essayons aujourd'hui de le faire, après un demi-siècle d'expériences de la révolution socialiste. Mais ses remarques en liaient nettement les éléments constitutifs fondamentaux : l'existence de conseils ouvriers et paysans qui prennent des mesures sociales et économiques énergiques non seulement contre la bourgeoisie mais en même temps pour garantir le niveau de vie des masses et l'améliorer le plus rapidement possible (c'est pourquoi nous disons aujourd'hui que la démocratie socialiste est impensable sans une diminution radicale du temps de travail, la gratuité de certains biens de première nécessité) et, pour y parvenir, l'exercice le plus complet des libertés politiques afin de garantir la politisation et l'activité des masses, "l'entrée dans l'histoire" de la classe ouvrière comme classe consciente, agissante, sans laquelle la "transformation socialiste" de la société devient une caricature, une ovation de 1^{er} mai contredite sans cesse dans les faits !

15.1.79 M. Thévenaz



Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht (au centre) en 1909.

- 1) Lettres à K. et L. Kautsky (PUF).
- 2) Les principaux textes de Rosa sur la révolution russe sont regroupés dans *Ecrits Politiques, Oeuvres II*, petite collection Maspero.
- 3) Cf. P. Frölich, *Rosa Luxemburg* (Maspero), p. 310. Rosa lui écrit : "Tes critiques, je les ai partagées, mais je les ai abandonnées sur les questions les plus importantes", sans doute surtout à propos de sa critique virulente du traité de Brest-Litovsk.
- 4) Lire à ce sujet : "Rosa Luxemburg et la social-démocratie allemande" de Mandel (*IVe Internationale* no 48, mars 1971) qui résume l'ensemble de la démarche de Rosa face au SPD.
- 5) L'Internationale Communiste se constitue sur cette base en 1919. Rosa partageait avec les bolchéviks l'urgente nécessité de construire une nouvelle Internationale révolutionnaire.
- 6) Titre d'un article entier de Rosa de janvier 1918 où elle vitupère contre "l'inébranlable stupidité des masses populaires allemandes" et de la social-démocratie, qui ne comprennent rien à l'enjeu de la situation.
- 7) C'est en voyant l'attitude de Kautsky face à la révolution russe que Rosa rompt définitivement avec les "centristes" du SPD. Voir *Oeuvres*, cité, pages 55-65.
- 8) La révolution russe, *Oeuvres* cité, page 58.
- 9) idem, page 67.
- 10) Le débat dans le PC bolchévik des années 20 est centré sur cette question. Cf. par exemple la Plateforme de l'Opposition de gauche, "La Nouvelle Economique" de Prébrazjenski (édition EDI, préface de Mandel résumant le débat).
- 11) Dès 1905, Trotsky comprend cette nature contradictoire de la révolution dans un pays sous-développé, cf. "La révolution russe".
- 12) Ce n'est qu'aujourd'hui que, progressivement, une synthèse des problèmes de la période de transition peut être abordée. Trotsky a amorcé ce travail dans "La révolution trahie". Cf. aussi Mandel "Probleme der Uebergangsgesellschaften" (paru en allemand).
- 13) En particulier sur la question nationale. Cf. à ce sujet la réponse de Lénine à la brochure de Junius (pseudonyme de Rosa) dans "La crise de la sociale-démocratie allemande" de Rosa (édition La Taupe).
- 14) La brèche a déjà entamé ce débat en réponse à Baynac (juillet 1976). Nous y renvoyons.
- 15) La révolution russe.
- 16) idem, pages 87/88.
- 17) L'actualité de ce problème au Vietnam est patente ! Parce qu'on reconnaît les difficultés objectives dues aux massacres et à la corruption de l'impérialisme, il est d'autant plus nécessaire de prioriser les mesures politiques d'un réel pouvoir de contrôle des masses.

Marxisme égale système du parti unique, tel est le dogme que la plupart des idéologues bourgeois, relayés par la tradition stalinienne, relancés par les thuriféraires maoïstes, propagent abondamment. De tout temps, la IV^e Internationale a refusé cet amalgame. Aujourd'hui, c'est un des principaux thèmes qui fait l'objet des débats préparatoires à son XI^e Congrès mondial. Sous le titre "DEMOCRATIE SOCIALISTE ET DICTATURE DU PROLETARIAT", un projet de résolution fait l'objet d'un débat public. Nous en publions quelques courts extraits.

Les personnes intéressées peuvent commander cette brochure pour un prix modique auprès de nos librairies. Nous publierons volontiers des prises de position, dans la mesure de la place disponible. Pleins feux sur le mythe du parti unique !

Qu'entend-on par dictature du prolétariat ?

La différence fondamentale entre les réformistes et centristes de toute variété d'une part et les marxistes-révolutionnaires, c'est-à-dire les bolcheviks-léninistes d'autre part, concernant la conquête du pouvoir d'Etat, la nécessité d'une révolution socialiste, la nature de l'Etat ouvrier et la signification de la dictature du prolétariat, ne réside pas dans la défense d'un système pluripartite par les premiers et la défense du système du parti unique par les seconds. Elle ne réside pas non plus dans la défense de libertés démocratiques sans limite aucune par les premiers, et dans la défense de restrictions sévères ou même de la suppression des libertés démocratiques par les seconds. Toute tentative de présenter la différence entre réformistes et révolutionnaires avant tout de cette manière déforme les leçons fondamentales de trois quarts de siècle d'expériences historiques de révolutions et de contre-révolutions, et constitue objectivement une importante concession au réformisme lui-même.

Les différences fondamentales entre réformistes et marxistes-révolutionnaires sur la question clé du pouvoir d'Etat sont les suivantes :

1. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement la nature de classe de tous les Etats et de l'appareil d'Etat en tant qu'instrument pour maintenir le pouvoir de classe.

2. Les réformistes défendent l'illusion que la "démocratie" ou les "institutions d'Etat démocratiques" se situent au-dessus des classes et de la lutte de classes.

3. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement que l'appareil d'Etat et les institutions d'Etat des Etats bourgeois, même les plus démocratiques, servent à maintenir le pouvoir et la domination de la classe capitaliste et ne peuvent servir d'instrument pour renverser cette domination et pour transférer le pouvoir de la classe bourgeoise à la classe ouvrière.

4. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement qu'il faut déduire de cette analyse que la conquête du pouvoir par le prolétariat exige la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, avant tout de l'appareil de répression de la bourgeoisie.

5. Les marxistes-révolutionnaires en déduisent également que la classe ouvrière ne peut exercer le pouvoir d'Etat que dans le cadre d'institutions étatiques d'un type différent de celui de l'Etat bourgeois, à savoir d'institutions fondées sur des conseils des travailleurs (soviets), souverains et démocratiquement élus et centralisés, avec leurs caractéristiques fondamentales telles que Lénine les a précisées dans *l'Etat et la Révolution* : élection de tous les fonctionnaires, juges dirigeants de milices ouvrières (ou ouvrières et paysannes) et de tous les délégués représentant les travailleurs dans les institutions d'Etat; rotation régulière des élus; limitation de leurs revenus à celui d'un ouvrier qualifié; révocabilité de tous les élus au gré des électeurs; exercice conjoint de pouvoirs législatifs et exécutifs par des institutions de type soviétique; réduction radicale du nombre de fonctionnaires permanents et transfert croissant des fonctions administratives à des organes directement constitués par les travailleurs.

Cela signifie, en d'autres mots, une croissance qualitative de la démocratie directe, à l'opposé de la démocratie indirecte et représentative. Comme l'a dit Lénine, l'Etat ouvrier est le premier Etat dans l'histoire humaine qui défend le gouvernement de la majorité de la population contre des minorités d'exploiteurs et d'opresseurs : "Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches; et plus les fonctions du pouvoir sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire." (Lénine : *Oeuvres*, tome 25, p. 454.) La dictature du prolétariat n'est donc rien d'autre que la démocratie ouvrière. C'est dans ce sens que la dictature du prolétariat commence à déperir presque dès sa naissance.

Le concept de dictature du prolétariat, qui résume toutes ces caractéristiques, constitue un élément fondamental de la théorie marxiste de l'Etat, de la révolution prolétarienne et du processus de construction d'une société sans classes. Le mot "dictature" a un sens concret dans ce contexte. Il s'agit du mécanisme pour désarmer et exproprier la classe bourgeoise et pour permettre l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière; d'un mécanisme pour empêcher tout rétablissement de la propriété privée des moyens de produc-

tion et toute réintroduction de l'exploitation de travailleurs salariés par des capitalistes. Mais ce concept ne peut d'aucune manière s'identifier avec un pouvoir dictatorial exercé sur la grande majorité du peuple. (...)

Parti unique ou pluripartisme ?

La théorie marxiste de l'Etat n'inclut d'aucune manière le concept qu'un système de parti unique serait une précondition nécessaire ou une caractéristique du pouvoir des travailleurs, de l'Etat ouvrier, ou de la dictature du prolétariat. Dans aucun écrit théorique soit de Marx, d'Engels, de Lénine ou de Trotski, ni dans aucun document programmatique de la III^e Internationale sous Lénine, pareille défense du système du parti unique n'est jamais apparue. Les théories qui ont été formulées plus tard, telle la conception stalinienne grossière selon laquelle les classes sociales auraient, à travers toute l'Histoire, toujours été représentées par un seul parti, sont historiquement fausses et ne servent que d'apologie pour le monopole du pouvoir politique usurpé par la bureaucratie soviétique et ses héritiers idéologiques dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés — un monopole fondé sur l'expropriation politique de la classe ouvrière. L'Histoire — y compris les derniers soubresauts dans la République populaire de Chine — confirme que Trotski avait raison quand il affirma : "Les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis... On ne trouvera pas dans l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique si, bien entendu, on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité." (*La Révolution trahie* — Ed. de Minuit, Paris 1963, pp. 613-614.)

C'était vrai pour la bourgeoisie sous le féodalisme. C'est vrai pour la classe ouvrière sous le capitalisme. Cela restera vrai pour la classe ouvrière sous la dictature du prolétariat et au cours du processus de construction du socialisme.

Dans ce sens, la liberté d'organisation de groupes, tendances et partis différents sans restrictions idéologiques constitue une précondition pour l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière. Sans une telle liberté, il ne peut y avoir de conseils de travailleurs réellement et démocratiquement élus, ni un véritable exercice du pouvoir par ces conseils de travailleurs. Socialement, cette liberté constitue une précondition pour que la classe ouvrière puisse arriver collectivement, en tant que classe, à un point de vue commun ou du moins à un point de vue majoritaire, sur les problèmes innombrables de tactique, de stratégie, et même de théorie (de programme) qu'implique la tâche gigantesque de construire une société sans classes, sous la direction de masses traditionnellement opprimées, exploitées et écrasées. Sans cette liberté d'organiser des groupes, tendances et partis politiques, il ne peut y avoir de réelle démocratie socialiste.

Les marxistes-révolutionnaires rejettent la déviation substitutionniste, paternaliste et bureaucratique du marxisme qui conçoit la révolution socialiste, la conquête du pouvoir et l'exercice du pouvoir sous la dictature du prolétariat comme la tâche du parti révolutionnaire agissant "au nom" de la classe ou, dans la meilleure des hypothèses, "avec l'appui" de la classe.

Si la dictature du prolétariat doit signifier ce que les mots mêmes expriment, et ce qui est explicitement formulé dans la tradition théorique aussi bien de Marx que de Lénine, c'est-à-dire le pouvoir de la classe ouvrière en tant que classe (des "producteurs associés"), si l'émancipation des travailleurs ne peut être l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes, et non pas le produit d'un prolétariat passif en voie d'éducation pour son émancipation par des administrateurs révolutionnaires bienveillants et éclairés, alors il est évident que le rôle dirigeant du parti révolutionnaire aussi bien dans la conquête du pouvoir que dans la construction d'une société sans classes ne peut être que le rôle d'une direction politique d'activité massive de la classe, ne peut consister que dans la conquête de l'hégémonie politique au sein d'une classe de plus en plus engagée dans l'auto-activité, que dans la lutte pour conquérir la majorité au sein de la classe à ses propositions, par des moyens politiques et non administratifs ou répressifs.

Sous la dictature du prolétariat, le pouvoir d'Etat est exercé par des conseils des travailleurs démocratiquement élus. Le parti révolutionnaire combat pour une ligne politique correcte et pour la direction politique au sein de ces conseils des travailleurs, sans se substituer à eux. Parti et

Etat — et encore plus appareil de parti et appareil d'Etat — restent des entités strictement séparées et distinctes; en outre, le but doit être de réduire l'appareil du parti.

Mais des conseils de travailleurs réellement représentatifs et démocratiquement élus ne peuvent exister que si les masses ont le droit d'y élire tous ceux qu'elles choisissent, sans distinctions et sans préconditions restrictives quant aux convictions idéologiques et politiques des délégués élus. De même, les conseils des travailleurs ne peuvent fonctionner démocratiquement que si tous les délégués élus jouissent du droit de pouvoir constituer des groupes, des tendances ou

Démocratie sociale plurielle et lib



Conseil d'usine durant la révolution d'octobre (Russie, 1917)

des partis, s'ils ont accès aux moyens de diffusion massive, que s'ils peuvent défendre leurs plates-formes différentes devant les masses et s'ils ont le droit de les soumettre aux débats publics et à l'épreuve de l'expérience. Toute restriction d'affiliation de parti limite la liberté du prolétariat d'exercer le pouvoir politique, c'est-à-dire limite la démocratie ouvrière, ce qui serait contraire et à notre programme et aux intérêts historiques de la classe ouvrière.

Si on dit que seuls les partis et organisations qui n'ont pas de programme ou d'idéologie bourgeois (et petits-bourgeois ?), ou qui ne sont pas "engagés dans la propagande et/

ou l'agitation antisocialiste ou antisoviétique", peuvent être légalisés, où va-t-on tracer la ligne de démarcation ? Des partis ayant une majorité de membres originaires de la classe ouvrière mais en même temps une idéologie bourgeoise seront-ils interdits ? Comment peut-on concilier pareille position avec le concept de l'élection libre des conseils des travailleurs ? Quelle est la ligne de démarcation entre le "programme bourgeois" et l'"idéologie réformiste" ? Doit-on dès lors interdire également les partis réformistes ? Supprime-t-on la social-démocratie ?

Ne fût-ce que sur la base de la tradition historique, il est

Si le parti révolutionnaire fait de l'agitation en faveur de l'interdiction de la social-démocratie ou d'autres formations réformistes, il deviendra mille fois plus difficile de maintenir la liberté de tendance et la tolérance des fractions dans ses propres rangs, car l'hétérogénéité politique de la classe ouvrière tendra dès lors inévitablement à se refléter au sein du parti unique.

La véritable alternative n'est donc pas : ou bien la liberté pour ceux qui ont un véritable programme socialiste, ou bien la liberté pour tous les partis politiques. La véritable alternative est la suivante : ou bien la démocratie ouvrière avec le droit des masses d'élire tous ceux qu'elles choisissent et la liberté d'organisation politique pour ceux qui ont été élus (y compris des gens avec des idéologies ou un programme bourgeois ou petits-bourgeois), ou bien une restriction décisive des droits politiques de la classe ouvrière elle-même, avec toutes les conséquences qui en découlent. La restriction systématique de l'existence des partis politiques conduit à la restriction systématique de la démocratie ouvrière et tend inévitablement à restreindre la liberté au sein du parti révolutionnaire d'avant-garde lui-même. (...)

Les conseils ouvriers et l'extension des droits démocratiques

Sans la liberté totale d'organiser des groupes, tendances et partis politiques, il n'y a pas d'éclosion pleine et entière des droits et libertés démocratiques des masses laborieuses sous la dictature du prolétariat. Toute la critique des limitations de la démocratie bourgeoise développée par Marx et par Lénine est fondée sur le fait que la propriété privée et l'exploitation capitaliste (c'est-à-dire l'inégalité sociale et économique), liées à la structure de classe spécifique de la société bourgeoise (atomisation et aliénation de la classe ouvrière, législation défendant la propriété privée, fonction de l'appareil de répression, etc.), ont pour conséquence que même les régimes bourgeois les plus démocratiques limitent violemment l'application pratique des droits démocratiques, la possibilité pratique de jouir des libertés démocratiques pour la grande majorité des masses laborieuses. Mais la conclusion logique qui découle de cette critique, c'est que la démocratie ouvrière doit être supérieure à la démocratie bourgeoise non seulement en ce qu'elle s'étend à la sphère économique et sociale — le droit au travail, à la sécurité d'existence, à l'éducation gratuite, aux loisirs, etc. — ce qui est évidemment d'une extrême importance, mais aussi par la portée et l'ampleur des droits démocratiques dont jouissent les travailleurs et toutes les couches laborieuses dans la sphère politique et culturelle. Accorder à un parti unique, ou aux soi-disant "organisations de masse" ou "associations professionnelles" (comme les associations d'écrivains), exclusivement contrôlées par ce parti, un monopole d'accès aux imprimeries, à la radio, télévision, et autres moyens de diffusion massive, aux salles de réunion, etc., cela signifie en fait limiter et non pas étendre les droits démocratiques du prolétariat comparés à ceux dont il jouit sous la démocratie bourgeoise. Le droit des travailleurs, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement, d'avoir accès aux moyens matériels pour exercer les libertés démocratiques (liberté de presse, d'assemblée, de manifestation, droit de grève, etc.) est essentiel pour assurer cette extension.

Dès lors, une extension des droits démocratiques des travailleurs au-delà de ceux dont ils jouissent déjà sous les conditions de démocratie bourgeoise est incompatible avec la restriction du droit de former des groupes, tendances et partis politiques sur des bases programmatiques ou idéologiques.

En outre, l'auto-activité et l'auto-administration des masses laborieuses sous la dictature du prolétariat et dans le processus de construction d'une société socialiste acquerront de nombreux aspects nouveaux et élargiront le concept d'"activité politique" et de "partis politiques", de "programmes politiques" et de "droits démocratiques", bien au-delà de ce qui est caractéristique de la vie politique sous la démocratie bourgeoise. Par le truchement de la télévision et du "time-sharing" (c'est-à-dire l'accès par téléphone aux machines à calculer électroniques), la technologie contemporaine rend possible un saut en avant formidable dans l'interaction entre la démocratie directe et indirecte (représentative). Dans leurs usines ou leurs quartiers, les travailleurs peuvent suivre sur le vif les interventions de leurs délégués dans des congrès locaux, régionaux, nationaux ou internationaux des conseils, et intervenir sur-le-champ contre une présentation déformée des faits ou une violation de mandats, si une atmosphère générale de critique et de débats politiques libres a été créée. Des millions de travailleurs peuvent avoir un accès direct à une masse immense d'informations, dès que le "secret" et le monopole capitalistes des informations centralisées dans les systèmes électroniques sont interdits et brisés. Des instruments politiques comme le referendum sur des questions spécifiques peuvent être utilisés pour que la masse des travailleurs puisse trancher directement toute une série de questions clés d'orientation politique.

De même, des instruments de démocratie directe peuvent être utilisés largement dans le domaine de la planification, afin d'établir quelles sont les réelles préférences des consommateurs, non pas au moyen d'instruments indirects (les mécanismes du marché), mais à travers des conférences de producteurs et de consommateurs, des referendums sur les choix des modèles, varités et gradations de qualité des

biens de consommation. A ce propos encore, la technique contemporaine rend tous ces mécanismes bien plus réalistes et plus accessibles à des millions de personnes qu'il ne l'était objectivement possible dans le passé.

La construction d'une société socialiste sans classes est également un formidable processus de transformation de tous les aspects de la vie sociale. Elle implique un changement révolutionnaire constant non seulement des rapports de production, du mode de distribution, du processus du travail, des formes de gestion de l'économie et de la société, des mœurs, des habitudes et des modes de pensée de la grande majorité de la population, mais encore une reconstruction du travail manuel et intellectuel, révolution complète du système d'éducation, rétablissement et défense de l'équilibre écologique, révolutions technologiques destinées à conserver des ressources naturelles rares, etc.

Tous ces efforts, pour lesquels l'humanité ne dispose de toute manière pas d'un plan préétabli, donneront lieu à des débats et à des luttes idéologiques de grande ampleur. Des programmes politiques différents concernant ces problèmes, reliés les uns aux autres, joueront un rôle beaucoup plus grand que des références nostalgiques au passé bourgeois ou des affirmations abstraites de l'idéal communiste. Mais toute restriction de ces débats, luttes et formations de parti, sous le prétexte que telle ou telle plate-forme reflète "objectivement" la pression ou les intérêts de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, ou même "conduirait à la restauration du capitalisme" si elle était "appliquée jusqu'au bout", ne peut qu'entraver l'émergence d'un consensus majoritaire autour des solutions de ces problèmes brûlants qui seraient les plus efficaces et les plus correctes du point de vue de la construction du socialisme, c'est-à-dire du point de vue des intérêts de classe du prolétariat lui-même.

Il faut préciser plus spécifiquement que, tout au long du processus de construction d'une société sans classes, des luttes sociales de grande ampleur se poursuivront contre des maux sociaux qui prennent leur racine dans la société de classes mais qui ne disparaîtront pas immédiatement avec la suppression de l'exploitation capitaliste et du travail salarié. L'oppression des femmes, l'oppression des minorités nationales, l'oppression et l'aliénation de la jeunesse, sont des archétypes de tels problèmes qu'on ne peut pas réunir automatiquement sous l'en-tête général de "lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie", sauf si on divorce les catégories "prolétariat" et "bourgeoisie" de leurs définitions et bases classiques, marxistes et matérielles, comme c'est fait par divers courants maoïstes et ultra-gauche.

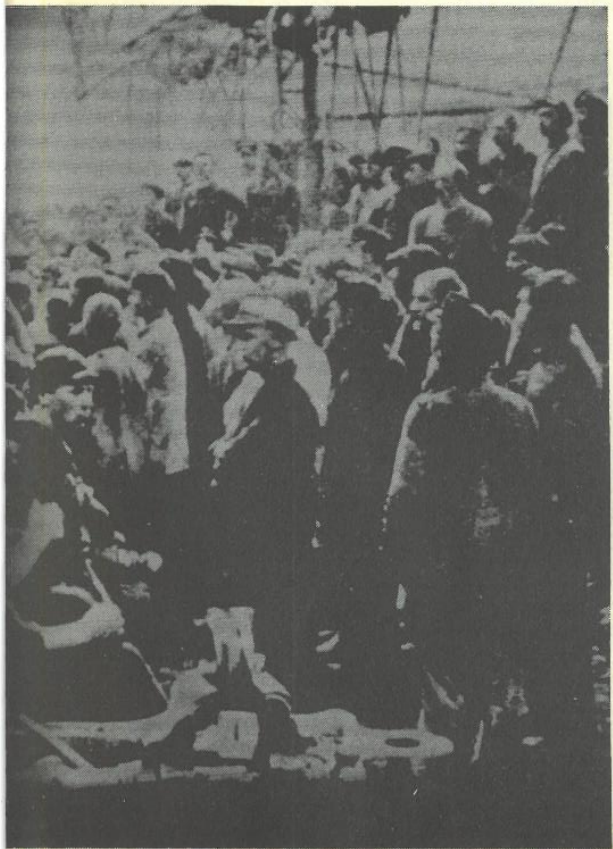
La liberté politique sous la démocratie ouvrière implique dès lors la liberté d'organisation et d'action de mouvements indépendants d'émancipation des femmes, de libération nationale, de jeunes, c'est-à-dire de mouvements plus larges que la classe ouvrière au sens scientifique du terme, sans parler du courant marxiste-révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Les marxistes-révolutionnaires seront capables de gagner la direction politique au sein de ces mouvements autonomes et d'infliger une défaite idéologique aux différents courants utopiques ou réactionnaires, non par des moyens administratifs ou répressifs, mais au contraire en stimulant la démocratie de masse la plus large possible dans les rangs de ces mouvements, et en soutenant sans réserve aucune le droit de toutes les tendances de défendre leurs opinions et leurs plates-formes devant la société dans son ensemble.

Il faut de même reconnaître que la forme spécifique du pouvoir d'Etat prolétarien implique une combinaison dialectique unique de centralisation et de décentralisation. Le dépérissement de l'Etat, qui doit commencer dès le début de la dictature du prolétariat, se traduit par un processus de transfert graduel du droit de gestion sur des secteurs de plus en plus larges d'activité sociale (système de santé, système d'éducation, système des transports collectifs, système de télécommunications, etc.) aux intérêts directs, internationalement, nationalement, régionalement et localement, dès que le congrès central des conseils des travailleurs (c'est-à-dire le prolétariat en tant que classe) a alloué, par vote majoritaire, à chacun de ces secteurs la part qui lui revient des ressources matérielles et humaines dont la société dispose dans son ensemble. Cela implique de nouveau des formes et contenus spécifiques de débats et luttes politiques qui ne peuvent être prédits d'avance ni réduits d'aucune manière à des "critères de classe" simplistes et mécaniques.

Finalement, la participation de millions de gens au processus de construction d'une société sans classes, non seulement à travers le vote plus ou moins passif, mais aussi dans la gestion réelle à divers niveaux, ne peut être limitée de manière ouvriériste aux seuls "travailleurs engagés dans la production".

Lénine a précisé que dans l'Etat ouvrier, l'immense majorité de la population devra participer directement à l'administration de l'Etat. Cela signifie que les conseils des travailleurs sur lesquels sera fondée la dictature du prolétariat ne seront pas des comités d'usine, mais des organes d'auto-organisation des masses dans toutes les sphères de la vie économique et sociale, y compris évidemment les usines, les unités de distribution, les hôpitaux, les écoles, les centres de télécommunications et de transports et les quartiers. Cela est indispensable afin d'intégrer dans le prolétariat ses couches les plus dispersées et souvent les plus pauvres et les plus opprimées, telles les femmes, les nationalités opprimées, les jeunes, les travailleurs des petites entreprises, les retraités, etc. C'est également indispensable afin de cimenter l'alliance entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie inférieure, ce qui est important en vue de réduire les coûts sociaux d'une révolution victorieuse et de la construction du socialisme. (...)

cratie liste, lisme ertés



7).

inévitables que pareille influence réformiste continue à survivre longtemps dans la classe ouvrière de nombreux pays. Pareille survivance ne sera pas raccourcie par la répression administrative; au contraire, une telle répression tendra plutôt à la renforcer. Le meilleur moyen de combattre les illusions et les idées réformistes, c'est la combinaison d'une lutte idéologique et de l'émergence de conditions matérielles favorables à la disparition de telles illusions. Mais cette lutte idéologique perd beaucoup de son efficacité dans des conditions de répression administrative et d'absence d'un libre débat et d'échanges d'idées.

1979: FAITES VOS JEUX, RIEN NE VA PLUS !

Commencée dans l'instabilité, la décennie 1968-1978 s'est achevée dans l'instabilité. La bourgeoisie n'est pas parvenue à y mettre le point final. Son économie — autant dire ses profits — n'a pas pu continuer à se développer, et à l'échelle mondiale, même des pays jugés encore récemment comme des places fortes de l'impérialisme, comme l'Iran, sont entrés en effervescence. Même en Amérique latine où les coups d'Etat du Chili et de l'Argentine semblaient avoir instauré la paix des cimetières, le mouvement anti-impérialiste renaît de ses cendres. Il ne suffit guère à l'impérialisme de se reposer sur l'évidente volonté de collaboration des bureaucraties de Chine et d'URSS. Celles-ci vivent elles-mêmes une période de contestation qui annonce des bouleversements futurs, tant il est vrai que les méthodes policières elles-mêmes ne peuvent pas garantir éternellement leur pouvoir et que les modestes progrès de la lutte pour les droits démocratiques dans ces pays y restreignent la marge de manoeuvre de la bureaucratie.

En Europe, tout reste ouvert. Les dernières dictatures sont tombées, mais de son côté, le mouvement ouvrier s'est révélé incapable de déposer la bourgeoisie de son pouvoir. Les pieds d'argile de ce colosse, il faut les rechercher dans la faiblesse politique du mouvement ouvrier, dans la politique des partis sociaux-démocrates et communistes en particulier. Les uns et les autres penchent pour un "Etat social", plaidant pour une "troisième voie", qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle forme de collaboration avec la bourgeoisie sur le dos des travailleurs. Mais à mesure que les mouvements de masse — et ils sont nombreux, du Portugal à la Grande-Bretagne, en passant par l'Italie, l'Espagne et la République fédérale allemande — font leur entrée sur le terrain politique, moins ces partis traditionnels s'avèrent capables de les contrôler. Ils les freinent, certes, mais ils ne peuvent empêcher leur éclosion. Le tout récent exemple de la grève des sidérurgistes ouest-allemands le confirme avec

éclat — tant étaient nombreux ceux qui prédisaient un sommeil éternel à la lutte des classes dans ce pays.

L'Europe se politise

Dans ces mêmes pays, et surtout là où les Partis communistes (stalinien) disposent d'une profonde implantation, comme en France, en Italie, en Espagne ou au Portugal, la classe ouvrière aura de plus en plus à se demander si elle entend continuer à suivre la "ligne" de ce parti, en vue de lui faire obtenir quelques postes ministériels et une progression dans les institutions de l'Etat bourgeois, ou bien si elle entend s'en détacher en vue de créer ses propres organes de pouvoir et contester celui de la bourgeoisie de commander aux hommes et aux machines.

C'est à l'intérieur des syndicats que ce débat se développe le plus rapidement. Le syndicat unitaire de la métallurgie italienne (la FLM) occupe ici un rôle de pionnier. La FLM tend progressivement à devenir un organe dans lequel tous les courants du mouvement ouvrier se cotoient dans un cadre relativement démocratique. Ce n'est pas un hasard si ce syndicat est celui qui a résisté le mieux jusqu'ici à la politique d'austérité de la bourgeoisie, en n'hésitant pas à faire front au PS et au PC. De telles tâches sont d'actualité aussi bien en France qu'en Espagne, où l'action unitaire pour la défense des emplois et du niveau de vie des travailleurs est une nécessité qui se heurte à la politique sectaire et sans perspectives des PS et des PC.

Le chauvinisme, ce danger mortel

Voir au-delà de l'horizon local ou national, étudier les diverses expériences du mouvement ouvrier par-delà les frontières, agir par solidarité avec les mouvements les plus avancés ou les plus réprimés, cet internationalisme-là sera plus que jamais nécessaire en 1979.

La bourgeoisie, quant à elle, continuera à étendre l'internationalisation de l'économie, sans parvenir

à faire de grands pas dans ses tentatives d'unification — car ce n'est pas la même chose.

L'impérialisme américain commence à se remettre du choc vietnamien de 1975 et à se faire plus of-

sanglant Somoza, l'appui jusqu'à la dernière minute au boucher Pahlavi. Et si la bourgeoisie américaine finit par envisager quelques "réformes" dans des pays comme le Nicaragua ou l'Iran, elle s'arrangera pour les faire précéder d'un silence de mort.

Si le mouvement ouvrier des pays avancés se révèle incapable de contre-carrer cette tendance, alors il se prépare lui-même de graves défaites. L'absence d'une stratégie internationaliste, le chauvinisme, ces cadeaux empoisonnés légués par le stalinisme et le réformisme social-démocrate, montrent aujourd'hui en Indochine à quelles aberrations ils conduisent.

La Suisse n'est pas une île

Il n'est pas de pays où l'internationalisme soit aussi nécessaire que la Suisse. Le refuge que viennent y trouver les capitaux en fuite des dictatures sanglantes annonce on ne peut mieux quel rôle l'impérialisme lui a dévolu : celui d'une "Tête-de-pont" en cas de "coup dur". Et la bourgeoisie suisse s'apprête à honorer très volontiers cette fonction.

Des tâches très pratiques en découlent pour le mouvement ouvrier suisse, qui lui-même ne peut plus ignorer, depuis la crise moins que jamais, que son sort est dépendant de la lutte de classes à l'échelle mondiale.

1979 se présente d'ailleurs comme une année de politisation en Suisse aussi, préparée par quelques transformations politiques non négligeables. Il y aura la votation sur l'initiative anti-nucléaire, en février, la votation sur l'introduction de la TVA et les débats sur la sécurité sociale (AVS, deuxième pilier, assurance maladie et assurance maternité). Et surtout, il y aura les élections nationales en octobre, où il s'agira de donner tout le poids possible aux tendances qui affirment qu'il y a une alternative à la collaboration de classe en général et à la paix du travail en particulier. La social-démocratie y perdra encore un peu plus de sa marge de manoeuvre politique. Jusqu'ici, certes, elle s'est employée à apparaître dans le débat sur la TVA et les finances fédérales comme une

serrer ses rangs. Il ne suffit pas de s'en remettre aux élections et aux votations pour faire face à une telle offensive. C'est le dispositif de défense du mouvement ouvrier tout entier qu'il faut réorganiser, et vite !

Le mouvement syndical n'est pas encore armé pour cette lutte. Même s'il envisage avec une réelle volonté de se battre pour des buts immédiats, tels que la réduction de la durée du travail et le maintien du pouvoir d'achat, il ne peut éviter d'aborder simultanément les questions politiques que la réaction intransigeante de la bourgeoisie posera. Car celle-ci ne veut rien entendre d'une diminution effective du temps de travail pour les travailleurs pourvus d'un emploi. Puissent les congrès syndicaux de cette année faciliter cette nécessaire clarification. La VPOD aura là une importance particulière. Le but est de doter les syndicats d'un programme ouvrier, dont la conquête ne peut s'accommoder du maintien de la paix du travail. Le débat qu'il faut engager est celui du contrôle ouvrier et de la nationalisation des industries-clés sans indemnités.

Mais il faut amener au syndicat les forces sans lesquelles il ne peut envisager ce combat avec succès : les jeunes, les femmes, les immigrés. Ils n'y viendront pas sans que leurs propres revendications soient fermement adoptées, propagées, défendues par le mouvement syndical, ils n'y viendront pas non plus s'ils n'acquiescent pas confiance dans la capacité du mouvement ouvrier à s'unifier, et c'est là aussi que le front unique contre la politique patronale acquiert toute son importance.

Renforcer la IVe Internationale

Si pour certains, les dix ans qui se sont écoulés depuis mai 68 ont été une trop longue attente, pour le mouvement ouvrier international, c'est là une période d'apprentissage bien trop courte, quand on la met en rapport avec l'énormité des tâches qui l'attendent. 1979 ne sera pas trop long pour intensifier et accélérer cet apprentissage. Le rôle qui revient au seul parti qui, sur le plan international, se prononce pour



fensif. L'armement s'intensifie. Mais ce faisant, le masque que voulait se donner un Jimmy Carter, prétendument protecteur des droits de l'homme, se transforme de plus en plus en une grimace de tortionnaire. En 1978, il y a eu l'appui apporté au

force d'opposition sans toucher d'un cheveu à son adhésion au système capitaliste. Mais la bourgeoisie accorde de moins en moins de valeur à un partenaire qui tend à se dérober chaque fois qu'elle sonne l'alarme. C'est pourquoi elle va tenter de res-

le pouvoir de la démocratie ouvrière n'en est que plus grand. La IVe Internationale est encore faible. De toute urgence, sans sectarisme, nous nous emploierons à la rapprocher du but : l'Internationale de masse. K.



ESPAGNE : bilan du referendum constitutionnel

Un régime de mauvaise constitution

Le 6 décembre 78, 87 o/o des Espagnol(e)s qui se sont rendus aux urnes ont approuvé la nouvelle Constitution. A première vue c'est un résultat net et clair. Mais, si l'on y regarde de plus près, on peut constater que deux épines de taille relativisent fortement le "succès" de l'opération Suarez : **LE FORT TAUX D'ABSTENTION SUR L'ENSEMBLE DU PAYS et L'ECHEC BASQUE.**

D'abord 32 o/o des citoyens et citoyennes se sont abstenus. Pour mesurer l'importance d'un tel taux d'abstention, il faut savoir que les salariés avaient droit à 4 heures de congé, payées, le 6 décembre, s'ils présentaient leur carte de vote timbrée ! Dans ces conditions et compte tenu du niveau de politisation élevé de la population, il n'est nullement exagéré de dire que la majorité de ceux et de celles qui ne se sont pas rendus aux urnes exprimaient, ce faisant, un vote de défiance à l'égard du régime en place.

Lorsqu'on considère la moyenne des résultats sur le plan national, les partis du consensus constitutionnel (Parti communiste (PCE), Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Union du centre démocratique (UCD), Alliance populaire (AP), parti carliste et la minorité catalane) ont tout lieu d'être satisfaits. Il en va tout autrement dans le Pays basque. Là, ils ont subi un revers éclatant : seul 47 o/o des Basques ont été voter, 24 o/o ont voté NON (en Guipuzcoa, 29,8 o/o). Ainsi, au Pays basque, en fait seul 35 o/o des citoyens (nes) ont approuvé la nouvelle Constitution. Ce résultat rend difficile l'argumentation de ceux qui comme Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez accusaient l'extrême-gauche qui refusait de soutenir la Constitution de faire le jeu de l'extrême-droite nostalgique franquiste.

En Euskadi en effet, on ne trouve des fascistes que dans les casernes de police et dans les quartiers riches de Bilbao.

Les raisons du non des révolutionnaires

Il serait erroné de trop se réjouir du relatif échec des partis du consensus constitutionnel. Car les principaux partis ouvriers ont marché entièrement dans la mise en place de cette Constitution. Certes, seuls 59 o/o des Espagnols l'ont approuvée, et en Pays basque, un tiers seulement ; mais la bourgeoisie espagnole a réussi à faire endosser par le PC et le PSOE une Constitution non-démocratique, anti-ouvrière et, par là, s'est assurée une majorité acceptante. Pour la première fois dans l'histoire pourtant riche en malversations politiques du mouvement ouvrier international, deux partis, qui se disent socialistes et communistes, appellent à voter oui pour une Constitution qui institue et légitime une monarchie. Monarchie certes parlementaire, mais qui procède quand même des dernières volontés et du testament d'un dictateur sanglant.

* D'abord cette Constitution explique que l'armée, l'armée du 18 juillet 36, l'armée de la guerre civile, du drapeau sang et or de la croi-

sade franquiste, a pour mission de défendre non seulement l'indépendance nationale du pays, mais il est dit noir sur blanc qu'elle doit préserver son "intégrité territoriale" et "son ordonnancement constitutionnel". Ni le droit à l'autodétermination ni même le droit au fédéralisme ne sont reconnus par cette Constitution. Elle va même jusqu'à rendre obligatoire la langue castillane, comme première langue, en Pays catalan, basque ou galicien.

* La souveraineté populaire dont parle la Constitution est niée par tout le réseau des institutions qu'elle consolide. Il ne s'agit pas seulement du rôle de la monarchie, mais aussi des forces armées, de l'appareil de répression qui s'est maintenu sans épuration pratique depuis le régime franquiste. Un quatrième pouvoir, au-dessus du Parlement est institutionnalisé, et cela quelques jours après la découverte du complot Galaxie dans lequel étaient impliqués 2 000 officiers ! C'est dans ce pays que les comédiens du Joglars sont toujours détenus pour avoir joué une pièce qui portait soi-disant atteinte à l'honneur de l'armée ; ou un autre comédien basque se voit condamné à un an de prison ferme pour s'être machinalement essuyé le front dans les plis du drapeau espagnol, le drapeau franquiste. Pendant ce temps, des policiers peuvent impunément déchirer le drapeau national basque, symbole de la lutte anti-franquiste !

* Cette Constitution représente aussi un pas en arrière du strict point de vue des conquêtes déjà obtenues par les travailleurs depuis les élections du 15 juin 77. Même si elle reconnaît une série de droits et de libertés qui n'existaient pas sous Franco, elle limite fortement le droit de grève, le droit de manifestation, elle interdit les droits syndicaux aux travailleurs de la fonction publique. La liste des limitations des droits démocratiques pourrait s'allonger encore : place privilégiée donnée à l'église, porte fermée à toute légalisation de l'avortement.

* Enfin cette Constitution sacralise le principe de l'économie de marché, elle garantit la libre entreprise. Cela permettra d'empêcher que, dans l'avenir, un gouvernement de gauche puisse adopter des mesures de nationalisation. Le PC et le PSOE devront rompre avec la légalité constitutionnelle, ou alors, ont-ils déjà abandonné leurs objectifs socialistes ? Poser la question, c'est y répondre.

Le oui des partis réformistes

Comment le PC, le PSOE et les organisations maoïstes (PT et ORT) ont-ils pu faire campagne pour le oui ? Pour l'ORT la réponse est

simple : Pékin était pour, donc il n'y avait pas d'autre choix. Le PT, lui, a préféré choisir le mot d'ordre de vote qui pouvait trouver la majorité. Le oui du PC et du PSOE est "compréhensible" : prônant une politique de collaboration de classe, ils ont cherché le consensus à tout prix avec l'UCD et l'AP. Ils n'ont mené aucune politique de confrontation ni de mobilisation et se sont engagés à agir dans le cadre du système capitaliste, à n'y toucher en rien. Dans cette logique, ils ne leur restait plus qu'à accepter la Constitution que la bourgeoisie espagnole a concoctée sur le cadavre de Franco. Ils avaient applaudi au pacte social de la Moncloa. Ils n'avaient entrepris aucune mobilisation d'ensemble au moment où l'Euskadi était mis en état de siège. En novembre, au nom de la défense de l'ordre, PCE, PSOE, les organisations maoïstes, avaient accepté de manifester aux côtés de l'UCD, parfois de l'AP, contre le "terrorisme", entendez par là, les attentats de l'organisation séparatiste basque ETA. Et, comme la bourgeoisie ne peut permettre ni la république, ni le fédéralisme, ni les droits démocratiques les plus larges, PC et PSOE ont renoncé à combattre pour ces objectifs. Ils ont accepté de se lier totalement les mains par une politique de collaboration de classe.

La Ligue communiste révolutionnaire, section espagnole de la IVe Internationale, a été la seule à se parallèlement aux nationalistes révolutionnaires basques, galiciens, cata-

lans, à prôner le non, à aller jusqu'au bout de son refus de la Constitution juancarliste. Si d'autres partis de la gauche refusaient aussi cette Constitution, comme le MCE (Mouvement communiste d'Espagne) ou l'OIC (Organisation de la gauche communiste), ceux-ci n'ont pas osé donner un mot d'ordre de Non. Ils se sont contentés de prôner l'abstention, cédant à l'argumentation : "seule l'extrême-droite franquiste appelle à voter non". Nos camarades de la LCR ont mené une campagne massive sur le thème : "Cette Constitution est un obstacle au plein exercice des libertés démocratiques, elle est un obstacle sur la voie du socialisme". Ils ont refusé de ravalier la façade au nom d'une démocratie retrouvée qui tient de la liberté surveillée, d'un système politique et social que nous refusons en bloc, que nous n'aurons de cesse d'avoir abattu.

Quelles échéances après le référendum constitutionnel ?

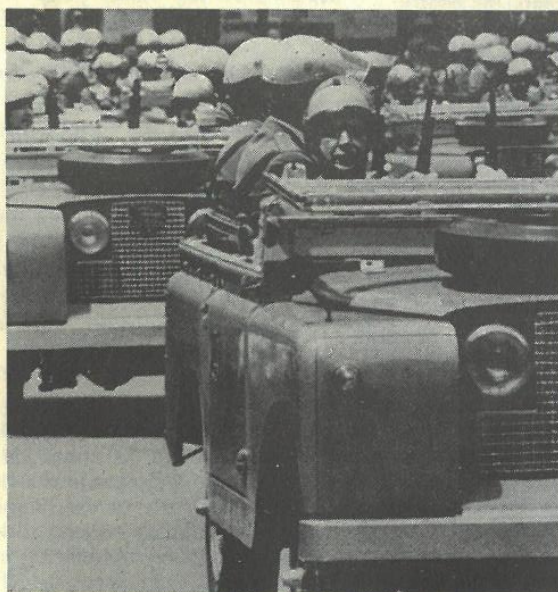
La classe ouvrière de l'Etat espagnol se trouve aujourd'hui confrontée à trois grandes batailles centrales. D'abord il y a le problème des élections municipales et générales. La LCR affirme la nécessité que les partis ouvriers, tout le mouvement syndical, mènent une campagne unitaire pour la convocation des élections municipales dans un délai minimum de trois mois après le référendum. La fonction de ces municipales doit être de démanteler tout l'édifice des municipalités fran-

quistes qui demeure et de réunir de meilleures conditions pour une victoire des partis ouvriers lors des élections générales. Il ne faut pas laisser à Suarez le soin de décider à son gré de la date de ces élections.

La deuxième grande bataille c'est celle du Pacte social. Les directions des Commissions Ouvrières et de l'UGT sont prêtes sur le fonds à signer un nouveau pacte social avec le patronat, moyennant quelques concessions sur les droits syndicaux dans l'entreprise. Mais elles auront des difficultés à formaliser un tel pacte, semblable à celui de la Moncloa. Car les travailleurs ont fait l'expérience des accords de la Moncloa et de la politique d'austérité qui s'en est suivie. La LCR va travailler à relancer les mobilisations sociales à propos des prochaines négociations sur les conventions salariales. Il sera possible de dépasser en partie la situation actuelle de dé-mobilisation et de désorientation qui règne dans les rangs ouvriers à travers un combat systématique contre l'austérité et le chômage. La troisième bataille portera sur les statuts d'autonomie. La LCR va mener une campagne d'opposition globale contre les avant-projets de statuts qui ne répondent nullement aux aspirations nationales d'Euskadi et de Catalogne d'une part, et, d'autre part, elle fera faire l'expérience que la bourgeoisie a la volonté de restreindre même ces statuts limités.

Vinc.

VOIES SANS ISSUE



Les forces de répression, héritées du franquisme.

A cor et à cris, la presse bourgeoise annonce un vaste "complot" contre la "jeune démocratie" espagnole. Pas un jour, depuis le début de cette année, sans un attentat terroriste revendiqué par le GRAPO ou l'ETA. A cette recrudescence d'attentats, PSOE et PCE répondent en accentuant leur politique d'unité nationale : l'UGT et les Commissions ouvriè-

res organisent un arrêt de travail national après l'assassinat du gouverneur militaire de Madrid, Santiago Carrillo multiplie les déclarations demandant un renforcement des mesures de sécurité et de défense de l'ordre. Il va même jusqu'à légitimer les "inquiétudes" qui se manifestent dans l'armée face à la "détérioration de la situation". Un certain remue-ménage est en effet perceptible dans les casernes où des officiers accusent le gouvernement de faire preuve de "faiblesse". Le gouvernement Suarez qui prépare les élections législatives utilise la tension pour limiter les droits démocratiques, le droit de manifestation, particulièrement en Euskadi.

La stratégie du terrorisme est profondément erronée, elle est totalement étrangère à l'action politique et sociale des masses ouvrières. Mais les partis réformistes (PCE et PSOE), à force de crier avec les loups pour la sauvegarde de "l'ordre", risquent fort de voir la démocratie musclée qu'ils appellent de leurs vœux se retourner contre eux-mêmes.

La classe ouvrière espagnole vient de l'affirmer ces derniers jours, à travers la grève de 24 heures des chemins de fer et de la métallurgie : ses intérêts ne sont en rien identiques à ceux du régime juancarliste, du patronat et de la bourgeoisie espagnols. Une grève générale vient de se produire en Guipuzcoa pour protester contre le meurtre d'un ancien dirigeant de l'ETA réfugié en France. Décidément, aussi puissant que soit le carcan de la nouvelle Constitution, aussi profondes que soient les trahisons et les compromis pourris de la politique des réformistes, la classe ouvrière espagnole, catalane ou basque ne se laisse pas intimider.

V.

TROUPES VIETNAMIENNES HORS DU CAMBODGE !

Prisonniers cambodgiens.



La fiction d'un "soulèvement populaire" pour renverser le régime Pol Pot au Cambodge à l'appel du FUNKS (Front uni de salut national du Kampuchéa) n'aura guère convaincu. Samedi 13 janvier, M. Ha Van Lau reconnaissait, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, rapporte "Le Monde" (16. 1. 1979), que les troupes vietnamiennes avaient bien joué un rôle, dans un esprit d'"autodéfense", afin de "punir les agresseurs" et de "s'assurer que ceux-ci ne pourront pas reprendre leur agression" et, mieux encore, de "sauvegarder l'amitié traditionnelle entre le peuple du Kampuchéa et celui du Vietnam".

Il ne fait aucun doute que le renversement du régime khmer rouge (Pol Pot) au Cambodge au tout début de cette année 1979 est le fait d'une intervention armée vietnamienne, secondée dans une mesure qu'il est impossible d'évaluer à l'instant, par des troupes insurgées cambodgiennes. La répression sanglante exercée par le régime khmer rouge depuis son accession au pouvoir en 1975, imposée par un modèle d'autarcie économique aberrant autant que par une répression politique digne des plus noires années du stalinisme en URSS, a certes isolé le régime, facilité l'opération éclair des Vietnamiens : facilité, mais pas justifié.

Or, l'intervention armée vietnamienne au Cambodge ne fait pas que fouler sous les chars l'internationalisme dont les peuples indochinois et l'Etat ouvrier nord-vietnamien avaient eu un si vital besoin lorsqu'ils étaient en butte à l'agression impériale. Elle aura à coup sûr des conséquences économiques, sociales et politiques très néfastes pour l'avenir de l'ensemble de la péninsule indochinoise. Si le régime khmer rouge de Pol Pot - Ieng Sary porte la principale responsabilité du refus des offres vietnamiennes de règlement pacifique du "conflit frontalier" entre le Cambodge et le Vietnam, l'occupation militaire de la majeure partie du territoire cambodgien par les troupes vietnamiennes ne fait qu'éloigner encore plus tragiquement la perspective d'une fédération des peuples indochinois librement consentie, sans laquelle il est difficile d'envisager que la perspective du socialisme ne se transforme pas en caricature dans la péninsule. Alors que l'adversaire commun américain avait contribué, bien involontairement, à diminuer l'antagonisme des nationalismes, l'actuelle politique du PC et du gouvernement vietnamien tend à le renforcer catastrophiquement. Voilà pourquoi cette politique ne se borne pas à transgresser un principe, un idéal - l'internationalisme et le droit des nationalités à l'autodétermination - mais surtout ne représente un "succès" politique et militaire qu'à très courte vue. Déjà les dirigeants khmers rouges, odieux jusqu'ici aux yeux de la population cambodgienne, peuvent se parer du drapeau de la résistance nationaliste pour retrouver une base dans cette même population, qui n'oublie pas qu'il y a moins de quatre ans elle vivait encore sous une occupation militaire étrangère.

Il y a donc des raisons objectives qui permettent de penser que l'en-

gagement des divisions vietnamiennes sur le territoire cambodgien risque très certainement de se prolonger, de s'embourber. Ses répercussions néfastes se feront sentir au Vietnam, déjà suffisamment en prise sans cela à une cruelle pénurie économique. La population vietnamienne, à son tour, fera les frais de ce coup de dés militaire - qui bientôt peut se transformer en aventure militaire - sous la forme de privations accrues des libertés et de biens de premières nécessités. Face à une résistance nationaliste au Cambodge, le programme politique du FUNKS, promettant la garantie des libertés individuelles et le repeuplement des villes, devra céder la place à un strict contrôle policier, de même qu'au Vietnam le régime sera acculé à restreindre encore plus la liberté de critique. L'annonce de l'ouverture des frontières aux personnes désirant quitter le Vietnam faite ces jours par Hanoï ne saurait masquer un durcissement du régime vietnamien qui paraît dans ces conditions inévitable. Enfin, cette guerre implique un "rapprochement" encore plus net de Hanoï avec la bureaucratie soviétique, témoin d'une dépendance économique et militaire croissante. Comme à Cuba en son temps, elle n'aura d'autres conséquences qu'une accentuation des déformations bureaucratiques de l'Etat-parti vietnamien.

Certes, nous ne défendons pas plus qu'avant son renversement le régime khmer rouge. Certes, nous refusons de nous associer aux larmes de crocodile versées par les représentants des impérialismes américain et français sur l'"intégrité nationale" violée au Cambodge, ni à tous ceux qui se sont tus à l'époque où ces territoires "nationaux" croulaient sous les bombes made in USA et auparavant made in France...

Nous dénonçons cependant l'occupation militaire vietnamienne au Cambodge, exigeons le retrait immédiat des troupes vietnamiennes - quitte à ce qu'elles distribuent une partie de leurs armes et munitions aux insurgés luttant contre le rétablissement du régime Pol Pot. Nous l'exigeons au nom du dépassement des chauvinismes nationaux, au nom de la défense de l'Etat ouvrier vietnamien contre les menaces d'isolement et de nouvelles interventions impérialistes en Indochine que la perte de crédit de la politique vietnamienne réactualise malheureusement au nom de la seule perspective apte à sortir de l'impasse nationaliste : la fédération librement consentie des peuples indochinois, sur des bases d'égalité et

de négociations publiques, sur la base de régimes garantissant les libertés démocratiques, le droit de referendum en matière d'autodétermination en particulier. Plus que jamais, si la direction vietnamienne entend réellement persuader le mouvement ouvrier international de la véracité de ses déclarations, elle devrait autoriser sans délai l'enquête sur le terrain, sans entraves, de commissions formées de représentants d'organisations de défense des prisonniers politiques et des organisations ouvrières internationales !

Staliniens : les frères ennemis

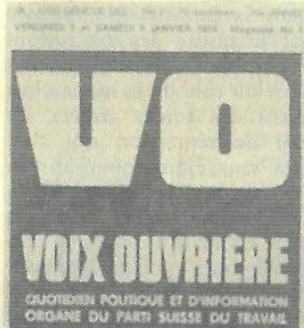
"Communistes" pro-Pékin et "communistes" pro-Moscou en Suisse adoptent une attitude symétriquement stalinienne. La Voix Ouvrière du Parti du Travail salue sans l'ombre d'une critique la "révolution" au Cambodge - bien que le 16 janvier, Jean Vincent nous promette pour plus tard quelques formules plus alambiquées qui ne changeront rien au fond. Pacifiste face à l'agression américaine au Vietnam - souvenons-nous du mot d'ordre "paix au Vietnam" - le PdT applaudit à l'occupation militaire du Cambodge par... le Vietnam. Alignement inconditionnel sur la politique de la bureaucratie soviétique, qui a pourtant beaucoup à se faire pardonner au Cambodge, elle qui maintint ses relations diplomatiques avec la dictature pro-américaine de Lon Nol jusqu'au dernier jour, poussant très efficace-

ment les Khmers rouges dans les bras de la bureaucratie chinoise... A l'époque, nous n'arrivions pas à arracher un mot de critique du PdT à l'égard de cet appui scandaleux de Moscou à Lon Nol...

Parcourant en sens inverse le même itinéraire d'exacerbation des nationalismes, les courants maoïstes en Suisse n'hésitent pas à regonfler la baudruche Sihanouk, cet ex-monarque qui pourchassa les communistes khmers rouges comme Khieu Samphan quand ils étaient encore ministres de son gouvernement, avant d'être lui-même renversé par l'homme des Américains au Cambodge : Lon Nol... Sous le titre "Le cynisme sans bornes des envahisseurs russo-vietnamiens", l'OCS (ex-OCLDR) polémique avec des

ans au régime sanglant des Khmers rouges... Passant comme chat sur braises sur l'explication de la défaite de Pol Pot ("il est sûr que l'agression contre le Kampuchéa n'a pas, jusqu'à maintenant, entraîné d'indignation dans le peuple. Pourquoi ?") - à cause des "bruits sur les soi-disant 'horribles massacres' au Kampuchéa"), ils stigmatisent la volonté de la "superpuissance soviétique" d'établir "son contrôle sur la région". On ne saurait évidemment soupçonner la bureaucratie chinoise de telles intentions... !

Quant au PCS/ml et à sa couverture militariste "Offensive", l'hystérie anti-soviétique littéralement traduite de Pékin-Information l'amène à protester... "en tant que patriotes,



Le Cambodge en révolution



accents destinés à flatter le chauvinisme helvétique contre ce que cette organisation appelle "une agression massive contre un petit pays neutre", déguisant à peine l'appui effectif qu'elle a apporté (pour la seule vertu, semble-t-il, d'être

internationalistes et socialistes contre l'agression vietnamo-soviétique". Patriotes et internationalistes ! Leur appui outrancier à l'armée suisse montre déjà lequel de ces deux termes ils ont choisis.

17. 1. 1979, F. G.

L'affrontement

Commentaires de Daniel Bensaïd dans Rouge.

Dès la chute de Phnom Penh, Daniel Bensaïd, dans Rouge (9 et 12 janvier 1979), organe de la LCR française, rappelle que l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes porte un coup tragique à la cause du socialisme, dont elle se réclame en l'occurrence frauduleusement. Il en livre l'arrière-fond historique, en montrant qu'en matière de chauvinisme, les bureaucraties du Cambodge, du Vietnam, de Chine et d'URSS partagent effectivement les responsabilités, même si c'est à des titres divers. (Pour une récente prise de position de la LMR sur la situation au Vietnam, voir la brèche no 195, 11. 11. 1978, page 11 : Le piège nationaliste.)

L'Indochine était en 1975, au moment de la chute de Phnom Penh et de Saigon le plus haut symbole de lutte contre l'impérialisme et le point de ralliement de l'internationalisme militant à travers le monde. La seconde chute de Phnom Penh, moins de cinq ans après, concentre jusqu'au tragique ce "moment illogique" de l'histoire de l'humanité dénoncé en son temps par Guevara : elle constitue en fait l'aboutissement implacable de la logique des intérêts d'Etats qui se télescopent à l'échelle planétaire au détriment des intérêts de classe et de l'internationalisme prolétarien. Sous les décombres,

il sera plus que jamais difficile de relever la cause des travailleurs et des peuples d'Indochine.

La bureaucratie chinoise a toujours traité la montée de la révolution vietnamienne comme une menace envers sa diplomatie de co-existence pacifique en Asie. Elle a agi avec constance dans la tradition stalinienne de sauvegarde du statu quo international : en imposant dès 1954 au PC vietnamien la signature des accords de Genève; en s'opposant à la fin des années 1950 à la reprise de la lutte armée au Sud-Vietnam; en refusant le Front uni anti-impérialiste sino-soviétique réclamé par les Vietnamiens en 1965;

en isolant l'offensive vietnamienne lors de la visite de Nixon à Pékin en 1972; en poignardant dans le dos l'économie vietnamienne par l'arrêt de toute aide économique en juillet dernier, exactement de la même manière que l'avait fait jadis Khrouchchev en retirant l'aide soviétique à la Chine.

Cette politique d'isolement de l'Etat ouvrier vietnamien en Asie culmine dans le soutien de Pékin à la très réactionnaire Association des Nations du Sud-Est asiatique et dans les conditions de la normalisation des rapports avec les USA : dès le lendemain de cet accord, Washington a ajourné "sine die" la régularisation de ses relations avec Hanoï négociée depuis trois ans. La réaction de la direction vietnamienne à cet isolement a consisté en un rapprochement chaque fois plus poussé avec Moscou, jusqu'à l'intégration directe, il y a quelques mois, au Comecon.

De son côté, la direction cambodgienne justifie historiquement son opposition au PC vietnamien par un désaccord envers toutes les concessions faites à la politique de coexistence pacifique : elle dénonce aussi bien la signature des accords de Genève en 1954, que les réticen-



RUHR : malgré la défaite, les 35 heures toujours à l'ordre du jour

NAISSANCE D'UNE OPPOSITION SYNDICALE

Le patronat allemand a mis en échec le plus puissant syndicat en Europe : l'IG Metall. Après 6 semaines de grève, la direction du syndicat de la métallurgie abandonnait le principe même de la réduction du temps de travail à moins de 40 heures au nom de laquelle elle avait lancé environ 100 000 travailleurs de la sidérurgie dans la deuxième lutte la plus importante depuis la fin de la guerre. C'est une défaite. Mais bien des signes permettent de penser que la classe ouvrière allemande ne se tient pas pour battue.

Il est difficile de parler de compromis à propos de l'accord conclu avec le patronat, vivement invité à rester ferme par toute la bourgeoisie capitaliste allemande, malgré une perte de 450 millions de D-Marks (alors que les syndicats engageaient une somme de 130 millions de D-M dans le soutien aux grévistes et aux lock-outés). Les travailleurs de la Ruhr ont fait preuve d'une combativité quasiment sans failles pour le principe de la semaine de 35 heures et pour une augmentation des salaires : ils n'ont eu ni l'un ni l'autre !

Il ne fait pas de doute que les dirigeants syndicaux eux-mêmes ont été surpris de la résistance patronale. Ils n'ont pas compris qu'en lançant la "revendication du siècle" ils allaient se heurter à un refus de prin-

cipe extrêmement dur de la part du patronat ouest-allemand. En effet, l'impérialisme allemand, dont les exportations ont pris ces dernières années la première place au niveau mondial devant les USA et le Japon, ne pouvait admettre l'introduction, même progressive, des 35 heures, qui aurait signifié une menace sur les marges bénéficiaires, et à terme, un frein à l'élévation du taux d'exploitation de la classe ouvrière allemande. Les patrons ont besoin du million de chômeurs allemands qui, depuis maintenant 4 ans, fait pression sur les salaires; ils ont besoin que cette armée de réserve augmente — double, voire triple d'ici quelques années — s'ils veulent conserver leur position dominante face aux concurrents américains et japonais. Cela, la bureaucratie syndicale allemande ne s'en était pas intimement persuadée, parce qu'elle n'a pas compris, attachée qu'elle est par mille liens économiques et sociaux au bon fonctionnement du système économique capitaliste, la nature de la période de crise rampante du capitalisme à l'échelle mondiale. Eugen Loderer déclare maintenant à ses fonctionnaires syndicaux, qu'il manie comme un général ses officiers d'Etat-Major : "L'IG Metall s'en est pris d'un coup à plusieurs tabous patronaux". Les commentaires de la presse bourgeoise qui s'adresse à des lecteurs "populaires" mettent l'accent sur la déception des travailleurs, ravie de montrer que cette longue grève "n'a pas payé". Mais la presse que lit la

grande bourgeoisie tire un bilan plus réaliste : peu tendre pour les dirigeants syndicaux, elle souligne que la base a pris très au sérieux la revendication des 35 heures, notamment comme moyen de lutte ouvrier contre le chômage, qu'aujourd'hui les militants syndicaux ont perdu confiance dans leurs dirigeants, et que le climat social et politique sera exceptionnellement dur en RFA en 1979. Déjà le syndicat des arts graphiques (IG Druck und Papier) s'apprêterait, malgré la défaite de l'IG Metall, à relancer la lutte pour les 35 heures.

Cette grève est donc bien un échec. Mais ce ne sont ni la revendication de la semaine de 35 heures, ni même l'arme de la grève qui sortent perdants de cette confrontation, mais bien la direction syndicale. Si la revendication des 35 heures n'était pas devenue si populaire, peut-on croire que le SPD (parti social-démocrate allemand) l'aurait inscrite au centre de sa démagogie électorale pour les élections européennes de juin ?

Mécontentement de la base

L'accord qui a mis fin à six semaines de grève stipule une prolongation de la convention collective jusqu'au 31 décembre 1978 : d'ici cinq ans, la semaine de 40 heures restera indiscutée ! En outre, les salaires subissent une augmentation de 0,1 o/o supérieure à l'offre patronale d'avant la grève... Les 6 semaines de vacances sont acquises —

mais c'était déjà la contre-partie opposée par les patrons aux 35 heures. Seules quelques journées de congé supplémentaires pour le travail en équipe (de nuit) constituent une légère conquête.

Ce maigre résultat a été adopté par la commission tarifaire — il ne restait plus à la base qu'à le ratifier (car pour désavouer la commission, il fallait 75 o/o des votes de l'ensemble des 160 000 sidérurgistes, y compris ceux qui n'étaient pas en grève !). Malgré cela, seuls 49,5 o/o des votants l'ont approuvé. Dans certaines usines en grève, cette proportion était beaucoup plus basse : 95 o/o de non dans une petite usine à Meiderich, 67 o/o de non à Mannesman Huckingen, 58 o/o à Thyssen Hamborn — où les délégués syndicaux eux-mêmes appelaient à la poursuite de la grève au nom de "la résistance contre tous les plans des patrons".

Le refus absolu du patronat de l'acier de passer la barre des 40 heures s'exprima d'emblée lors du lock-out de 30 000 sidérurgistes au cours de la première semaine de grève. Il se maintint malgré les pertes des entreprises et la menace qui pesait sur d'autres secteurs (automobile, par exemple). En réalité, Overbeck et les barons de l'acier avaient l'appui de tout le patronat allemand. Ils se sont battus pour toute leur classe contre les 35 heures. Dès lors, la bureaucratie syndicale devait faire appel à toute la classe ouvrière allemande pour répondre à ce qui devenait clairement une

"lutte de classe". En dernier ressort, le réformisme des dirigeants syndicaux ne s'exprime pas — comme on pourrait le croire au vu d'une analyse superficielle de la situation en Suisse — par le refus des grèves. Il s'exprime dans le fait que l'affrontement est conduit **au-dessous** du niveau où il se produit effectivement : grève d'une entreprise quand il en va de tout un secteur, grève d'un secteur quand il en va d'une revendication à laquelle les capitalistes s'opposent solidairement en tant que classe. Le refus d'élargir la lutte à d'autres entreprises (ici, l'IG Metall n'a même pas appelé toutes les entreprises de la sidérurgie à la grève) ou à d'autres secteurs équivaut alors à une défaite certaine. Or, durant la grève de la sidérurgie, cet élargissement était possible; les messages de solidarité n'ont pas manqué; le président du comité d'entreprise d'OPEL, le syndicaliste Heller, envoya par exemple le message suivant : "Si nous voulons systématiquement obtenir la semaine de 35 heures, nous sommes sur la bonne voie. Ce sont précisément les entreprises qui sont en bonne position concurrentielle qui doivent être invitées à se placer à la tête du mouvement".

La direction de l'IG Metall a fait la sourde oreille. Elle le paie aujourd'hui sous la forme d'une opposition syndicale qui sort considérablement renforcée de la grève. Les journalistes du Spiegel (15. 1. 79) le rappellent dans un entretien avec Eugen Loderer :

"Spiegel : Le pouvoir ne s'est-il pas déplacé à l'intérieur de votre organisation ? Ce sont apparemment les hommes de confiance (délégués des entreprises, réd.) proches de la base qui donnent maintenant le ton.
Loderer : La formation intensive de nos hommes de confiance a renforcé la conscience syndicale, ce dont le comité de cette organisation ne peut que se féliciter. Voilà qui contribue à rendre les choses moins faciles que les employeurs le croient".

On le voit, Loderer ne nie pas le phénomène ! D'autres voix soulignent encore que cette défaite ne saurait avoir le même effet démoralisateur que la dernière lutte d'ampleur menée par l'IG Metall dans la Ruhr il y a 50 ans. Un noyau actif, critique, se forme dans les entreprises, s'appuyant sur le haut degré d'organisation syndicale dans ce secteur. Il reste à mettre l'accent sur la nécessité de répondre à la relance de la lutte pour les 35 heures, sans laquelle la classe ouvrière allemande restera démunie face à une augmentation probable du chômage, mais aussi sur la solidarité internationale. La sidérurgie est un secteur en déclin à l'échelle européenne. C'est vers une grève coordonnée des travailleurs de la sidérurgie européenne, pour les 35 heures, qu'il faut aller. Cette proposition, la IVe Internationale la défendra au cours de la prochaine campagne électorale lors des élections au Parlement européen en juin 1979.

16. 1. 1979, F. Gonseth

rétrograde des bureaucraties

ces vietnamiennes à l'ouverture d'un front cambodgien en 1967, et la signature des accords de Paris et de Vientiane en 1973. (...)

Face à un événement aussi grave qui porte à son comble la confusion et la désorientation pour tous les militants révolutionnaires dans le monde, notre position doit être claire :

— nous soutenons tout mouvement des travailleurs et paysans cambodgiens pour le renversement de la dictature bureaucratique de Pol Pot - Iang Sari;

— nous disons non à une intervention militaire de l'Etat ouvrier vietnamien au Cambodge, même si la direction cambodgienne a pris une grave responsabilité en refusant en février 1978 la proposition de négociation sous contrôle international. Nous condamnons, non pour des raisons morales ou humanitaires, mais parce qu'une telle opération fait reculer les solutions internationales à la question indochinoise. Ces solutions passent par une lutte ouverte et résolue pour une fédération socialiste des Etats Indochinois, qui pourrait seule offrir un cadre de solution démocratique au difficile problème des nationalités et servir de point d'appui à l'extension de la révolution dans la région, à com-

mencer par la Thaïlande. Il est bien évident que la lutte pour cette fédération socialiste indochinoise ne pourrait gagner la confiance des masses populaires qu'à la condition que chacun des Etats participants donne lui-même l'exemple de la démocratie socialiste en établissant la souveraineté des masses, le pluralisme de l'information et des partis politiques, les libertés démocratiques à commencer par les libertés syndicales.

Daniel Bensaïd
(Rouge, 9 janvier 1979)

On voit toujours mal en revanche quel intérêt immédiat la direction vietnamienne peut tirer de son intervention, sinon à courte vue. Certes, la politique chinoise fait tout pour accroître son isolement en Asie. Mais il ne serait pas sérieux de présenter le régime Pol Pot comme ayant constitué une menace militaire réelle face à l'une des plus puissantes armées de la région. De sorte que l'intervention directe apparaît plus comme une aventure bureaucratique, permettant au mieux de différer des contradictions propres au régime vietnamien par une mobilisation chauvine couvrant une militarisation renforcée de la société, mais en aucun cas de

résoudre les problèmes économiques et politiques auxquels il est confronté. (...)

La déclaration adoptée le 16 janvier 1978 par le secrétariat unifié de la IVe Internationale se concluait en ces termes : "Il est encore impossible de porter un jugement définitif sur les responsabilités directes qui incombent aux diverses parties en cause dans la dégradation du différend frontalier entre le Vietnam et le Cambodge. Le monopole total exercé sur l'information par chacun de ces régimes et leur pratique systématique de la diplomatie secrète constituent évidemment un obstacle de taille dans cette voie. Mais ceux qui ont pris, hier, et prendraient, demain, l'initiative de l'usage des armes devront en porter toute la responsabilité devant les masses indochinoises et le mouvement ouvrier mondial. Il est criminel d'engager les populations vietnamiennes et cambodgiennes dans des affrontements sanglants au nom d'un différend frontalier et le tout au nom du socialisme."

L'usage des armes doit être banni du règlement d'un tel problème. La question frontalière doit être réglée par la voie d'une négociation ouverte et de manière publique."

Aujourd'hui, sans apporter le

moindre soutien à la dictature bureaucratique de Pol Pot, dont l'effondrement rapide atteste l'isolement social, nous dénonçons, malgré les dénégations vietnamiennes, l'intervention militaire de Hanoï et nous exigeons le retrait immédiat de ses troupes du Cambodge.

Il ne s'agit pas pour autant de faire chorus avec les "démocrates" hypocrites à la Giscard ou à la Carter qui n'ont pas hésité à intervenir militairement où bon leur semblait, en Indochine comme en Afrique et à soutenir les dictatures les plus sanglantes, à commencer par celle du shah d'Iran. Si l'Etat ouvrier vietnamien est menacé demain, ce qui n'est pas exclu, d'une nouvelle agression impérialiste, comme d'une intervention militaire chinoise, nous serons de toutes nos forces mobilisés pour la défense des conquêtes de la révolution vietnamienne, confirmées et étendues au printemps dernier, par l'unification monétaire du Nord et du Sud, par la suppression au Sud du commerce capitaliste et la fermeture de 30 000 entreprises privées de ce type, par l'extension de la planification économique au détriment de la concurrence et des lois du marché.

Daniel Bensaïd
(Rouge, 12 janvier 1979)

IRAN :

LE SHAH S'EN VA

Au moment où nous écrivons ces lignes, le départ du Shah devient certitude. Pour la deuxième fois celui qui se faisait appeler la "Lumière des aryens" quitte son pays sous la pression des masses; aujourd'hui l'exil risque fort d'être définitif. Cette première victoire du mouvement de masse, suffisamment fort pour obtenir le départ de l'autocrate, mais pas encore assez pour abattre le régime, ouvre une période plus ou moins prolongée durant laquelle les différentes parties de la lutte des classes en Iran — l'impérialisme, la bourgeoisie et l'armée d'une part, le mouvement de masse et ses composantes, ouvrière, paysanne et petite-bourgeoise, d'autre part — fourbiront les armes d'un affrontement inévitable.

L'article suivant présente les raisons de la chute du gouvernement militaire et certains aspects de la dynamique sociale à l'oeuvre.

L'échec du "coup d'Etat institutionnalisé."

Impuissante à contenir les masses iraniennes en lutte, malgré les milliers de victimes de l'état d'urgence et de la loi martiale,¹⁾ la dictature militaire "légale" du général Azhari, dernière carte du Shah, n'aura pas duré. Par centaines, milliers et dizaines de milliers, des femmes et des hommes se sont à nouveau lancés, désarmés, contre les chars de l'armée impériale, la faisant reculer et élargissant ainsi les fissures apparues en son sein. Une partie des soldats fraterniseront avec les manifestants, alors que les désertions, avec ou sans arme, augmentaient. Le cas le plus connu est celui de Zandjan où environ trois cents soldats armés ont cherché refuge dans un centre culturel religieux. Des cas de désobéissance, de sabotage et même d'attentats sont signalés. La propre troupe personnelle du Shah, la garde impériale, n'est pas à l'abri de ces actes. Ainsi, dans le camp de Lavisian, près de Téhéran, plusieurs sous-officiers et soldats ont abattu une quinzaine d'officiers du corps d'élite des djavids (garde des immortels). Le risque devenait grand de voir l'expérience déboucher non pas sur la mise au pas du mouvement de masse, mais bien sur la crise de l'armée. Cela ni la bourgeoisie iranienne, ni surtout les Etats-Unis ne le voulaient. Et comme l'échec de l'armée était aussi celui du Shah, l'impérialisme américain lui retirera peu à peu sa confiance, misant de plus en plus sur le premier ministre Bakhtiar. Ce changement d'attitude, annoncé avec soulagement par la Neue Zürcher Zeitung, qui qualifiait la tentative de Bakhtiar de "solution constructive et politique... apparue pour la première fois depuis le début de la crise iranienne" (NZZ, 9.1.79) a néanmoins été critiqué, parce que trop tardif. La presse bourgeoise internationale met ainsi en évidence la crise de direction que connaît l'impérialisme. Alors que le New-York Times se demande s'il existe encore une voie pour sauvegarder les intérêts US en Iran. Le Monde traite la politique de Carter d'imprévoyante et d'improvisée, la NZZ la caractérisant d'indécise et de légère et faible !

Le développement de la radicalisation

Ce qui est ainsi reproché à l'impérialisme US, c'est de n'avoir pas su choisir assez tôt une solution permettant la mise au pas et le désarmement politique des masses iraniennes.

Les commentateurs bourgeois ne manquent pas de s'inquiéter de la radicalisation de la classe ouvrière, voire de certaines couches paysannes. L'entretien avec un membre du comité de grève des travailleurs du pétrole d'Ahwaz, que nous publions par ailleurs, montre tout-à-fait clairement comment les revendications économiques du début firent place aux revendications politiques. Trois conditions sont posées pour la reprise du travail : libération de tous les ouvriers arrêtés et passibles de la Cour martiale pour faits de grève, contrôle par des délégués élus que la

production ne servira pas à l'exportation et que ce qui sera livré sur le marché intérieur ne serve qu'à la consommation privée et civile. Selon nos informations, l'une de ces revendications de contrôle ouvrier sur la production semble avoir été appliquée, puisque le négociateur envoyé par l'ayatollah Khomeiny a accepté qu'une délégation se rende à l'île de Kharg afin de s'assurer qu'aucune goutte de pétrole ne passe par le terminal vers l'étranger. A la profondeur de ces revendications en termes de contrôle ouvrier, s'ajoute la combativité des travailleurs : dans de nombreux endroits, les grèves reprirent après l'installation du gouvernement militaire, donc sous la loi martiale, lorsque les généraux tentèrent de remplacer les ouvriers par des soldats ou des "jaunes". Enfin n'oublions pas que les travailleurs du pétrole, par exemple, occupent une position-clé : chaque jour de grève coûte 60 millions de dollars en devises à l'économie iranienne. Ce qui pourrait expliquer la rapidité avec laquelle leur refus de livrer l'or noir à Israël et à l'Afrique du Sud, légitimé par Khomeiny, a été accepté par le premier ministre Bakhtiar. L'exemple d'auto-organisation dans la lutte donné par la classe ouvrière n'est pas resté sans écho. Dans plusieurs villes et villages, les habitants ont pris eux-mêmes en charge la lutte contre les agents de la SAVAK, allant quelquefois jusqu'à l'exécution sommaire des bourreaux. La résistance armée aux exactions militaires est également apparue.

Le mouvement religieux chiite ne s'y est pas trompé : ses chefs les plus prestigieux ont immédiatement dénoncé ces actions en avançant la nécessité d'instaurer des tribunaux islamiques, afin que tout se passe dans l'ordre, bourgeois bien sûr. Les dénonciations répétées de la subversion communiste qui tenterait de discréditer le saint mouvement islamique vont dans le même sens. Risquant d'être ponctuellement débordé sur sa gauche, ce mouvement, qui remplit de plus en plus les fonctions d'une direction nationaliste petite-bourgeoise, connaît également des problèmes sur sa droite. Le Front national, d'opposition bourgeoise, attiré par les concessions de Bakhtiar (abolition de la censure, départ prévisible du souverain) essaie de trouver une certaine autonomie par rapport aux dirigeants religieux du genre Khomeiny, dont elle craint un jusqu'au-boutisme qui pourrait nourrir une dynamique trop dangereuse. C'est ainsi que les premières manifestations de masse contre le gouvernement Bakhtiar ont été organisées le dimanche 7 janvier par le Front national et le lundi par les partisans de l'ayatollah; la seconde journée fut sans conteste la plus massive et la plus combative, le clergé restant sans concurrence sur le terrain de la mobilisation et de l'encadrement des masses. On aura une bonne idée de la profondeur de l'opposition du Front national en lisant la déclaration suivante d'un de ses dirigeants, Sandjabi, après la désignation de Chapour Bakhtiar comme premier ministre :

"Nous ne sommes pas nécessairement contre une monarchie constitutionnelle. Mais, malheureusement, le peuple estime



qu'aucune réforme ne peut être réalisée avec le souverain actuel. Avec son fils, cela n'est pas impossible." (Le Monde, 5.1.79). A cette modération, si favorable aux intérêts impérialistes, Khomeiny a déjà répondu... en assurant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qu'il ne cherchait nullement à rompre définitivement les ponts avec eux.

Que fera l'armée ?

Parmi les inconnues qui pèsent sur l'Iran, celle concernant l'attitude de l'armée ces prochains temps est de poids. De nombreuses rumeurs de coup d'Etat ont parcouru Téhéran ces jours-ci; même si l'opposition visait, en les propageant, à réduire la combativité des manifestants, le risque est réel. L'armée iranienne est certes secouée, mais elle n'est pas encore à genoux. Ni le départ du général Oveissy, surnommé le "boucher de Téhéran", ni les assurances du Département d'Etat américain, ni les déclarations du chef d'Etat-major iranien, ne permettent de croire que, comme par miracle, l'impérialisme et la bourgeoisie, voyant la situation échapper à leur contrôle, refuseraient d'utiliser ce qui reste encore leur dernier recours. Ce qui ne manquera pas de se produire si le gouvernement Bakhtiar, ou son successeur, se révèle incapable,

par ses concessions aux revendications populaires, de stabiliser la situation. La répression qui s'en suivrait, serait, à l'échelle du mouvement vaincu, massive. Et, à l'image des pratiques policières du régime, bestiale.

Fondamentalement, la seule garantie résidant dans la capacité du mouvement de masse iranien à poursuivre son offensive, à disloquer l'armée, ainsi que dans l'ampleur de la mobilisation et de la solidarité internationale. Il est donc du devoir impérieux de tous ceux qui se reconnaissent dans la lutte anti-impérialiste, de tous ceux qui adhèrent au camp de la classe ouvrière, de se rendre en masse à la manifestation de soutien à la lutte du peuple iranien, le 3 février à Berne* :

— Halte à la barbarie, à la répression en Iran !
— Rupture immédiate des relations diplomatiques et économiques de la Suisse avec la dictature !

Ptr.

1) quatorze mille victimes, selon diverses sources : autant que les victimes de Pinochet durant la première année après le coup d'Etat de 1973.

* Appellent, pour l'instant, à cette manifestation : la LMR, le POCH, l'OCS, le SKAAL et le Conseil de la paix.

Sa fortune à l'abri

Côté cour une dynastie et ses courtisans qui brassent les milliards.

Côté jardin, 24 ans d'oppression, un peuple en majorité analphabète, des paysans habilement expropriés de leurs terres, 100 000 prisonniers politiques torturés, des milliers exécutés, mystérieusement disparus, une SAVAK omniprésente en Europe et en Amérique, 45 000 conseillers militaires américains, une des armées les mieux équipées du monde...

Pendant des années, avec une complaisance sans pareil, la presse écrite et parlée du monde entier a fait écho au "développement miraculeux" de l'économie iranienne. Et Paul R. Jolles, le "huitième conseiller fédéral" parlait encore en mars 76 de "la complémentarité manifeste" de l'économie suisse et iranienne et de l'esprit positif dans lequel les autorités des deux pays développent leurs relations économiques qui permet d'augurer d'un bon avenir...

Aujourd'hui, le roi est nu, mais pas démuné ! Le mythe du développement s'effondre. Apparaît à sa place le tableau d'une corruption et d'une rapacité qui n'avaient d'égal que la férocité avec laquelle le régime traite toute forme d'opposition.

Quand les membres de la famille royale ou de la cour repartaient de voyages, il fal-

lait un avion-cargo Hercules C-130 pour transporter leurs petits achats... (révélations d'un douanier de l'aéroport de Mehrabad). La villa "Suvretta" du Shah à St-Moritz a été acquise pour 2 millions, il en fallut autant pour l'aménager (... pour quelques semaines de vacances en tout!).

Le New York Times (10.1.79) estime approximativement la fortune du Shah à nettement plus d'un milliard de dollars.



Sous couvert d'oeuvres de charité, la Fondation Pahlevi allouait entre autres des bourses d'études aux étudiants de la classe dominante iranienne dans le monde entier. Entièrement contrôlée par le Shah, alimentée par des fonds discrétionnaires dans le budget de l'Etat (1976 : 1 milliard de dollars), la fondation Pahlevi détient d'immenses valeurs en Iran et dans les pays développés : au total 2,8 à 3 milliards de dollars selon le journaliste anglais Robert Graham. Elle possède entre

autres des immeubles à New York, gérés par une fiduciaire appartenant à William Rogers, l'ancien secrétaire d'Etat américain... ou encore une part de 25 o/o du capital-action des aciéries Krupp en RFA...

En Iran, le Shah possède 17 banques et compagnies d'assurances, 25 entreprises métallurgiques, 8 compagnies minières, 10 compagnies de matériel de construction, 45 entreprises de construction, 43 compagnies alimentaires, 26 entreprises commerciales et la majeure partie des hôtels !

Tel est le "miracle économique" iranien.

La Suisse est également impliquée au niveau de ses banques.

L'agence UPI communiquait le 29.11.78 :

"Les employés en grève de la Banque centrale de Téhéran ont rendu publique une liste de 144 personnalités iraniennes qui auraient transféré dans des banques SUISSES, américaines et israéliennes des sommes totalisant 2,4 milliards de dollars, soit le cinquième du revenu annuel pétrolier du pays. (...) Toutes ces opérations auraient été effectuées au cours de la période allant de la mi-août à la mi-octobre." Le New York Times confirme pour sa part qu'une grande partie de la fortune de la fondation est déposée dans des banques suisses.

FG.



Interview de Fereydoon GILANI, réalisée par Richard CARVER, Socialist Challenge (30 nov. 78).

Imaginons l'archevêque de Canterbury conseillant aux travailleurs de Ford de détruire leurs usines et les gentlemen tirés à quatre épingles et en chapeau melon en train d'ouvrir les livres de comptes aux travailleurs. C'est à peu près ce que produit la crise sociale en Iran.

Dans ce contexte, rien de surprenant si "Socialist Challenge" interviewe quelqu'un qui est l'équivalent du rédacteur en chef du "Times", le rédacteur en chef de "Kayhan", un des principaux quotidiens de Téhéran.

Les communiqués

Beaucoup de journalistes engagés dans les luttes récentes ont été auparavant parmi les plus dévoués partisans du régime — Gilani estime que 80 o/o d'entre eux tenaient leurs sources directement de la bureaucratie.

Sa radicalisation n'a pas été si soudaine : il est depuis longtemps un poète et un journaliste révolutionnaire.

Plus d'une fois, cela l'a conduit en prison. Ces séjours répétés en prison ont nuit à sa santé et il raconte de manière poignante les méthodes de la SAVAK : coups, crucifixions, et tout le reste, infligés à la victime dont on a bandé les yeux pour qu'elle ne puisse pas dire quels instruments ont été employés.

Avec un tel passé, il est surprenant qu'il ait eu une si haute position dans la presse iranienne si lourdement censurée. Il a évidemment dû faire face à de perpétuels tracas et censure d'articles.

Mais sa position montre par-dessus tout la pauvreté intellectuelle des partisans du régime. En d'autres termes, les intellectuels ne restent pas longtemps partisans du régime quand ils ont compris les méthodes malhonnêtes, arbitraires et tyranniques sur lesquelles il est fondé.

Gilani donne un exemple. Le Shah a déclaré dans un discours que le taux d'accroissement annuel de l'Iran était de 13 o/o. Le chiffre était 11 o/o, mais plutôt que de contredire l'homme qui est la main droite de Dieu, les admirateurs du Shah falsifièrent chaque livre, chaque papier, chaque statistique dans le pays de manière à s'assurer que jamais le Shah ni personne ne trouverait son erreur...

Les officiels

Voilà comment la presse est inféodée. "Un petit fonctionnaire me téléphone", dit Gilani, "et me dit ce que je dois écrire, à quelle page, et même la dimension du titre."

Un peu après, un agent des services de sécurité téléphone à un de mes collègues et dit "enlevez ça". Tout cela à propos d'une information qui provenait du Ministère de l'information ! L'information ça leur est égal, ils voulaient juste montrer leur pouvoir". Pourquoi les journalistes — les 20 o/o qui n'étaient pas corrompus — sont-ils restés ?

La grève

"Nous avons évidemment dû lutter. Mais nous avons pensé que si nous partions, cela leur donnerait un contrôle total. Aussi nous sommes restés, et quand il y a eu la première grève de journalistes, on a vu que nous avions raison".

En tant que reporter, Gilani est bien placé pour évaluer les bouleversements actuels et l'humeur des masses. Il est critique quant au rôle

des dirigeants religieux et fait remarquer qu'ils ont été entraînés contre leur volonté dans la lutte. La veille d'une importante manifestation, 3 jours avant le "Vendredi noir" de septembre, il reçut un coup de téléphone de la résidence de l'Ayatollah Shariat Madari, le doyen des dirigeants religieux à l'intérieur de l'Iran, demandant au journal "Kayhan" de dire que l'Ayatollah appelait les gens à ne pas manifester ce jour-là.

Le lendemain matin, comme des centaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues, il y eut un autre coup de téléphone désolé, demandant au journal de dire que l'Ayatollah avait été depuis le début en faveur de la manifestation.

Gilani parle d'exemples où des mullahs — des prêtres — ont été obligés de se joindre aux manifestations par des dizaines de milliers de personnes qui faisaient le siège devant leur porte. Comme pour l'intelligentsia, c'est la stupide violence du régime qui a poussé les mullahs dans l'opposition. Après les attaques de la presse contre les mosquées, ils ont commencé à prêcher contre le régime. Les travailleurs ont ensuite réalisé que les mosquées avaient une grande valeur en tant que sanctuaires pour se protéger des attaques de la police.

"Ils ne se réunissaient pas dans les mosquées pour entendre les mullahs, mais pour se rencontrer."

L'Ayatollah Khomeini n'a une position de dirigeant que parce qu'il n'y a personne d'autre de connu par les masses. Pourtant, cela se révélera désastreux.

Un double rôle

"Les mullahs ont joué un double rôle : à la fois opposants au régime et à la fois obstacles à la lutte. Il est tout à fait évident qu'ils sont liés à la classe dominante et qu'en dernière analyse, ils ne peuvent conduire la lutte."

Gilani fait remarquer que la lutte de la classe ouvrière contre le régime a commencé longtemps avant qu'on en parle dans la presse occidentale et iranienne.

La seule source d'information reliant ensemble les différentes grèves était "Navid", le journal du parti Tudeh (communiste) clandestin, avec un tirage de 70 000 exemplaires.

Gilani dit que si les impérialistes commencent une intervention militaire directe, ils auront un autre Vietnam sur les bras.

Mais c'est peu probable, affirme-t-il, parce que les troupes américaines et israéliennes opèrent déjà avec l'armée iranienne.

"Nous avons des photos de soldats avec de longs cheveux, prises le 'vendredi noir'. Or aucun soldat iranien n'a les cheveux longs. C'étaient des soldats américains ou israéliens. J'ai lu dans votre journal que le discours du Shah a été écrit par l'ambassadeur des Etats-Unis. Je le crois et les gens aussi."

Le problème des travailleurs est leur absence d'organisation politique et même de syndicat. Les travailleurs plus conscients, comme les travailleurs du pétrole, ont dû lutter longtemps pour boycotter les syndicats officiels créés par la SAVAK.

Ils ont organisé des groupes de discussion sur leur lieu de travail qui ont formé petit à petit un réseau. Le besoin d'une organisation de classe indépendante est là.

Gilani estime que la chute du Shah sera suivie d'une période relativement courte de gouvernement bourgeois.

"En ce moment en Iran le problème, c'est que nous n'avons pas de parti fort et vous savez que les deux conditions d'une révolution sont les conditions objectives et un parti communiste fort."

Entretien avec un journaliste iranien

Le rôle de l'opposition religieuse

Le Parti Tudeh nous a déçus. Il y a 25 ans quand il aurait pu prendre le pouvoir, il ne l'a pas fait. Ce n'est pas ce parti qui peut guider les travailleurs."

Gilani insiste sur l'importance de la solidarité internationale, particulièrement pour contre-attaquer la propagande du régime — "Si les gens savent ce qui se passe, ils ne peuvent rester indifférents" — et pour présenter une autre image de l'opposition : "La voix du peuple iranien pour l'opinion internationale vient de Khomeini, et malheureusement il ne représente pas les forces réelles qui peuvent libérer l'Iran".

La conscience politique

L'action des syndicats est vitale : "Dans la grève des journalistes, ils sont venus arrêter 40 personnes — dont moi — et le fait que le NUJ (syndicat des journalistes) a protesté a réellement empêché certaines personnes d'être arrêtées."

Les autres syndicats devraient aussi faire cela. Par exemple, il devrait être possible d'organiser le boycott de l'exportation d'armes."

Gilani pense retourner immédiatement en Iran, malgré le risque évident d'une arrestation.

L'ayatollah Khomeiny.



"Je ne peux rien faire ici. Quand tu vas au Speakers Corner¹⁾, il y a là beaucoup de gens plus conscients que moi quand ils parlent. Mais ce n'est pas le moment de parler, c'est le moment d'agir".

1) coin de Hyde Park à Londres, où le dimanche les Londoniens (et autres) qui le veulent peuvent venir parler d'un sujet qu'ils trouvent important en toute liberté.

La LMR exige la confiscation des biens du Shah

LEVEZ LE SECRET BANCAIRE !

Le gouvernement fédéral est frappé de la même curieuse schizophrénie que Carter : les droits de l'homme en Iran, connais pas ! Les massacres de manifestants : rien à voir ! Le rappel de l'ambassadeur suisse : pas question ! Comme le déclarait un porte-parole de la Division du Commerce : "Ce pays est un bon client (...). Ce n'est pas le moment de perdre les nerfs". En effet, car on risquerait d'y perdre du fric.

L'Iran est le douzième partenaire commercial de la Suisse, qui en importe le 15 o/o de son pétrole; les exportations suisses en Iran atteignent 870 millions en 1977. La plupart des grandes banques et entreprises suisses sont présentes sur le marché iranien : Motor Columbus construit des logements pour 900 millions; Georg Fischer une fonderie pour 150 millions; Losinger participe à la construction de deux barrages d'une valeur de 500 millions, etc.

Bien sûr, la crise iranienne a diminué l'admiration béate professée auparavant à l'égard du régime ("les dirigeants politiques se distinguent par leur dynamisme et leur compétence économiques", déclarait l'ambassadeur P. Bettschart, de la Division du Commerce,

«Messieurs les Conseillers fédéraux,

En Iran aujourd'hui chaque jour le sang coule. Des milliers de personnes sont tuées, blessées par l'armée et la police de la dictature. Dans les prisons, la torture est réalité quotidienne pour des dizaines de milliers de prisonniers politiques. Le régime du Shah ne se maintient que par la violence des armes et l'appui international qu'il trouve encore auprès des dirigeants des pays occidentaux. Les quelques milliards de capitaux iraniens qui ont trouvé "refuge" en Suisse représentent les ressources extorquées à un peuple qui vit dans le dénuement.

La Ligue marxiste révolutionnaire, section suisse de la IV^e Internationale, exige la rupture immédiate des relations économiques et diplomatiques avec la dictature, l'interdiction totale de vente de matériel de guerre à ce régime et la levée du secret bancaire pour séquestrer les capitaux iraniens en fuite. Ces mesures constituent une réponse minimale à la répression et à la barbarie qui existent en Iran.

Dans cette attente, recevez, Messieurs les Conseillers fédéraux, nos salutations distinguées.

Bureau Politique de la LMR»

L'étonnant développement du contrôle ouvrier
sur la production de pétrole

Entretien avec un ouvrier du pétrole

Des revendications économiques aux revendications politiques

• Où travailles-tu ?

— Je travaille à Ahwaz qui est le centre nerveux de l'industrie pétrolière. C'est là que se trouvent les services centraux et les sièges des compagnies pétrolières intervenant en Iran. Alors que la grève débuta à Abadan, c'est à Ahwaz qu'elle fut le mieux organisée. Dès que la grève démarra, les grévistes élurent des représentants, chargés de planifier et d'organiser en commun la grève.

Ces représentants n'étaient pas les dirigeants de la grève. Leur première tâche fut de former ensemble le syndicat des employés, puisque selon la législation sociale jusqu'alors en vigueur, les employés ne pouvaient disposer d'aucun syndicat même officiel. Les représentants furent donc d'abord élus pour former un tel syndicat. Mais ensuite nous découvrîmes qu'il y avait un grand nombre de tâches qui devenaient urgentes pour la continuation de la grève. Nous réunîmes alors les travailleurs tous ensemble pour discuter des moyens de maintenir le contact entre nous d'abord, et entre nous et les grévistes des différents champs pétrolifères.

• Les représentants que aviez élus étaient-ils responsables directement devant l'assemblée des grévistes ?

— Oui. Nous démarrâmes notre grève et trois jours plus tard, les ouvriers se joignirent à nous. La production descendit à 800 000 barils par jour, alors qu'elle était en moyenne de 6 millions et demi de barils par jour d'ordinaire. La consommation intérieure représentait entre 250 000 et 300 000 barils, le reste est destiné à l'exportation. Cela a signifié que 40 pétroliers sont restés à vide, au large de l'îlot terminal de Kharg.

• Quelles étaient vos revendications à cette étape de la lutte ?

— Au début, nos revendications étaient des revendications économiques pour améliorer notre niveau de vie : augmentations de salaires, participation aux bénéfices (1), revendications sur le logement aussi ou l'assistance médicale. Mais comme notre grève n'était finalement qu'un reflet du mouvement de masses plus général qui avait débuté en Iran, la grève se politisa. Il y eut trois revendications politiques essentielles : l'abrogation de la loi martiale, le soutien à la lutte des enseignants, qui faisaient grève depuis deux mois et la libération inconditionnelle des prisonniers

politiques. Ces revendications prirent ensuite le pas sur les revendications purement économiques.

• Est-ce que cette politisation du mouvement se fit de manière spontanée ?

— Oui, ce fut spontané. Nous ne suivions aucun groupement ou parti politique déterminé. Mais notre mouvement était un reflet du mouvement de masse dans le pays, et il était donc naturel que nous reprenions les mots d'ordre du mouvement de masse. C'est la majorité des travailleurs qui avança ces revendications et les soutint.

• Quelles forces politiques sont intervenues durant la grève. Nous avons entendu dire que le parti Tudeh (2) avait joué un rôle à la direction du mouvement ?

— Non, il n'y eut aucun parti politique qui intervint

dans la grève. Le mouvement de masse en Iran ne suit pas un parti : il y a des socialistes, des musulmans, il y a le Front national, mais la plupart des gens n'ont pas d'appartenance ou de sympathies politiques définies.

• Quelles furent les rapports entre la grève du pétrole et l'opposition religieuse ?

— Quand nous commençâmes la grève, nous découvrîmes des tracts collés sur les murs. Nous discutâmes de les enlever, car ils choquaient certains travailleurs qui tenaient à ce que le mouvement n'apparaisse pas comme politique. Les délégués se réunirent pour en discuter et savoir s'il fallait ou non les retirer. Nous finîmes par conclure que puisque nous luttons pour la démocratie, les gens avaient le droit de prendre leurs res-

pensabilités et d'apposer ces tracts sur les murs. Nous publiâmes notre propre journal mural, en expliquant que les délégués élus étaient responsables de ce qui était écrit sur le journal mural, mais pas de ce qui pouvait être apposé à côté. Sur un total de 70 délégués élus, six d'entre nous étions chargés de confectionner les journaux muraux.

• Mais pourrais-tu dire si la majorité des ouvriers du pétrole sympathise avec les leaders religieux ?

— Oui, bien sûr. L'islam est notre religion et il est évident que la majorité des travailleurs suit les leaders religieux.

• Comment s'acheva la première vague de grèves dans le pétrole ?

— Au début le mouvement partit de manière éclatée, mais il toucha tous les secteurs en trois ou quatre jours. Il y a 43 000 emplo-

yés et près de 6 000 ouvriers d'exploitation. Il n'y eut qu'un tout petit nombre de gens qui continua d'aller travailler. Par contre, le comité de grève autorisa certaines catégories de personnel à faire leur travail : les services de pompiers, les équipes médicales, les services d'alerte.

— La direction avait également engagé 200 travailleurs à la retraite pour remettre en marche les unités de production. Ils échouèrent. Ils firent alors appel à des marins. Nous décidâmes alors de retourner au travail et d'organiser une autre grève. C'est ce qui s'est produit.

• Que va-t-il se passer maintenant ?

— Je pense que si notre grève continue, s'il le faut pendant deux mois, le gouvernement ne pourra pas continuer et tombera.

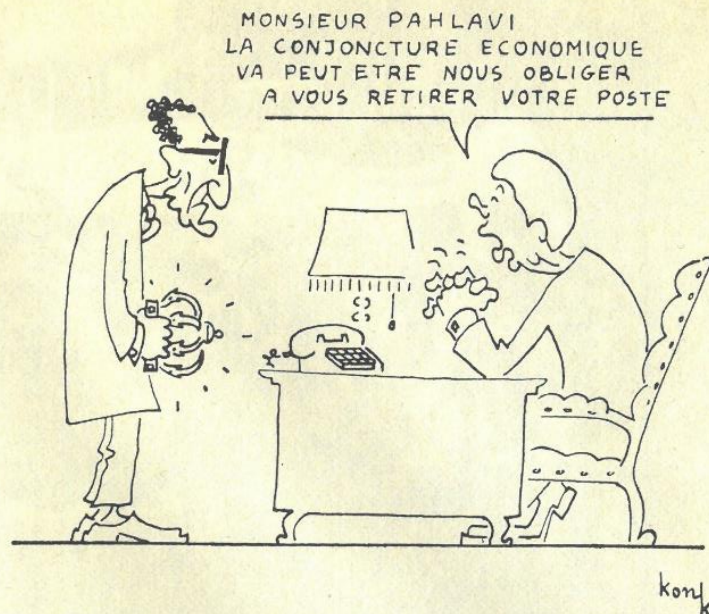
• Peux-tu en dire plus sur l'organisation de la grève. Au niveau local vous aviez élu des délégués. Y eut-il une organisation au niveau national et une coordination entre les divers centres de l'industrie pétrolière ?

— Non, il n'y eut pas tout un tel degré d'organisation. Nous primes contact avec les grévistes dans les autres régions du pays, ceux de Téhéran et d'Abadan par exemple. Mais comme ces grévistes n'avaient pas élu de comité de grève, il fut relativement difficile de les contacter, mais nous restons en liaison.

• Vous projetez de constituer un syndicat permanent ?

— Oui. C'est même pour cela qu'au départ nous avons été élus. Peut-être qu'il existe déjà à l'heure où je vous parle.

Tiré de "Socialist Challenge" no 77, du 4 janvier 1979.



Symposium de la solidarité

QUEL PROLONGEMENT ?

Au lendemain du Symposium de la solidarité, un constat semblait faire l'unanimité : le Symposium avait connu un incontestable succès public, faisant la preuve qu'il était possible de toucher, sensibiliser, regrouper plusieurs centaines de personnes sur des questions aussi ardues que celle — par exemple — des mécanismes de l'impérialisme suisse.

Indéniablement l'unité de près d'une vingtaine d'organisations, le travail collectif de près de deux cents militants et militantes dont le Symposium était le produit, avait payé, multipliant l'impact des forces qui le composaient. Ce que devait confirmer le bilan financier de la manifestation, dans la mesure où il est le reflet d'un impact politique : à ce jour 13 000 francs ont pu être versés, sous forme de matériel médical, aux mouvements de libération que le Symposium avait choisi de soutenir, le Front patriotique dans sa lutte contre le régime de Smith au Zimbabwe, le Front sandiniste dans son combat contre la dictature de Somoza au Nicaragua.

Nul triomphalisme pourtant au cours des assemblées qui suivirent : c'est qu'un bilan plus approfondi faisait apparaître à l'évidence des lacunes, des faiblesses, des éléments négatifs. Nous ne citerons ici que ceux qui nous paraissent les plus déterminants dans la perspective d'un prolongement de cette démarche unitaire. Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui : le Symposium de la solidarité connaîtra-t-il une suite ? et laquelle ?

Travailler en direction du mouvement ouvrier

Le Symposium a tenté de "décloisonner" la solidarité anti-impérialiste, c'est-à-dire — c'est du moins le sens que nous y donnions — à ne plus la concevoir comme le seul travail de dénonciation, utile mais marginalisé, des "méfaits" de l'impérialisme par des militants particulièrement sensibles au processus du sous-développement dans le Tiers Monde. Mais de défendre la nécessité à long terme d'une solidarité internationaliste des travailleurs en Suisse, en particulier de ceux travaillant dans les entreprises participant de la présence impérialiste suisse, avec les travailleurs du Tiers Monde qui, dans des conditions différentes (comme l'absence de droits syndicaux réels en Afrique du Sud, etc...), subissent et luttent contre l'oppression du même système socio-économique. C'est pourquoi le Symposium a donné une large place à la "question syndicale" (situation syndicale et luttes ouvrières en Amérique Latine; quelle solidarité syndicale en Suisse) dans la mesure où c'est à ce niveau d'organisation des travailleurs que la solidarité internationale est la plus largement et la plus immédiatement possible.

Or, nul ne contestera que le bilan du Symposium est à ce sujet peu probant : peu de syndiqués ayant une expérience en la matière, difficulté de dépasser un niveau informatif — pourtant nécessaire — dans les débats, peu de perspectives immédiates d'action. Ceci peut s'expliquer, bien sûr, par l'"inertie" dont le mouvement syndical suisse, pris globalement, fait preuve dans le domaine de la solidarité internationale. Et la contribution écrite au Symposium d'un groupe de travail

de Bienne ("Mouvement syndical suisse et lutte contre l'apartheid", texte faisant partie du "cartable" Symposium) se montre très utile lorsqu'il avance des explications quant à la politique menée actuellement par les directions syndicales en la matière, lorsqu'il fait des propositions d'action. Mais qu'en conclure ?

Pour notre part, si le Symposium de la solidarité a révélé la difficulté qui existe à la concrétisation d'une telle solidarité internationaliste, il en a montré aussi la nécessité. C'est pourquoi l'un des objectifs prioritaires du Symposium dans ses initiatives futures devrait être, sans se substituer à la nécessité d'un tel travail à l'intérieur du mouvement syndical, d'y contribuer en montrant par une activité de recherche et d'information que la communauté d'intérêts à long terme des travailleurs suisses et immigrés avec les travailleurs des pays semi-coloniaux repose sur des réalités, et qu'elle peut déjà dans les années à venir se manifester par des actes de solidarité concrète.

Approfondir notre unité

Le Symposium de la solidarité s'est aussi caractérisé par un éventail sans précédent de questions abordées et débattues. Cette multiplicité fut bien évidemment le signe très positif de la volonté de rendre compte d'une réalité complexe; elle permit aussi à des militants d'approfondir par eux-mêmes des questions qui les intéressaient. Mais cette richesse d'informations, au moment même du Symposium, se fit au détriment de la capacité collective de parvenir à une compréhension minimale commune (des relations Suisse-Tiers Monde par exemple) et, surtout, d'en dégager

des priorités dans notre solidarité. Cela montra combien l'unité qui avait permis la tenue de cette manifestation, si elle fut payante, resta pourtant élémentaire et quelque peu formelle.

C'est pourquoi un prolongement de cette démarche unitaire ne nous semble possible, qu'à condition de parvenir, autour d'une initiative plus limitée, à une réelle définition politique de notre unité.

En conclusion, si nous regrettons que notre proposition — l'organisation d'une manifestation unitaire de solidarité à la lutte des travailleurs iraniens — n'ait pas été "prise en charge" par le Symposium de la solidarité en tant que tel, nous soutenons la proposition faite d'étudier la question du déplacement de production de divers groupes industriels suisses dans les pays du Tiers Monde. Cette tendance, qui s'est affirmée nettement depuis le début de la période récessive, apparaît aujourd'hui manifestement, dans l'horlogerie en particulier, comme l'ouverture d'une nouvelle étape dans la réorganisation internationale de la production industrielle (et même du secteur de la construction et du génie civil) de l'impérialisme suisse. En étudiant les causes, les mécanismes et les conséquences, tant en Suisse que dans les pays sous-développés concernés, en dégager des tâches dans notre solidarité, voilà qui a précisément le mérite de contribuer à un débat sur ces questions au sein du mouvement ouvrier tout en exigeant une clarification de notre unité d'action. Nous y reviendrons.

J.F.B.

Livres :

* L'antichambre de la taule

* Pipes de terre et pipes de porcelaine

Je me souviens très bien d'une phrase que ma mère proférait sur ma tête d'enfant récalcitrant comme la menace suprême à laquelle elle pouvait recourir pour mon éduca-

part montrent la voie d'une pratique sociale très utile à la cause de la libération humaine. Imaginons que le peuple prenne enfin la parole, que de tous les secteurs de la vie sociale

les". Les auteurs citent **Michel Foucault** (Surveiller et punir-Naissance de la prison, Gallimard, 1975) :

"D'où vient cette étrange pratique et le curieux projet d'enfermer pour redresser... ? Un vieil héritage du moyen âge ? Plutôt une technologie nouvelle : la mise au point, du XVI^e au XIX^e siècle de tout un ensemble de procédures pour quadriller, contrôler, mesurer, dresser les individus, les rendre à la fois "dociles et utiles"... Disons que la discipline est le procédé technique unitaire par lequel la force du corps est aux moindres frais réduite comme force "politique", et maximisée comme force utile. La croissance d'une économie capitaliste a appelé la modalité spécifique du pouvoir disciplinaire... Le XVIII^e siècle a sans doute inventé les libertés, mais il leur a donné un sous-sol profond et solide - la société disciplinaire dont nous relevons toujours."

Le dossier établi par le Groupe information Vennes vise à montrer que les maisons de "rééducation" ont la fonction non pas d'éduquer, mais d'enfermer pour redresser, afin de faire réintégrer aux sujets "traités" la société disciplinaire. Mais même ce projet peu glorieux échoue, et ces maisons fabriquent en fait des exclus perpétuels, les futurs occupants des prisons. Sous le pseudonyme de Charles, un pensionnaire décrit l'échec de ce système de rééducation :

"la plupart des gars qui sont à Vennes, ils ont eu tellement d'échecs, ils ont eu tellement d'emmerdements que finalement tu ne fais plus de projets, tu ne cher-

ches plus, tu n'arrives plus à imaginer des trucs que tu pourrais faire..."

"Je te dirais que j'ai rêvé à un truc, je pense souvent que j'aimerais vraiment revenir au monde et recommencer à zéro, c'est horrible, j' imagine que je voudrais redevenir un gamin et avoir une autre vie, un gamin avec une autre mentalité, c'est horrible d'avoir une mentalité comme cela. C'est que tu ne sais vraiment plus où aller, quoi faire, parce que là je suis en train de couler, je peux couler d'un moment à l'autre, mais j'ai une petite force, c'est un peu ma fierté. Mais j'ai rien que cette petite fierté, je n'ai rien à côté. On m'a tout enlevé au fur et à mesure."

Un tel résultat conduit les auteurs à préconiser une solution radicale, la fermeture pure et simple de la maison de Vennes.

Les éducateurs également s'expriment dans quelques chapitres, pour dire leur impuissance. Le directeur a un pouvoir de décision de type quasi-féodal. La structuration pyramidale de la division des tâches lui permet de contrôler tous les rouages de l'institution. Une politique systématique d'engagements d'éducateurs non formés lui permet d'en avoir le contrôle. Les éducateurs progressistes sont tôt ou tard acculés à la démission. Ce directeur, membre du parti socialiste et du syndicat VPOD, a rétabli les barreaux que son prédécesseur avait supprimés, il a réussi à faire une telle réputation à cette maison que même certains juges, pourtant peu suspects d'attitude critique, hésitent à y envoyer

des adolescents !

Dans une bonne moitié des pages du livre, les détenus ont la parole :

- "pratiquement tous les soirs, les gars regardent la télévision. On reste planté devant la TV."

- "C'est vraiment le schéma du type taulard, C'est habituer le type à vivre en fonction du système pénitentiaire."

- "Pourquoi vous m'avez mis en chambre forte ? Il (l'éducateur) m'a répondu : Ouais, on trouvait que ces temps tu rigolais un peu trop, tu étais un peu louche."

- "Moi, j'avais envie de faire de la peinture artistique, j'ai toujours aimé dessiner, dès que j'ai un petit moment je dessine. On m'a dit que cela n'était pas possible, cela s'arrête là."

- "A Vennes, ils vont chercher le manuel, plutôt."

- "Question : Quelle est la part de Vennes dans le fait que les gars s'en sortent ? **Jean** : La part de Vennes, elle est nulle, la part de Vennes elle est complètement nulle, ça je l'ai déjà remarqué, Vennes ne fait aucun travail, c'est tout le type qui doit faire le travail qu'il faut, c'est pas Vennes qui pourra se vanter que celui-là s'en soit bien sorti."

- "**Jean** : J'ai attendu depuis des années le jour de mes vingt ans, la liberté. Et en fait, ce que je vois, c'est que je ne suis pas libre."

Comme le dit Michel, dans sa "Lettre à mon juge" :

"JE N'AI JAMAIS VU DE FILS DE BOURGEOIS A VENNES"

Quand les organisations ouvrières, politiques et syndicales, comprendront-elles que le problème des maisons d'éducation les concerne ?

Jean-Claude Blanc



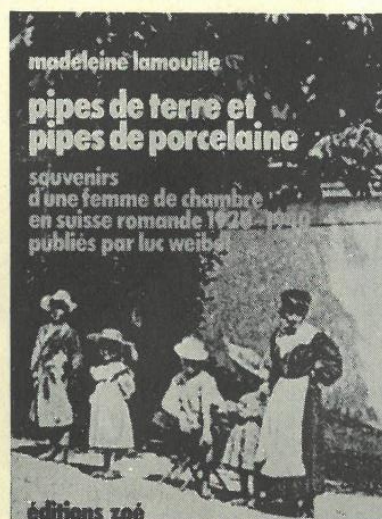
tion : "Si tu n'es pas sage, nous allons te mettre à Vennes". C'est ainsi que Vennes a d'abord représenté pour moi un lieu d'infamie et de châtiement, terrifiant dans mes rêves dans la même mesure que pouvait l'être le Marchand de sable, épouvantails que la société répressive impose jusqu'au sein de la famille ouvrière. Telle une divinité païenne (l'Etat-Dieu-Père), l'institution maintient, par le jeu d'un effet à distance, les enfants de tout un pays dans la voie de la "sagesse". Vennes a donc une fonction sociale externe (diffusion de l'idéologie parentale de la mise au pas par une menace) et une autre, interne (mise au pas **exemplaire** par la force des sujets les plus "turbulents"). Ce livre me permet aujourd'hui de confronter un mythe infantile depuis longtemps intériorisé (et jamais vraiment remis en question, est-ce que je m'intéresse au sort de ces "voyous" ?) avec la réalité qui a permis la production de ce mythe.

En donnant la parole à des pensionnaires actuellement enfermés dans une maison de "rééducation", les Editions d'En Bas, d'une part ne font pas mentir leur nom, et d'autre

jaillissent de tels témoignages, que les postiers, les rentiers AVS, les vendeuses, les employés de bureau, les ouvriers étrangers, les apprentis, etc..., trouvent ainsi, grâce à la lucidité politique d'un éditeur, la possibilité de s'exprimer publiquement; la connaissance que nous avons de notre propre société s'en voit affinée, augmentée, et il devient plus aisé de la remettre en question, d'élaborer la théorie qui, mise en action par toutes ces voix et toutes ces forces, permettra de la renverser.

La Maison d'éducation de Vennes est tout d'abord un centre d'éducation au travail (devise du directeur : Arbeit macht frei !). On y enferme de jeunes délinquants, des drogués ou des "cas sociaux". Ces jeunes dits délinquants forment un groupe social qui est l'objet d'une **exclusion cumulée**, groupe marginal exclu de la société dans son ensemble, rejeté aussi bien par les partis de gauche, les syndicats et autres mouvements de revendication. Comme l'école, comme la famille, comme l'armée, comme la prison, la maison de correction a pour but de fabriquer des individus "**dociles et uti-**

Souvenirs d'une femme de chambre



Madeleine LAMOUILLE, **Pipes de terre et pipes de porcelaine**. Souvenirs d'une femme de chambre en Suisse romande, Genève, Editions Zoé, 1978.

140 000 domestiques en 1930 en Suisse, dont 132 000 femmes : l'une d'entre elles parle, mieux, ra-

conte. Au fil des souvenirs, épars, fragmentés, se dessinent deux tableaux (l'enfance à Cheyres et le travail à l'usine-couvent de Troyes) et deux portraits, celui d'une famille bourgeoise et aristocratique de Valeyres et celui de bourgeois moyens de Genève. En plus des informations brutes fournies sur ses conditions de vie, le témoignage de M. Lamouille agit comme un révélateur : non seulement parce que ses "maîtres" sont vus "d'en bas", mais surtout parce qu'ils sont présentés et jugés en regard d'une exigence minimum de dignité. Autant vous dire tout de suite que les bourgeois n'en sortent pas grandis et qu'ils apparaissent pour ce qu'ils sont : repoussants. Pas par méchanceté ou par principe, mais parce qu'ils sont bourgeois et utilisent des domestiques pour vivre comme nous utilisons des sièges pour nous asseoir. Même lorsqu'ils cherchent à être aimables, ils ne font que renforcer cette espèce de glace sans tain qui les sépare de "leur personnel" de maison et qui, au fond, est une barrière de classe.

Bien sûr, ce n'est pas sur ce ton et de cette manière que M. Lamouille le vous parle, car elle relate comme on cause, l'anecdote vous donnant à sentir la réalité sans nécessairement en expliquer les ressorts profonds. Ce style permet cependant quelquefois de synthétiser avec pénétration. Ainsi des illusions que la classe ouvrière genevoise pouvait avoir sur le gouvernement socialiste de Léon Nicole : peut-on mieux en résumer certains aspects que par l'histoire de la blanchisseuse qui, au lendemain des élections, arrive chez les bourgeois W. et déclare tout de go aux deux bonnes "C'est la dernière fois que je viens : lundi prochain, c'est Madame W. qui viendra faire la lessive chez moi." ? Voulez-vous savoir comment la religion venait, tout à fait matériellement, à l'aide du capitalisme ? Lisez la description de l'usine-couvent de Troyes !

Bref, que ce soit pour l'épaisseur matérielle du témoignage ou pour la saveur des portraits, ces "Souvenirs" sont à lire.

Ptr.

la brèche du 20. 1. 1979, page 19

200 x la brèche !

On voulait fêter le no 200 de la Brèche en demandant à d'autres journaux du mouvement ouvrier et de la gauche leur avis sur la presse ouvrière en Suisse romande et le rôle qu'y joue la Brèche. On a reçu en tout et pour tout deux réponses...

La Tribune Socialiste Vaudoise :

Chers camarades,

Votre circulaire, adressée à la Tribune Socialiste Vaudoise, du 13 décembre nous est bien parvenue et nous vous en remercions. Nous vous félicitons pour l'effort considérable que représente la publication de 200 numéros de La Brèche et sommes persuadés que les idées que défend votre journal jouent un rôle fort utile dans le débat idéologique incessant du mouvement ouvrier.

Il ne nous semble pas utile que nous développions dans un article, comme vous le proposez, de longues considérations sur votre journal. Nous notons cependant qu'il est souvent plus sévère à l'égard de la gauche suisse qu'à l'égard de la droite. D'autre part, l'agacement que marquent certains militants à l'endroit de La Brèche est naturellement proportionnel à la distance qu'ils prennent par rapport à vos thèses. Nous nous contenterons donc de vous rappeler ce que nous faisons dans le même domaine.

Deux remarques préalables. Les socialistes suisses, de par leur profond attachement à tout ce qui favorise la démocratie sont très ouverts aux débats d'idées et aux analyses politiques. C'est en ce sens qu'ils sont nombreux à être abonnés à la VO, qu'ils ont soutenu le lancement de TVB, qu'ils suivent avec intérêt l'activité de DP. Ils ne se bloquent pas devant une publication qu'ils ne contrôlent pas. Ils peuvent légitimement ressentir de l'énervement à la lecture de votre journal car ils ne sont pas jugés en fonction du combat qu'ils mènent (avec une vigueur peut-être inégale au niveau des personnes mais extrêmement vigoureuse dans l'ensemble) mais en fonction de votre conception révolutionnaire de la lutte. Si votre attitude est logique, elle ne devrait pas vous dispenser d'une certaine objectivité.

Sur le plan de l'information le PSS a créé il y a environ 2 ans un service de presse qui a, au niveau de la Radio, de la TV et des journaux d'information, un succès certain. Il publie également un journal intitulé "Le Parlement" 5 ou 6 fois par année. Tous les partis cantonaux romands disposent d'une publication : Le Peuple Valaisan hebdomadaire, la Tribune Socialiste Vaudoise et Travail, bi-mensuels, Tribune Socialiste Genevoise et le Peuple Jurassien, mensuels. Les Neuchâtelois, à côté d'un bimestriel interne "Le Point", publient deux tous ménages 5 fois par année (Démocratie Socialiste et le Canard Bleu). Les tirages sont variables. Tribune Socialiste Vaudoise tire à 22 000 exemplaires.

Dans le canton de Vaud les sections de Montreux et d'Yverdon publient chacune un mensuel en abonnement et une trentaine de sections locales diffusent des papillons tous ménages dont la forme et l'importance varient. Rédigés et distribués de 2 à 10 fois l'an, ils représentent dans les petites communes un effort très important.

L'activité et l'engagement du PS conduisent ses militants à une présence très active partout où "officiellement" on gère les affaires publiques. Notre presse s'en ressent en ce sens qu'elle prend relativement peu de recul par rapport à ces combats quotidiens et incessants, mais nécessaires pour dépasser le stade des grandes idées et faire passer les revendications de la classe ouvrière dans les faits.

En espérant que ce 200ème numéro sera fêté comme il se doit, nous vous adressons, chers camarades, nos salutations socialistes.

POUR LA TRIBUNE SOCIALISTE VAUDOISE
Le rédacteur responsable, Pierre Aguet

Tout Va Bien : "le grand vide en-dehors de la presse des organisations"

Il ne se passe pas de meeting, débat, symposium, sans que d'une manière ou d'une autre l'on se plaigne de l'absence d'une véritable presse de gauche en Suisse romande. Effectivement, hormis les journaux d'organisations ou de partis, c'est le grand vide du côté des quotidiens et ça ne va guère mieux du côté des mensuels et des hebdomadaires. Quelques publications à parutions irrégulières s'adressent à certains types de lecteurs de gauche, objecteurs, écolo, anti-impérialistes, syndicalistes.

Mais, il n'existe aucun journal qui prétende s'adresser à la gauche

dans son ensemble et ne restreigne pas son intérêt à tel ou tel type de lutte. (Seul Domaine Public fait exception à cette règle, mais son a priori de présentation austère semble l'empêcher d'atteindre un public nouveau, et plus jeune.)

C'est ce constat qui a amené l'équipe de Tout Va Bien mensuel à la décision de faire un hebdomadaire. L'objectif est à la fois vaste, ambitieux et très clair : combler ce vide que chacun déplore, créer un journal ouvert, aux champs d'intérêt multiples, un journal où toute la gauche pourrait se retrouver, débattre, s'informer. Deux

mois après le lancement de cette expérience, il est naturellement trop tôt pour tirer un bilan, et il serait franchement prétentieux de dire que nous avons atteint nos objectifs. Les résistances sont nombreuses. Mentionnons, pour mémoire, le fédéralisme, qui se transforme rapidement en esprit de chapelle et rend inintéressant ici ce qui passionne là-bas, et le sectarisme qui n'a jamais favorisé la circulation des informations et des idées.

Tout Va Bien



1973 : le fluor en Valais
1976 : les dossiers secrets de la SAVAK à Genève
Des documents exclusifs.
Des dénonciations efficaces.



C'est en Suisse que se trouve le centre international de la SAVAK, la police de "l'un des régimes les plus ignobles de la terre".
— La police fédérale le sait, mais se tait. Pourtant, les preuves ne manquent pas.

Notre réponse :

La lettre de la Tribune socialiste vaudoise appelle quelques remarques concernant le reproche qui nous est fait d'être durs et sévères — sinon sectaires — dans la forme et dogmatiques dans le fond, ce qui nous empêcherait de saisir avec objectivité l'importance du travail des socialistes.

L'inverse est cependant vrai : c'est justement parce que nous reconnaissons objectivement toute l'importance du PS, parce qu'il est le parti qui capte la confiance de la majorité de la classe ouvrière que nous le critiquons. Car de cette présence, de ce poids, découlent des responsabilités, elles aussi importantes, vis-à-vis de l'ensemble du mouvement ouvrier. Notre sévérité est à la mesure de ces responsabilités. Du reste, le débat naissant sur les tâches du mouvement ouvrier a fait apparaître que ce n'étaient pas tant nos critiques qui étaient dures, mais la réalité : nous n'avons pas inventé le renvoi de plus de 300 000 immigrés, nous n'inventons pas non plus les milliers d'emplois qui disparaissent dans l'horlogerie, pas plus que les dangers énormes du nucléaire.

Nous reprocher de juger en fonction de notre conception révolutionnaire paraît plus curieux : les camarades socialistes nous reprocheraient-ils notre critique des Pays de l'Est, faite en fonction de notre conception de la démocratie socialiste ? Le problème n'est pas de savoir si l'on juge à partir d'une conception, mais bien si l'on utilise des critères valides ou pas.

Etait-il donc faux et dogmatique de traiter les directions syndicales de bureaucratiques ? L'expérience du Manifeste 77 n'a-t-elle pas confirmé ce jugement ? Etait-il erroné de s'opposer dès le départ, à partir de notre conception de la défense des intérêts ouvriers, à la TVA ?

De fait, il semble bien que derrière ces critiques, il nous soit reproché de n'être pas seulement un organe de presse, incise mais supportable, mais de participer à la construction d'une organisation révolutionnaire qui n'a jamais caché que l'un des buts de son action était de convaincre la majorité de la classe ouvrière. Nous sommes toutefois persuadés que cette lutte politique et ce débat peuvent se dérouler conjointement à des actions communes de défense des intérêts ouvriers, qui ne pourront que se multiplier et renforcer leur poids à mesure que les socialistes renonceront à leur politique de collaboration de classe.

La rédaction de la Brèche

La Voix Ouvrière : rien à dire...

Bref téléphone (le deuxième) à la rédaction de la V.O. à Genève : la Voix Ouvrière accepte-t-elle de s'exprimer dans la Brèche au sujet de la situation de la presse ouvrière en Suisse romande, et de la place qu'y occupe notre journal ?
— Pas d'opinion sur la Brèche, répond Louis Sidler. Vous en avez une sur nous, elle n'est pas flatteuse.
— Mais encore ?
— Nous vous félicitons d'être arrivés si loin...
— C'est tout ?
— C'est tout.